

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
EN DATE DU 24 FEVRIER 2015**

**Approbation du procès-verbal de la séance publique du 30 septembre 2014**

**Compte rendu des décisions de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

1. Modification de la composition de la commission extramunicipale culture et patrimoine .....6
2. Election des délégués éducation au sein des conseils d'administration des collèges et du lycée de la commune .....8
3. Rapport annuel d'activité de Toulouse métropole pour l'année 2013 .....11

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

4. Création d'un emploi non titulaire de technicien pour accroissement temporaire d'activité .....20
5. Création de postes permanents suite à la réussite aux concours .....20
6. Renouvellement de la convention d'adhésion au service de retraite du CDG 31 .....24
7. Création d'un poste dans le cadre du dispositif « emplois d'avenir » .....26

**DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**

8. Débat d'orientations budgétaires pour 2015 .....28
9. Subventions de fonctionnement 2015 aux associations – Attribution d'un acompte à l'association Rugby Saint-Orens XV .....56
10. Adoption d'une convention de groupement de commandes entre la commune et le CCAS concernant le marché d'assistance au renouvellement des contrats d'assurance et le marché d'assurances .....58
11. Adoption d'une convention de groupement de commandes entre la ville de Saint-Orens-de-Gameville, Toulouse Métropole, la ville de Toulouse, ainsi que certaines communes membres, pour la passation d'un marché de fourniture de services de télécommunication .....62

**DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES**

12. Convention avec GRDF pour l'installation et l'hébergement d'équipements de télérelevé en hauteur ..65
13. Déplacement de l'ensemble d'éclairage public n° 441/442 rue du Vallon .....82
14. Autorisation de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme pour la démolition de bâtiments préfabriqués rue des Sports .....83
15. Autorisation de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme pour la démolition d'une maison située au 5 rue de Nazan .....86

**DIRECTION CULTURE, SPORT ET VIE DE LA CITE**

16. Convention de partenariat entre le Centre régional des lettres Midi-Pyrénées et la commune de Saint-Orens pour la manifestation Chemin Faisant .....92

**DIRECTION URBANISME ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

17. Projet d'aménagement d'une caserne de gendarmerie .....95
18. Acquisition par la commune d'un local commercial situé 2 rue des Mûriers à Saint-Orens-de-Gameville .....97
19. Cession d'un ensemble immobilier situé 58 avenue de Gameville à Saint-Orens-de-Gameville .....100
20. Acquisition d'un ensemble immobilier situé 1 rue de Soye à Saint-Orens-de-Gameville .....101

**QUESTIONS DIVERSES**

## SEANCE DU 24 FEVRIER 2015

L'an deux mille quatorze et le 24 février 2015 à 20 heures

Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame Dominique FAURE, Maire.

**Etaient présents :** MASSA – DEL BORRELLO –JOP – LAFFONT – KOUNOUGOUS – FABRE-CANDEBAT – LOURME – CROUZEILLES – PERAL – FARENC – PIONNIE – PUIS – LASSUS PIGAT – COLOMINA – ARCARI –POIRIER– JACQUEL – CLEMENT – RENVAZE – ROUSSET – UBEDA – ANDRIEU– JULLIE – TABURIAU – GODFROY – MERONO – SARRAILH – SAUMIER – LUMEAU-PRECEPTIS –CAPELLE-SPECQ – MOREAU

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents :** CUBERO-CASTAN – ARCARI

**Pouvoirs :**

|                             |   |                        |
|-----------------------------|---|------------------------|
| Madame Eliane CUBERO-CASTAN | à | Monsieur Serge JOP     |
| Monsieur Thierry ARCARI     | à | Madame Dominique FAURE |

**Monsieur Jean FARENC a été élu secrétaire de séance.**

▪ **Madame le MAIRE**

Y a-t-il des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous vous remercions.

COMPTE RENDU DES DECISIONS DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES

---

**Délibération**

22 décisions ont été prises numérotées de la 147/2014 à 08/2015 :

- 17 concernent l'alinéa 4 Marchés publics
- 2 concernent l'alinéa 8 Concessions funéraires
- 2 concernent l'alinéa 16 Défense de la commune
- 1 concerne l'alinéa 24 Renouvellement Adhésion Association

▪ **Claude MERONO**

Merci, Mme le Maire. Deux questions : page 9, la taxe locale de publicité ;page 31 « Requête en annulation d'un projet de construction ». Pouvons-nous avoir deux mots d'explication ?

▪ **Madame le MAIRE**

Sur la TLPE, quelle est la question ?

▪ **Claude MERONO**

La question est que nous sommes à l'avenant 4, que nous ne savons pas comment il y a eu trois avenants avant. Nous comprenons que ceux qui ont la taxe à payer cherchent à en payer moins, donc diminuent les emprises, et en même temps, la diminution des emprises fait en sorte que l'on respecte le développement durable. Cela va vers cela. Mais je ne comprends pas que nous ayons aujourd'hui besoin d'une entreprise quelconque pour aller chercher les taxes. C'est ce qui m'interpelle. Avons-nous besoin de quelqu'un pour aller mesurer les panneaux ? C'est la question. Nous sommes quand même sur des montants de taxation (là il y a marqué 121 000 euros mais en regardant sur des budgets précédents, nous sommes à 90 000, 110 000), des sommes importantes.

▪ **Madame le MAIRE**

En fait, votre questionnement est sur la nécessité ou pas de rémunérer quelqu'un pour veiller à ce que la réglementation soit conforme, donc mesurer les surfaces si besoin est ?

▪ **Claude MERONO**

D'autant que nous le rémunérons déjà puisque nous sommes à l'avenant 4 avec ces entreprises. C'est la question.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vais me renseigner pour les avenants 1, 2 et 3, mais votre étonnement, je le partage. C'est un sujet sur lequel nous n'avons pas encore travaillé mais j'ai eu ces mêmes questionnements : est-il bien nécessaire de rémunérer quelqu'un pour faire ces travaux ? Aujourd'hui, nous nous inscrivons dans la continuité, c'est tout ce que je peux vous dire. Les avenants 1,2 et 3 datent d'avant mars 2014. C'est un nouvel avenant qui s'inscrit dans la continuité. Je me souviens maintenant que j'ai fait état de cette même surprise. C'est un sujet, encore une fois, que nous n'avons pas modifié par rapport à précédemment.

Bien sûr, aussitôt que les chantiers principaux auxquels nous nous sommes attelés seront bien engagés, nous nous y attellerons et nous vous ferons un point de situation. S'il y a des économies à faire à ce stade, nous ne manquerons pas de les faire.

Pour la page 31, je donne la parole à Marc DEL BORRELLO.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Sur cette décision, c'est tout simplement l'annulation du premier permis de construire de la société d'HLM SFHE qui avait subi un recours de la part des riverains du Pressoir. Suite à ce recours, le permis a été modifié. Un autre permis a été délivré. Le premier n'ayant pas été annulé, c'est une régularisation tout simplement de l'annulation du premier permis.

▪ **Claude MERONO**

Cela ne remet pas en cause une opération de logements sociaux, c'est bien cela ? C'est ce qu'il m'importe de savoir.

▪ **Madame le MAIRE**

Non, pas du tout.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Pas du tout, il n'y a pas d'annulation. Ce sont juste des modifications de façades et de hauteurs qui sont consécutives aux recours, bien que le permis suivant ait été aussi attaqué.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

A propos, page 6, de la délibération concernant un avenant au marché concernant l'audit financier organisationnel, je ne me rappelle plus s'il est prévu un exposé à la population des résultats notamment de l'audit financier. En 2001, la population avait largement répondu présente quand on lui avait présenté l'audit financier qui permettait de faire un point sur ce qui était dit pendant les campagnes précédentes. Je voulais savoir quand il était prévu d'exposer à la population les résultats de l'audit financier. Je ne me rappelle plus si nous avons vu ce point et si vous nous l'aviez précisé.

▪ **Madame le MAIRE**

Ce point avait été abordé effectivement. Vous n'avez pas posé la question, mais pour la partie audit organisationnel, cela a été présenté au mois de décembre. Pour la partie audit financier, il n'est pas prévu de présentation à la population parce que tout simplement, le DOB aujourd'hui et le budget le mois prochain vont présenter un état des lieux et des engagements budgétaires très précis. A ce stade,

nous n'avons pas prévu de présenter ce document.

Ce document, je l'ai encore revu récemment (parce que certaines personnes nous l'ont demandé) : il est extrêmement touffu. Il est dense et nous sommes en train de regarder si nous pourrions demander au bureau d'études de nous en faire une synthèse. Il n'est pas exploitable en tant que tel. Nous avons plus que voulu un audit, dans les deux cas d'ailleurs, nous avons voulu des recommandations. C'est un travail de simulation qui a été fait, beaucoup. Si nous pouvons répartir le travail qu'a fait le bureau d'études, il a peut-être passé 25 % du temps sur l'audit et 75 % sur (compte tenu de la baisse de la DGF et d'un certain nombre de baisses de nos recettes) quelles étaient les simulations les plus pertinentes. Vous allez voir les options que nous avons choisies. Ce travail de simulation, je l'ai relu pour le diffuser, apparaît assez caduc car ce sont des simulations pour certaines irrecevables, qui partent dans des scénarios absolument inenvisageables. C'est plus un document de travail qu'un document exploitable. Non, il n'est pas prévu à ce stade de présentation de ce rapport.

▪ **Michel SARRAILH**

Lors du précédent conseil municipal, je crois qu'Aude LUMEAU-PRECEPTIS avait demandé si nous pouvions avoir accès à ces documents. J'ai pour ma part envoyé un courrier fin décembre, je n'ai pas eu de réponse à cette demande de consultation de l'étude. J'ai envoyé un deuxième courrier demandant à nouveau (car j'ai pensé que vous aviez pu ne pas le recevoir) cette demande de consultation. Je suis un peu surpris. Vous avez dit vous-même que vous vouliez accélérer les réponses, aussi bien aux Saint-Orennais qu'aux conseillers municipaux de la minorité. Je suis un peu surpris. D'autant plus que même si le document est confus, je n'ai peut-être pas la compétence pour en comprendre toutes les finesses mais quel que soit le document, à partir du moment où c'est une étude financée sur fonds publics je pense qu'il serait utile que nous puissions y avoir accès.

▪ **Madame le MAIRE**

Je renouvelle ce que je viens de dire. En fait, ce document, pour ce qui est de l'audit organisationnel, est un PowerPoint qui ne fait que présenter des orientations en matière d'organisation, et qui en aucun cas n'est un audit. C'est vraiment stricto sensu le document qui vous a été présenté au mois de décembre. Nous n'avons rien d'autre du cabinet d'audit que ce PowerPoint que nous vous avons présenté. Là encore, peu de choses sur l'audit et beaucoup de choses sur une organisation plus efficace qui nous a été proposée, que nous avons retenue, que nous vous avons présentée.

Sur la partie financière, nous avons là un document qui fait une quarantaine de pages avec deux pages d'audit et 38 de simulations. La seule personne qui aujourd'hui est en cause, c'est moi. Les documents sont prêts. Je me suis étonnée que nous n'ayons pas quelque chose de plus digeste. Nous nous sommes questionnés pour savoir si nous revenions vers le bureau d'études. Il risquait de nous demander évidemment de financer ces synthèses digestes. Pas plus tard que tout à l'heure, je disais à M. COTE que nous vous devons une réponse et qu'il fallait se décider à soit faire un document différent nous-mêmes, soit vous donner en l'état ce document très indigeste. Je continue à vous dire que nous allons vous l'envoyer et je vous demande de nous excuser pour le retard.

▪ **David ANDRIEU**

Merci, Mme le Maire. Mme le Maire expose que Mme Marie-France TABURIAU ayant été installée en qualité de conseillère municipale lors du conseil municipal du 13 novembre 2014, elle n'est dès lors plus membre de la commission extramunicipale culture patrimoine au titre de membre extérieur. Un siège est dès lors vacant au sein de cette commission. Mme le Maire propose que Mme TABURIAU soit remplacée au sein de la commission culture et patrimoine par Florence AUSSÉNAC. Il convient dès lors pour le conseil municipal d'approuver la modification de la composition de la commission extramunicipale. La commission serait ainsi composée de David ANDRIEU, Vice-Président, François UBEDA, Colette CROUZEILLES, Maria LAFFONT, Carole FABRE-CANDEBAT, Caroline COLOMINA, Audrey JULLIE, David RENVAZE, Isabelle CAPELLE-SPECQ, Michel SARRAILH, Gilles JACINTO, Jannick SER, Geneviève JACQUET-BREGE, Florence AUSSÉNAC. Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

J'interviens sur ce point car j'étais déjà intervenue dans des circonstances un peu similaires sur des modifications de composition de commissions extramunicipales, et je tenais à souligner que David ANDRIEU avait soulevé la problématique (ce n'est pas une problématique), du fait qu'il fallait remplacer Mme TABURIAU en tant que membre extramunicipal. Il avait évoqué cela une première fois. Il nous avait sollicités pour fournir un autre nom. Nous avons eu une deuxième commission et nous avons rediscuté des différentes propositions. Je tiens à souligner que c'est une commission extramunicipale où effectivement il y a débat, il y a discussion, et où chacun est écouté. Je tenais à le souligner, même si je ne reviens pas sur les processus de nommer quelqu'un d'extérieur à une commission extramunicipale (nous en avons déjà parlé). Néanmoins, la façon de procéder m'a paru extrêmement satisfaisante, ce qui n'est pas le cas dans toutes les commissions extramunicipales.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci.

**Délibération**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2143-2,  
Vu la délibération n° 43/2014 du Conseil Municipal du 17 avril 2014 portant création des commissions extra-municipales,  
Vu l'installation de Madame Marie-France TABURIAU en tant que conseillère municipale lors du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2014,  
Considérant qu'il convient dès lors de remplacer Madame Marie-France TABURIAU au sein de la commission extra-municipale « Culture et Patrimoine ».  
Considérant que Madame le Maire propose de désigner Madame Florence AUSSÉNAC.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

**DECIDE**

### **ARTICLE 1**

La commission extra-municipale « Culture et Patrimoine » est ainsi composée :

- **Culture et Patrimoine** : David ANDRIEU , François UBEDA, Colette CROUZEILLES, Maria LAFFONT, Carole FABRE-CANDEBAT, Caroline COLOMINA, Audrey JULLIE, David RENVAZE, Isabelle CAPELLE-SPECQ, Michel SARRAILH, Gilles JACINTO, Jannick SER, Geneviève JACQUET BREGE, Florence AUSSENAC

### **ARTICLE 2**

Pour mémoire les commissions extra-municipale « Ville et Environnement », « Petite Enfance, Enfance, Education et Jeunesse » et « Sport » sont ainsi composées :

- **Ville et Environnement** : Eliane CUBERO-CASTAN, Sophie CLEMENT, Audrey JULLIE, Serge JOP, David ANDRIEU, Jean FARENC, David RENVAZE, Josiane LASSUS PIGAT, Michel SARRAILH, Jean-Pierre GODFROY, Agnès MESTRE, Jean-Marie KESSLER, Patricia BONARO, Michel CARRIER
- **Petite Enfance, Enfance, Education et Jeunesse** : Maria LAFFONT, Sophie CLEMENT, François UBEDA, David RENVAZE, Christelle POIRIER, Véronique ROUSSET, Jean-Claude PIONNIE, Caroline COLOMINA, Isabelle CAPELLE-SPECQ, Jean-Pierre GODFROY, Florence AUSSENAC, Ben HARRAT, Chrystelle DEDEBAT, Sylvie DERVAUX
- **Sport** : André PUIS, Thierry ARCARI, François UBEDA, David RENVAZE, Jean-Claude PIONNIE, Josiane LASSUS PIGAT, David ANDRIEU, Anicet KOUNOUGOUS, Marc MOREAU, Claude MERONO, Florence AUSSENAC, Ben HARRAT, Jérôme CAPEL, Claude DERAISIN

### **ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE « CULTURE ET PATRIMOINE »**

Madame le Maire expose que Madame Marie-France TABURIAU ayant été installée en qualité de conseillère municipale lors du Conseil Municipal du 13 novembre 2014, elle n'est dès lors plus membre de la commission extra-municipale « Culture et Patrimoine » au titre des membres extérieurs. Un siège est dès lors vacant au sein de cette commission.

Madame le Maire propose que Madame TABURIAU soit remplacée, au sein de la commission « Culture et Patrimoine » par Florence AUSSENAC.

Il convient dès lors pour le Conseil Municipal d'approuver la modification de la composition de la commission extra-municipale

La Commission serait ainsi composée : David ANDRIEU (Vice-président), François UBEDA, Colette CROUZEILLES, Maria LAFFONT, Carole FABRE-CANDEBAT, Caroline COLOMINA, Audrey JULLIE, David RENVAZE, Isabelle CAPELLE-SPECQ, Michel

SARRAILH, Gilles JACINTO, Jannick SER, Geneviève JACQUET BREGE, Florence AUSSÉNAC.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## ELECTION DES DELEGUES EDUCATION AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES ET DU LYCEE DE LA COMMUNE

---

▪ **Maria LAFFONT**

Mme le Maire explique que la composition des conseils d'administration des collèges et lycées a récemment été réformée par le décret 2014-1236 du 24 octobre 2014, relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement. Ce texte entraîne deux conséquences : d'une part il diminue le nombre des représentants de la commune siège au sein du conseil d'administration de chaque établissement ; d'autre part, parmi le nombre de représentants de la commune, un délégué doit être désigné non plus par la commune siège mais par l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre.

Ainsi, le nombre des représentants de la commune au conseil d'administration des collèges Jacques-Prévert, René-Cassin, et du lycée Pierre-Paul-Riquet, est de deux. Le conseil municipal doit ainsi désigner un délégué. Toulouse métropole devra elle aussi désigner un délégué dans chacun de ces conseils d'administration. Aussi, il convient de désigner à nouveau les représentants de la commune au sein de ces conseils d'administration.

Si en principe il est voté au scrutin secret, lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, en vertu de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations et aux présentations. Il vous sera ainsi proposé de procéder à l'élection des différents délégués éducation de la commune auprès des collèges et lycées de la commune.

Nous vous proposons de voter pour les personnes suivantes :

- pour le conseil d'administration Jacques-Prévert, Maria LAFFONT ; suppléante : Mme Sophie CLEMENT ;
- titulaire au conseil d'administration de René-Cassin : Maria LAFFONT ;
- titulaire au conseil d'administration du lycée Riquet : Maria LAFFONT ; suppléant : M. François UBEDA.

Si cette proposition vous convient, merci de votre acceptation.

▪ **Madame le MAIRE**

Ya-t-il des commentaires ?



▪ **Claude MERONO**

Vous avez parlé du bulletin secret. La question qui est posée : avons-nous recours au bulletin secret, le demandons-nous ou pas ?

▪ **Madame le MAIRE**

Acceptez-vous de ne pas voter à bulletin secret ? Merci.

▪ **Michel SARRAILH**

Il n'y a pas de suppléant pour le conseil d'administration du collège René-Cassin. Est-ce un oubli ? Je voyais qu'il y avait deux représentants dans chacun des conseils d'administration. Peut-être est-il déjà nommé ?

▪ **Madame le MAIRE**

Non, il n'y a pas de place qui nous soit proposée pour un suppléant. Il n'y en a pas, tout simplement, dans les statuts.

**Délibération**

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 421-2, R. 421-14 et R. 421-16,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-21.

Considérant que le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement modifie la composition du Conseil d'administration des collèges et du lycée de la commune notamment en supprimant un des délégués de la commune au profit de Toulouse Métropole,

Considérant que dans les Conseils d'administration du collège Jacques Prévert, du collège René Cassin et du lycée Pierre Paul Riquet, la commune n'est plus représentée que par un seul délégué.

Considérant que le Conseil Municipal doit dès lors procéder à l'élection d'un délégué titulaire pour chacun des Conseils d'administration au scrutin secret à la majorité absolue,

Considérant qu'en principe, il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation mais qu'en vertu de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations,

Considérant que Madame le Maire propose la candidature des délégués suivants :

Titulaire au Conseil d'administration du collège Jacques Prévert : Madame Maria LAFFONT

Suppléant au Conseil d'administration du collège Jacques Prévert : Madame Sophie CLEMENT

Titulaire au Conseil d'administration du collège René Cassin : Madame Maria LAFFONT

Titulaire au Conseil d'administration du lycée Pierre Paul Riquet : Madame Maria LAFFONT

Suppléant au Conseil d'administration du lycée Pierre Paul Riquet : Monsieur François UBEDA

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

A l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret dans la mesure où aucune autre candidature n'est présentée.

### **ARTICLE 2**

Madame Maria LAFFONT ayant obtenu 33 voix à l'unanimité est proclamée élue en tant que déléguée titulaire au sein du Conseil d'administration du collège Jacques Prévert.

Madame Sophie CLEMENT ayant obtenu 33 voix à l'unanimité est proclamée élue en tant que déléguée suppléante au sein du Conseil d'administration du collège Jacques Prévert.

Madame Maria LAFFONT a déclaré accepter son mandat.  
Madame Sophie CLEMENT a déclaré accepter son mandat.

### **ARTICLE 3**

Madame Maria LAFFONT ayant obtenu 33 voix à l'unanimité est proclamée élue en tant que déléguée titulaire au sein du Conseil d'administration du collège René Cassin.

Madame Maria LAFFONT a déclaré accepter son mandat.

### **ARTICLE 4**

Madame Maria LAFFONT ayant obtenu 33 voix à l'unanimité voix est proclamée élue en tant que déléguée titulaire au sein du Conseil d'administration du lycée Pierre Paul Riquet.

Monsieur François UBEDA ayant obtenu 33 voix à l'unanimité est proclamé élu en tant que délégué suppléant au sein du Conseil d'administration du lycée Pierre Paul Riquet.

Madame Maria LAFFONT a déclaré accepter son mandat.  
Monsieur François UBEDA a déclaré accepter son mandat.

### **ARTICLE 5**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

## **ELECTION DES DELEGUES EDUCATION AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES ET DU LYCEE DE LA COMMUNE**

Madame le Maire explique que la composition des Conseils d'administration des collèges et lycées a récemment été réformée par le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement.

Ce texte emporte deux conséquences. D'une part il diminue le nombre des représentants de la commune siège au sein du Conseil d'administration de chaque établissement. D'autre part, parmi le nombre de représentants de la commune, un délégué doit être

désigné non plus par la commune siège mais par l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre.

Ainsi, le nombre des représentants de la commune aux Conseils d'administration du Collège Jacques Prévert, René Cassin et du Lycée Pierre Paul Riquet est de 2. Le Conseil Municipal doit ainsi désigner un délégué, Toulouse Métropole devant elle aussi désigner un délégué dans chacun de ces Conseils d'administration.

Aussi, il convient de désigner à nouveau les représentants de la commune au sein de ces Conseils d'administration.

Si en principe, il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, en vertu de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Il vous sera ainsi proposé de procéder à l'élection des différents délégués éducation de la commune auprès des collèges et du lycée de la commune.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elles sont adoptées à l'unanimité, je vous remercie.

---

## RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DE TOULOUSE METROPOLE POUR L'ANNEE 2013

▪ **Madame le MAIRE**

Ce rapport vous a été remis. Je vous propose de dire quelques mots rapides sur Toulouse métropole en février 2015. Auparavant, je vous demande si vous avez des questions sur le rapport annuel 2013 de Toulouse métropole.

▪ **Marc MOREAU**

C'est juste une petite remarque. Page 45, j'ai été étonné de voir que le pôle Sud-Est et le pôle Sud-Ouest avaient exactement la même surface, le même nombre d'habitants, le même nombre d'agents et le même nombre de kilomètres de voirie.

▪ **Madame le MAIRE**

Je l'avais remarqué : c'est peut-être un copier/coller malheureux. Je l'avais remarqué, mais je ne me suis pas sentie de faire changer le rapport annuel de Toulouse métropole 2013.

▪ **Marc MOREAU**

Quel est le vrai chiffre, pour nous ?

▪ **Madame le MAIRE**

Je vais vous donner quelques éléments pour 2015, si vous le voulez bien.

▪ **Jean-Pierre GODFROY**

Si vous permettez Mme le Maire, je voudrais revenir sur un sujet qui a été abordé tout à l'heure. Je ne suis pas convaincu, puisque nous parlons de la métropole, que le climat qu'a décrit Arnaud LAFON corresponde exactement à l'état d'esprit de la métropole dans les questions des transports. Je suis consterné par notre incapacité (et quand je dis « notre », c'est celle des Toulousains), à mener à terme en matière de transport des projets cohérents dans des délais acceptables.

Quand nous avons commencé à parler du prolongement de la ligne Paris-Bordeaux, du TGV, jusqu'à Toulouse, la date qui avait été retenue était 2016. Aujourd'hui, nous en sommes à 2024 et nul ne peut prétendre que c'est la date définitive. Lorsque nous avons commencé à parler du prolongement de la ligne B du métro jusqu'à Labège, c'était lors du premier mandat de Jean-Luc MOUDENC. La date qui avait été retenue pour la mise en circulation était 2013. Puis, après l'élection de Pierre COHEN, nous avons passé trois ans de discussion pour savoir si ce métro serait prolongé par un métro, un tramway, un site propre ou autre chose, jusqu'à ce que le SICOVAL menace de ne pas signer le PDU. La date retenue fut 2019 puis 2020. Nous en sommes aujourd'hui à 2021 et il y a en effet au-dessus de ce projet une véritable épée de Damoclès.

Je ne pense pas que le prolongement du métro jusqu'à Labège ait la vertu d'être un projet avancé. S'il est avancé, c'est précisément qu'il a quelques attraits. Le principal est de cristalliser au niveau de La Cadène (après l'avoir canalisé à travers la déviation de Saint-Orens dont je rappelle quand même que le conseil général a acquis l'essentiel des terrains) toute la circulation en provenance de l'Est toulousain qui traverse notre commune (entre autres) le matin en direction de la rocade, et dans l'autre sens le soir.

Mais ces deux projets qui devraient être complémentaires entrent désormais en concurrence avec un troisième qui est celui de la construction d'une troisième ligne de métro qui relierait Saint-Martin-du-Touch à Labège par l'aéroport, peut-être la Barrière-de-Paris, la gare Matabiau, Terre-Cabade, Guilhemery, La Côte-Pavée et Labège, mais je considère que compte tenu du trafic automobile, aujourd'hui, un certain nombre de quartiers ne peuvent être desservis autrement, en mode de transport performant, qu'en mode souterrain. En ce sens, vouloir desservir par exemple Guilhemery ou La Côte-Pavée avec le métro, je considère que c'est un projet qui a du sens.

Mais je pose la question suivante : après l'avoir remis lors de la construction de la ligne A du métro de la rocade jusqu'à Balma-Gramont, après avoir « oublié » de franchir la rocade jusqu'à Labège lors de la construction de la ligne B du métro, après avoir refusé de desservir l'aéroport lors de la construction de la ligne de tramway (cédant ainsi au lobby des taxis, ce qui nous oblige aujourd'hui à inaugurer une nouvelle ligne de tramway de quatre kilomètres), pouvons-nous envisager de construire une ligne de métro qui relierait Labège à Saint-Martin-du-Touch en laissant de côté les 36 000 habitants de Colomiers ?

Je crois que nous ferions mieux d'achever les projets qui ont été engagés et de réfléchir très sérieusement à ceux que nous voulons prévoir pour l'avenir. Je rappelle d'ailleurs en passant, mais cela a été fait tout à l'heure, que le projet de prolongement du métro jusqu'à Labège, ce sont 370 millions d'euros. La troisième ligne de métro, c'étaient il y a quelques mois 1 000 700 000 euros, ce qui correspondait d'ailleurs à l'époque à l'endettement de TISSEO.

Je sais que tout cela n'est pas dépourvu d'« arrière-pensées politiques » sur la composition du futur conseil général et sur l'évolution de la métropole, mais quand on sait que l'offre de transport, pour

être efficace, doit être à la fois une offre de proximité mais aussi une offre diversifiée, je regrette que nous soyons entrés dans une espèce de dogmatisme qui veut que la droite fait du métro, la gauche fait du tramway, et chaque majorité nouvelle n'a qu'un objectif : détricoter les projets de la majorité précédente.

Dans tout cela, il n'y en a qu'un que nous avons oublié (et je vais me faire sa défense), c'est quand même l'usager. Je voudrais que de temps à autre nous pensions à tous ces Toulousains qui se lèvent le matin de plus en plus tôt pour essayer de ne pas prendre le bouchon de la rocade. 2025 est la date retenue pour la mise en service de la troisième ligne. C'est une gageure, jamais la troisième ligne de métro ne sera réalisée en 2025 : il y a bien longtemps que nos rocades seront sursaturées. J'espère franchement qu'à l'occasion de la très prochaine enquête d'utilité publique, les Toulousains et les Saint-Orennais en particulier pourront s'exprimer.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci pour cette intervention pertinente. Il y a une toute petite chose que j'aimerais rectifier. Aujourd'hui, la troisième ligne de métro, le projet qui est porté, pour lequel vous avez vu les faisceaux dessinés dans un article de *La Dépêche du Midi*, va bien de La Cadène à Colomiers. La troisième ligne de métro est prévue, envisagée comme cela.

Ensuite, par rapport à cette antinomie que vous pointez du doigt, vraiment elle n'y est pas. Pourquoi ? L'usager est au cœur des réflexions qui sont conduites. Nous siégeons avec Marc dans différentes instances, il complétera bien sûr en tant que Président de TISSEO, il a pas mal d'éléments à vous donner, mais l'usager est plus que pris en considération, et tous les documents que nous voyons et qui nous sont présentés sur les réflexions sur à la fois la prolongation de la ligne B et la troisième ligne, ne sont basés que sur les usages et sur l'utilisation, sur les attentes des Toulousains et des habitants de la métropole. On peut considérer qu'il y a du dogmatisme à vouloir faire du tramway ou à vouloir faire du métro, mais en attendant, après dix mois d'action, ce n'est vraiment pas l'impression que nous avons. Nous avons vraiment l'impression que l'usager est au cœur et qu'il y a une vraie volonté de répondre aux attentes et de mettre en place une vraie politique de transports publics.

Peut-être qu'il y a une composante qui a été citée précédemment, qui est de dire que le métro est aujourd'hui le seul moyen de transport collectif qui s'équilibre, et qu'il est vrai que les deux lignes étant saturées, c'est un mode de transport qui plaît. Donc, même si envisager une troisième ligne est un engagement de campagne de Jean-Luc MOUDENC, je pense qu'il est beaucoup plus attaché à servir nos concitoyens plutôt qu'à tenir un engagement de campagne s'il s'avérait que cet engagement de campagne n'était pas pertinent.

Là, vous pointez de l'antinomie entre ces deux projets, il n'y en a pas encore. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, lui-même a lancé l'enquête publique, ou du moins a permis que l'enquête publique soit lancée. Simplement, il a en off (et cela a été repris dans la presse) émis des questionnements sur le fait qu'en portant concomitamment ce projet et la prolongation de la ligne B qu'il a portée lui-même et à laquelle il croit, il était possible qu'émerge à l'issue de l'enquête publique le fait qu'il pouvait y avoir doublon et que donc nous pouvions peut-être prioriser certains tronçons, et peut-être ne pas lancer les deux projets.

Certaines personnes se sont érigées. La lettre qu'il a écrite au Président DUCERT est extrêmement constructive, extrêmement positive, extrêmement ouverte. Il n'y a à mon avis aucun lieu de s'inquiéter sur le fait que les bonnes décisions soient prises. Aujourd'hui, l'enquête publique sur la prolongation de la ligne B suit son cours. En parallèle, il y a un projet à plus long terme c'est sûr, qui est visionnaire, qui est de rejoindre les pôles économiques, de partir de Labège, d'aller jusqu'à l'aéroport et jusqu'à Colomiers, qui a un véritable sens et qui va s'échelonner sur plusieurs mandats si les études

confirment ce qu'elles montrent aujourd'hui, c'est-à-dire que les délais pourraient être raisonnables, et que les montants pourraient être financés.

Maintenant, nous attendons de notre Président de Toulouse métropole (comme nous attendons du Président du SICOVAL) une vision à long terme. Nous attendons que les projets à court terme soient challengés et que leur cohérence avec les projets à long terme soit assurée avant de lancer des travaux. Mais ne rentrons pas dans ces querelles qui n'existent pas. Lisons les courriers. Voyons comment les gens travaillent ensemble. Le Président DUCERT et le Président MOUDENC travaillent bien ensemble avec bien sûr le Président de TISSEO SNTC, TISSEO EPIC et le Président de la SMAT.

▪ **Michel SARRAILH**

Merci. Toujours sur ce dossier quand même épineux du PLB, j'aimerais pouvoir vous croire quand vous dites que l'usager est au cœur des réflexions. Je crois constater qu'il y a des conflits de territoire, je dirais, très nets pour des questions économiques tout simplement : attirer les entreprises, c'est aussi avoir des recettes fiscales pour les collectivités. Or, depuis très longtemps, nous avons un conflit entre la ville centre et la périphérie, et nous le retrouvons à nouveau, notamment sur une concurrence dans l'attractivité des différents territoires. Toulouse veut développer la zone Matabiau avec le projet de gare LGV. Ce sont quand même des centaines de milliers de mètres carrés de bureaux, etc.

Le SICOVAL doit développer, aussi pour ces questions de financement, le PLB. Il a réussi à boucler, un bouclage est effectué au niveau du PLB. La coordination entre les territoires, trouver un équilibre au niveau du développement économique, j'en doute vu la concurrence actuelle. Le fait de vouloir plomber le PLB, ce ne sont pas uniquement des erreurs de langage de la part de M. MOUDENC dans cette affaire. Je suis très inquiet. L'usager devrait être au cœur des réflexions. Je pense que dans ce secteur, dans le secteur du Sud-Est, il y a eu plusieurs concertations publiques sur ce projet, sur son adéquation aux besoins, et l'enquête publique (je ne veux pas en faire quelque chose de formel), je pense, le confirmera. J'ai très peur qu'après les élections, quel qu'en soit le résultat (je n'en sais rien), il y ait un risque d'arrêt de l'enquête publique. C'est ce sur quoi je suis vraiment très inquiet, et j'aimerais qu'il y ait une affirmation forte du Président de Toulouse métropole sur cette question.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vais laisser Marc DEL BORRELLO compléter. Simplement, vous avez dit deux choses contre lesquelles je ne peux que m'inscrire en faux. Parmi les responsabilités que nous portons avec Marc à la métropole, j'en porte deux (entre autres) : la présidence de l'EPFL et la vice-présidence en matière de développement économique. La présidence de l'EPFL, je n'ai eu de cesse depuis notre rencontre avec le bureau de l'EPFL, d'aller à la rencontre de deux interco que sont Axe Sud et le SICOVAL, pour leur dire combien l'outil l'EPFL pouvait leur être utile. Ce travail avait été entamé précédemment, nous l'avons poursuivi. Ce matin, en conseil d'administration de l'EPFL, nous avons élargi l'EPFL à deux nouveaux membres que sont le SICOVAL et Axe Sud. Claude DUCERT a été un fervent défenseur de l'adhésion à l'EPFL qui est quand même un outil de politique foncière de Toulouse métropole. C'est un signe fort, qui a été perçu comme tel par les observateurs, d'une volonté de Claude DUCERT de rejoindre, pour les sujets et les institutions qui ont du sens, les actions conduites par Toulouse métropole. Pour l'EPFL, l'élargissement au SICOVAL a été validé ce matin en conseil d'administration.

Deux, je suis Vice-Présidente en charge du développement économique : le Président MOUDENC m'a demandé de conduire la mise en place d'un schéma de développement économique et d'aménagement des zones à vocation économique. Ce schéma, nous l'avons initié. Les premières rencontres en matière de concertation avec la communauté économique : deuxième quinzaine de janvier. Depuis notre élection, je vois le Président DUCERT environ tous les quinze jours ou toutes les

trois semaines. Je vous l'avais dit, je ne vais pas vous le dire à chaque conseil municipal, c'est une réalité. Le Président DUCERT, il ne lui a pas fallu longtemps pour me dire : « Dominique, le schéma de développement économique du Sud-Est ne doit pas s'arrêter à Saint-Orens ni à Montaudran. Il doit prendre en compte notre SICOVAL », ce à quoi bien évidemment je lui ai répondu avec beaucoup d'enthousiasme.

En décembre, ils se sont retrouvés dans un dîner improvisé, Président DUCERT et Président MOUDENC. Claude DUCERT a demandé au Président MOUDENC s'il accepterait l'adhésion du SICOVAL dans le schéma de développement économique que je porte. Le Président MOUDENC lui a répondu spontanément et sans préparation : « oui ». Aujourd'hui, nous menons un travail de concertation, avec des assises qui vont avoir lieu le 17 mars, qui consistent en six réunions (nous en sommes à quatre réalisées), avec 30 chefs d'entreprise dans chacune des institutions. Le SICOVAL est associé à la mise en place de ce schéma de développement économique. Ces deux Présidents sont conscients que le développement économique du Sud-Est ne pourra pas continuer avec des tensions entre le développement de Montaudran versus celui de Labège qui a beaucoup d'avance. Nous en sommes conscients, avec Jean-Luc MOUDENC.

Tous les signaux (à l'exception de ces petits articles qui ont paru sur le PLB ou la troisième ligne ces derniers jours) sont au vert pour montrer la volonté du Président DUCERT d'avancer sur des sujets qui ont du sens pour son territoire aux côtés de Toulouse métropole. Tous les signaux sont au vert pour voir le Président MOUDENC accueillir le SICOVAL. Je ne cite que deux sujets sur lesquels je suis personnellement impliquée – mais je pourrais vous en citer d'autres. Oui, je comprends votre inquiétude. Elle me semble un peu du passé. Oui, ces tensions ont existé. Aujourd'hui, il y a effectivement sur le sujet PLB troisième ligne, des questionnements. Votre inquiétude évidemment peut se justifier, mais j'espère que par mes propos, je vous montre que nous passons au-delà des frontières, au-delà des territoires, au-delà des EPCI auxquels nous appartenons les uns et les autres, pour vraiment travailler ensemble. Nous allons travailler avec le Muretain au niveau de l'EPFL, comme nous allons travailler avec le Muretain sur le champ du développement économique, aussi.

#### ▪ **Marc DEL BORRELLO**

Juste pour compléter sur la vision que nous pouvons avoir au niveau de la métropole : quand on est à l'intérieur ou qu'on lit les journaux, ce n'est pas du tout la même chose. Aujourd'hui, au sein du SMTc, toutes les tendances politiques sont représentées, ce qui n'était pas le cas avant. Il n'y a aucune décision importante de prise, sur l'arrêt ou non d'un programme. Toutes les études entamées et engagées précédemment sont en cours. Concernant le PLB, je le rappelle : nous avons dépensé en études exactement 10,5 millions. D'ici le mois de juin, nous aurons dépensé 15 millions, en tout. Si au mois de juin la décision n'est pas prise, ce sera irréversible, nous ferons le PLB.

Dans pas longtemps, vous allez voir le prototype du pont, du viaduc qui doit porter le PLB. Nous avons passé des marchés. Des comités de pilotage se réunissent régulièrement pour le PLB. Il n'y a pas d'arrêt de ce projet pour le moment. Je ne dis pas qu'il ne sera pas arrêté. Il n'y a pas d'arrêt. Concernant la troisième ligne, qui est aussi une option et une promesse de campagne de MOUDENC, il est vrai que c'est très pertinent, mais après il y a le côté financier de tout cela. Ce sont pratiquement 2 milliards d'euros, la troisième ligne, mais quelque part nous parlons à une échelle beaucoup plus importante qu'un mandat électoral.

Je voudrais dire que l'aérotram initié par Pierre COHEN n'est pas arrêté. Il continue. Les études continuent. Probablement même qu'il sera prolongé, si nous le réalisons, au-delà de l'Oncopôle. La LMSE qui avait été stoppée à la circulation automobile, il a été décidé il y a peu de temps qu'elle va être rendue à la circulation automobile. COHEN en 2008 avait stoppé ce projet au même titre que le PLB. Nous allons remettre les voitures sur cette LMSE, et pour Saint-Orens c'est un élément important de

circulation. Nous pourrions rejoindre Rangueil depuis Saint-Orens en prenant cette voie.

L'agrandissement des stations (tu n'en as pas parlé) de la ligne A, est aussi quelque part un oubli à un certain moment. Et l'aménagement de la station Jean-Jaurès qui a été fait entre 2008 et 2014, qui nous conduit aujourd'hui à dépenser pratiquement 15 millions d'euros pour enlever ce qui a été fait sur le mandat précédent pour agrandir la station Jean-Jaurès et la mettre à 52mètres, ces stations-là aussi ce sont 190 millions d'euros. C'est aussi au cœur des débats et je peux vous dire que c'est quasiment décidé. Ces stations seront là pour accueillir les rames de 52 mètres.

Le projet Linéo qui a été initié aussi sur le mandat précédent va être accentué. Justement, nous avons un Président du SMTC, Jean-Michel LATTES, très attentif à étudier tout ce qui a été fait précédemment (les équipes de la SMTC n'ont pas changé donc tout est encore ouvert). Je dirais : heureusement ! Dans peu de temps, il y aura des arbitrages peut-être importants, mais pour le moment rien n'est arrêté. Personne ne peut dire aujourd'hui que quelque chose est arrêté. Il ne faut pas uniquement lire les journaux.

Même le parc des expositions est un élément qui a été lancé précédemment : ce sont pratiquement 400 millions d'euros. Il y a peut-être des modalités financières, ce n'est peut-être pas possible de faire cela en l'état tel que cela avait été projeté, mais il y a aussi une réflexion autour de cela. Cela n'est pas arrêté non plus. Je dirais que tout cela est une continuité.

Il est vrai qu'il y a des projets qui se détricotent, qui se font et se défont entre les majorités mais aujourd'hui, je pense qu'il y a une grande objectivité à ne pas démolir ce qui a été fait précédemment. Justement, il y a beaucoup d'argent en jeu. L'enquête publique, juste pour le PLB, si elle n'est pas démarrée c'est du fait uniquement de la préfecture. Mais rien n'a été arrêté et l'enquête publique doit démarrer, Arnaud l'a dit tout à l'heure, d'avril à mai. Je crois qu'il ne faut pas non plus s'appesantir sur certains articles parce qu'il y a des journalistes dans la salle. Ils alimentent les débats, c'est leur rôle, mais quand on est à l'intérieur, on n'a pas la même vision, je peux vous le dire.

#### ■ **Jean-Pierre GODFROY**

S'il y en a un qui tient absolument aux débats, c'est bien moi. Je lis la Dépêche comme tout le monde et je ne fais pas que lire la dépêche. J'ai assisté fin janvier à une réunion qui a eu lieu dans le centre de Toulouse, qui était présidée par Jean-Michel LATTES. Il était évident que dans le programme de Jean-Michel LATTES, il y avait la troisième ligne de métro, les bus Linéo, la LMSE et l'aérotam. Je le dis comme je l'ai vu, comme les 200 personnes qui étaient là l'ont entendu. Le PLB, nous l'avons évacué. Je veux bien me tromper, je suis tout à fait d'accord pour le reconnaître, mais il est manifeste qu'en deux mois ou un mois et demi, cela évolue. Maintenant, on me dit que la troisième ligne desservira Colomiers, ce qui me paraît une évidence, mais le budget est désormais bien supérieur à 2 milliards.

#### ■ **Agnès SAUMIER**

Je voudrais intervenir sur le plan local pour l'insertion et l'emploi, page 55. Les chiffres qui sont donnés sont certes les chiffres de 2013, mais nul doute que pour 2014 ils seront les mêmes. Ils portent l'intérêt d'un tel dispositif mis en place par la métropole et le SICOVAL, dont nous reconnaissons effectivement tout le bénéfice sur Saint-Orens.

Au-delà de l'accompagnement individualisé, il y a aussi toutes les actions innovantes pour lever les freins à l'emploi, que ce soit la santé, le logement, la mobilité, la formation. Je voudrais faire remarquer que cet emploi de référent qui est porté par la commune de Saint-Orens qui finalement le finance, est



entièrement remboursé. Je crois que c'était une somme de 43 000 euros qui était remboursée sur des fonds européens à la commune – d'où l'intérêt de porter cet emploi.

▪ **Madame le MAIRE**

Effectivement, c'est un marché public porté par Toulouse métropole, qui est le PLIE, auquel nous nous sommes empressés de répondre et que nous avons remporté, dans la continuité de ce qui était fait précédemment. Nous sommes très fiers et très heureux de porter le PLIE sur la commune de Saint-Orens. Vous pouvez compter sur nous.

▪ **Claude MERONO**

Je vais être plus rapide et moins brillant que certains. Par rapport à ce qui est indiqué sur le rapport 2013 (chacun pourra s'en faire l'idée en le lisant), les actions qui ont été menées sur Saint-Orens sont relativement nombreuses. Je voudrais en relever deux. Page 72, le cycle de l'eau : l'éradication de tous les branchements en plomb à Saint-Orens. Il y en avait plus de 2 000. Je me rappelle comment cela avait ricané ici même il y a quelques années en arrière. Ensuite, la création d'un bassin d'alimentation d'eau. C'était une des deux conditions pour que nous votions le schéma de cohérence.

Ensuite, lorsqu'on lit le rapport aussi, on se rend compte qu'à proximité de Saint-Orens, dans la ville de Toulouse, l'urbanisation arrive et va arriver plus vite que l'on ne le pense. Ce ne sont pas quelques centaines de logements qui arriveront, ce sont au moins autant que ce que la ville de Saint-Orens a aujourd'hui, qui se feront dans une quinzaine d'années. Pour la ZAC Tucard que nous avons initiée, il est indiqué dans ce rapport que les premiers habitants arrivaient en 2013 sur Les Mûriers, ce que tout le monde a constaté. Sauf qu'entre 2003 et 2013, en dix ans, nous avons produit moins de 200 logements aux Mûriers.

▪ **Madame le MAIRE**

Comme nous n'avons pas envie de polémiquer, nous prenons note de votre commentaire très pertinent sur le rapport 2013 et nous ne pouvons que nous féliciter des actions qui ont été conduites : le changement des compteurs en plomb, le bassin, toutes ces choses avaient du sens, vous les avez conduites et c'est très bien.

▪ **Michel SARRAILH**

Une dernière remarque peut-être sur le rapport du Grand Toulouse : en 2013, il y a eu des actions menées pour favoriser les modes doux, notamment des subventions accordées pour l'achat de vélos électriques. Je regrette que le changement de majorité ait conduit à l'arrêt de ce programme. Je pense que nous sommes dans une ville où il y a pas mal de côtes et le vélo électrique, notamment pour les personnes d'un certain âge, peut être un bon moyen de circuler en ville, avec un coût (au niveau subvention) bien inférieur au coût d'une place de parking. Nous serons peut-être amenés à y revenir par la suite.

▪ **Madame le MAIRE**

C'est effectivement une décision qui a été prise, dont je ne connais pas l'origine (peut-être le coût ?) car c'est un programme qui avait beaucoup plu. C'est peut-être cette raison-là, mais je n'en suis pas sûre, je le regrette aussi. C'est une décision qui a été prise par la nouvelle gouvernance.

▪ **Jean-Pierre GODFROY**

On aurait pu la maintenir sous condition de ressources, je crois.

▪ **Madame le MAIRE**

C'est une bonne remarque. Y a-t-il d'autres remarques sur le rapport 2013 ?

Je voulais simplement indiquer que nous prenons l'engagement, deux fois par an, de présenter en conseil municipal, de mettre à l'ordre du jour, une présentation de l'activité de Toulouse métropole. Cela nous paraît indispensable. Aujourd'hui, ce n'est pas une présentation de Toulouse métropole mais quand même quelques chiffres à l'occasion de ce rapport. Nous sommes 725 000 sur les 37 communes de Toulouse métropole, dont 453 000 sont toulousains. Ensuite, les compétences de Toulouse métropole sont au nombre de six :

- le développement et l'aménagement économique, social et culturel,
- l'aménagement de l'espace métropolitain,
- la politique locale de l'habitat,
- la politique de la ville,
- la gestion des services d'intérêt collectif,
- et la protection et mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie.

Je voudrais aussi remercier les élus du conseil municipal que nous avons sollicités, qui siègent dans toutes les commissions qui émanent des compétences que je viens de citer. Il y a 15 commissions consultatives ; nous avons tenu à ce qu'il y ait un représentant de Saint-Orens dans chacune de ces 15 commissions. Nous glanons beaucoup d'informations, nous avons des moyens de voir ce qui peut être entrepris comme actions dans d'autres communes. Nous avons des moyens d'influer car nous sommes présents dans ces 15 commissions consultatives.

Je voulais rappeler qu'il y avait deux assemblées délibérantes au niveau de Toulouse métropole (le conseil de la métropole et le bureau), 3 000 agents au niveau de Toulouse métropole, et une très grande mutualisation entre Toulouse métropole et la ville de Toulouse.

Quelles perspectives avons-nous à l'échelle de Toulouse métropole ? Un travail a été entamé avec la métropole de Montpellier par le Président MOUDENC, souhaitant être « en harmonie » avec la deuxième métropole de la future région à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le Président de la métropole montpelliéraine est venu au moment de l'installation de la métropole toulousaine, et vice versa. Réussir cette nouvelle région et un bon fonctionnement entre cette nouvelle région et les deux métropoles est quelque chose qui nous tient à cœur.

Le deuxième enjeu est au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : il pourrait y avoir un conventionnement avec le conseil général, le conseil régional et l'Etat, pour des délégations ou des transferts de compétences à Toulouse métropole. Le modèle suivi par le gouvernement à l'heure actuelle est le modèle lyonnais. Sur le territoire de la métropole lyonnaise, toutes les compétences du conseil général du Rhône ont été transférées à Lyon métropole. C'est un modèle sur lequel le gouvernement semble s'appuyer et nous pourrions, en janvier 2017, travailler. Il y a des actions déjà conduites sur le domaine de la voirie par le Président MOUDENC et le Président IZARD. C'était juste un petit point, mais nous verrons avec Marc DEL BORRELLO à quelle échéance nous vous ferons des points un peu plus détaillés sur l'activité de Toulouse métropole.

## **Délibération**

- Vu l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit que le Président d'un EPCI adresse chaque année aux maires des communes membres, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, ce rapport faisant l'objet d'une communication en Conseil Municipal.
- Vu le rapport adressé par le président de Toulouse Métropole portant sur l'activité de la métropole au cours de l'année 2013.
- Madame le Maire communique au Conseil Municipal le rapport annuel d'activité de Toulouse Métropole pour l'année 2013,

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Après avoir pris connaissance du rapport et débattu, le Conseil Municipal

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

De prendre acte du rapport annuel d'activité de Toulouse Métropole pour l'année 2013.

### **ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

## **RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DE TOULOUSE METROPOLE ANNEE 2013**

Les établissements publics de coopération intercommunale doivent adresser chaque année leur rapport annuel d'activité à leurs communes membres. A ce titre, le Président de Toulouse Métropole a communiqué à la commune son rapport d'activité pour l'année 2013.

Après avoir pris connaissance du rapport et débattu, le Conseil Municipal doit en prendre acte, conformément à l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

### **▪ Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## CREATION D'UN EMPLOI NON TITULAIRE DE TECHNICIEN POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

---

### ▪ **Alain MASSA**

Dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité et afin de pouvoir renforcer le service études et suivi du patrimoine bâti, il est nécessaire de créer un emploi de technicien catégorie B en filière technique. Cet emploi permettra de faire face notamment, mais temporairement, à la rédaction ainsi qu'à la préparation des dossiers de consultation des entreprises, à l'élaboration de plans, au pilotage des chantiers confiés et à la mise à jour des documents graphiques. D'une durée de six mois, il sera renouvelé dans la limite maximale de 12 mois au total.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

### ▪ **Marc MOREAU**

Merci. Je suis un peu étonné. Je crois que nous sommes en période de difficultés budgétaires, nous allons le voir tout à l'heure. Vous avez peut-être mutualisé les services, vous avez fait des efforts, mais y a-t-il vraiment un surcroît d'activité qui puisse expliquer l'embauche d'une personne, ou cela ne peut-il pas être fait par le personnel de la mairie ?

### ▪ **Alain MASSA**

Effectivement, cette embauche est faite parce que nous n'avons pas, en interne, les compétences nécessaires, puisqu'il s'agit d'un technicien d'étude. Nous n'avons pas, dans le personnel de la collectivité, des compétences à ce niveau-là. Cette personne sera chargée, sur l'ensemble des projets que nous menons (sur cette mandature mais pour l'année en cours), de travailler sur ces dossiers. Il est nécessaire d'avoir la compétence d'une personne qui pourrait nous permettre de travailler sur les dossiers, sur des plans, et également sur des dépôts de demandes de permis de construire.

Nous y avons réfléchi et le fait est que bien sûr, il y a des difficultés, vous les connaissez. Nous allons en parler. Mais nous avons dit, depuis le départ, que s'il était nécessaire de faire bien évidemment des économies à travers une saine gestion, il n'était pas interdit que des emplois puissent être créés lorsque des compétences apporteraient une plus-value à notre commune et permettraient là aussi, à travers l'activité de ces personnels, de faire des économies évitant entre autres par exemple de faire appel à des cabinets d'architectes. Nous sommes tout à fait dans ce cas-là et je précise : c'est un contractuel (et pas un titulaire) qui est recruté.

### ▪ **Claude MERONO**

A la fin de la délibération, vous indiquez : « d'une durée de six mois, il sera renouvelé dans la limite maximale de 12 mois au total. » N'y a-t-il pas là une imprudence, de dire qu'il sera renouvelé dans une limite maximale ?

### ▪ **Alain MASSA**

Non. En ce qui concerne le cadre des contrats que nous pouvons appeler « temporaires », il y a une possibilité de renouveler effectivement sur une période qui ne peut pas être supérieure à la période initiale. Effectivement, après, il ne pourra y avoir qu'une solution si cet emploi devait être pérennisé :

que ce soit un emploi de titulaire. Mais dans les prévisions que nous avons aujourd'hui, cette personne va travailler sur des dossiers définis.

### **Délibération**

Madame le Maire propose de créer un emploi non titulaire de technicien bureau d'études à temps complet dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité afin de pouvoir renforcer le Service Etudes et Suivi du Patrimoine Bâti. Cet emploi permettra notamment de faire face temporairement à la rédaction et à la préparation des dossiers de consultation des entreprises, l'élaboration de plans, le pilotage des chantiers confiés et la mise à jour des documents graphiques. Aussi, il est nécessaire de modifier le tableau des effectifs des non titulaires de la collectivité en créant un poste sur le grade de Technicien à temps complet au 1<sup>er</sup> échelon IB 348 IM 326 (7<sup>ème</sup> échelon – IB 418 IM 371 au maximum), selon l'article 3-1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1**

La création d'un emploi non titulaire à temps complet sur le grade de technicien non titulaire au 1<sup>er</sup> échelon - IB 348 IM 326 (7<sup>ème</sup> échelon – IB 418 IM 371 au maximum) pour accroissement temporaire d'activité dans la limite de six mois renouvelables une fois, conformément à l'article 3-1° de la loi n° 84-53.

#### **ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **ARTICLE 3**

D'inscrire au budget de la commune les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent ainsi nommé et des charges sociales s'y rapportant.

#### **▪ Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## **CREATION DE POSTES PERMANENTS SUITE A LA REUSSITE AUX CONCOURS**

---

#### **▪ Alain MASSA**

Dans le cadre de la réorganisation des services et du choix de la mobilité interne dans la gestion des ressources humaines, deux agents lauréats de concours de la fonction publique territoriale, inscrits sur la liste d'aptitudes, peuvent être nommés respectivement sur des postes à temps complet d'éducateur de jeunes enfants et d'attaché. En effet, en perspective du départ à la retraite de l'animatrice du RAM, un agent lauréat du concours d'éducateur de jeunes enfants a été sélectionné par jury interne pour pourvoir à son remplacement. Dans le cadre de la réorganisation des services, plus particulièrement au service animation sport associations, un agent lauréat du concours d'attaché territorial peut être nommé sur le grade d'attaché. Ces emplois sont créés en application des lois et des

règlements de la fonction publique, régissant les statuts particuliers des présents emplois, et sont inscrits sur le tableau des effectifs des titulaires. Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

Pouvez-vous nous apporter s'il vous plaît (je n'en doute pas) quelques précisions ? Comme il n'y a pas de commission, je pense, où nous pouvons débattre et avoir des explications plus précises sur les mouvements de personnel et réorientations (puisque'il n'y a plus de commissions dites « personnel »), j'aurais aimé avoir quelques précisions sur les modifications de périmètre d'un agent au niveau service animation sport associations puisqu'un grade d'attaché, je pense, implique une définition nouvelle du périmètre du poste.

Aussi, sur le poste à temps complet d'éducateur de jeunes enfants, notamment pour le départ à la retraite de l'animatrice du RAM : il me semble que jusqu'à très récemment elle n'était pas à temps complet. Comment fait-on passer quelqu'un qui est à temps complet sur un poste qui n'est pas à temps complet ? La CAF va-t-elle subventionner plus d'heures pour ce poste largement financé par la CAF ? Pourrions-nous avoir quelques précisions faute de les avoir ailleurs ? Je vous remercie.

▪ **Alain MASSA**

C'est une bonne question. En ce qui concerne l'agent lauréat du concours attaché territorial, au niveau du service animation sport associations, effectivement c'est dans le cadre de la réorganisation et d'une personne qui prend des responsabilités de management d'une équipe qu'il n'avait pas auparavant. Sur le poste de l'animatrice RAM, il y a, dans le cadre de la mobilité, le remplacement de cette personne qui est assuré, qui se fait après la sélection par un jury, d'abord l'appel à candidature interne, et qui s'est faite par le choix du jury qui a sélectionné cette personne. Les conditions sont identiques à ce qu'il y avait avec la participation de la CAF, dans les mêmes participations qu'il y avait auparavant.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

Par rapport au temps complet et temps non complet, va-t-il y avoir une redéfinition des postes pour le RAM ?

▪ **Madame le MAIRE**

Le poste est à temps complet aujourd'hui, au terme de ce jury cette dame étant à temps complet. Le RAM est au sein de notre politique petite enfance, un poste qui pour nous est stratégique. Le RAM anime entre autres les assistantes maternelles libérales qui sont en grand nombre (vous le savez bien, je le rappelle pour ceux qui ne le savent peut-être pas). Suite au départ de cette dame en retraite, comme l'a dit Alain MASSA, nous avons conduit un jury mais aujourd'hui, élargir ce poste à un poste à temps complet nous est apparu évident, d'abord parce que cette dame était à temps complet mais surtout compte tenu des pourtours du poste et des attentes que nous avons par rapport au RAM, qui est un poste stratégique pour nous.

Comme vous le savez, beaucoup d'enfants sont en liste d'attente pour entrer dans la crèche familiale. Il y a un engouement pour la crèche familiale. Nous avons du mal à diriger les parents vers des assistantes maternelles libérales. La façon que nous avons d'essayer de rendre ces assistantes maternelles libérales attractives est d'avoir un RAM encore plus attractif avec encore plus de présence, pour faire en sorte que les assistantes maternelles aient encore plus envie d'y venir. C'est un tout petit

investissement, bien sûr le financement de la CAF interviendra ou n'interviendra pas, mais aujourd'hui nous avons pris ce « risque » sous-jacent à la stratégie et à la politique publique que nous conduisons en matière d'éducation.

Pour l'autre poste, il s'agit d'Arnaud SICARD qui tout simplement a pris les fonctions précédentes de Gérard NICOLAS, qui lui-même a pris d'autres fonctions. Je pense qu'il est à votre disposition pour vous faire part de toutes les mobilités. Il n'y a rien de caché. De très nombreuses mobilités voient le jour. Gérard NICOLAS étant en mobilité après une nouvelle fonction qui avait été créée, M. Arnaud SICARD a pris ses fonctions, se trouve dans une situation où, ayant passé le concours, il était évident qu'il fallait le nommer au grade qui lui correspond.

▪ **Claude MERONO**

La question était la redéfinition d'un poste qui était un poste de cadre B et qui est pris par un cadre A aujourd'hui. C'est la question.

▪ **Madame le MAIRE**

C'est une nouvelle question. Mme CAPELLE, je pense vous avoir répondu. Si vous voulez nous poser une autre question, nous allons essayer d'y répondre.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

Dans ma question j'avais demandé quelle était la redéfinition du poste. Le précédent responsable, il me semble, était cadre B. Le nouveau est attaché, cadre A. Il me semble que chaque fois que l'on change de catégorie, on redéfinit le poste. Cela avait été ma question mais M. MERONO l'a reprécisée.

▪ **Madame le MAIRE**

Nous tenons le descriptif de poste à votre disposition. C'est dans le cadre de la réorganisation : effectivement, les pourtours de tous les postes ont été redéfinis.

**Délibération**

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que, considérant le choix et la priorité donnée à la mobilité interne sur la collectivité, des agents lauréats de concours peuvent être nommés sur des postes permanents de la manière suivante :

- un agent, inscrit sur liste d'aptitude, peut être nommé sur un poste d'Educateur de Jeunes Enfants, pour assurer le remplacement du départ à la retraite de l'Animatrice du Relais des Assistantes Maternelles,
- un agent, inscrit sur liste d'aptitude d'attaché, peut être nommé sur un emploi de Chef de Service à la Direction Culture Sport et Vie Associative suite à la réorganisation des Services, et affecté sur le poste de responsable du Service Animation Sport et Vie Associative.

Aussi, il est nécessaire de créer un poste d'Educateur de Jeunes Enfants à temps complet et un poste d'Attaché à temps complet en application des lois et des règlements de la fonction publique territoriale régissant les statuts particuliers des présents emplois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

### **ARTICLE 1**

De créer un poste d'Educateur de Jeunes Enfants à temps complet et un poste d'Attaché à temps complet.

### **ARTICLE 2**

De compléter en ce sens, le tableau des effectifs des fonctionnaires territoriaux de la collectivité.

### **ARTICLE 3**

D'inscrire au budget de la commune les crédits nécessaires à la rémunération des agents ainsi nommés et des charges sociales s'y rapportant.

### **ARTICLE 4**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **▪ Madame le MAIRE**

Je vous propose de passer au vote, à moins qu'il y ait d'autres questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous vous remercie.

## **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE RETRAITE DU CDG31**

#### **▪ Alain MASSA**

La convention de partenariat entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne (le CDG 31) et la Caisse des dépôts et consignations, a été renouvelée pour une durée de trois ans. Celle-ci redéfinit les axes de collaboration entre le CDG 31 et la Caisse des dépôts et consignations, qui elle-même est gestionnaire des fonds de la Caisse nationale de retraite des agents de collectivités locales, de l'IRCANTEC qui est la caisse de retraite des non-titulaires et titulaires qui font moins de 26 heures hebdo, et de la retraite additionnelle de la fonction publique. A ce titre, le Centre de gestion de la Haute-Garonne intervient en matière d'information, de formation multifonds au profit des collectivités affiliées et de leurs agents, du conseil au quotidien sur la réglementation et l'aide au remplissage des dossiers, de l'information, calcul des pensions, mais il intervient aussi sur les dossiers.

La précédente convention d'adhésion entre la commune et le service retraite du CDG 31 s'étant terminée le 31 décembre 2014, il est nécessaire de renouveler cette convention, permettant à la collectivité d'avoir une collaboration soit sur le contrôle, soit sur la réalisation des dossiers de retraite, selon deux formules basées sur une tarification à l'acte. Les tarifs varient entre 20 et 40 euros pour le contrôle de dossiers, et entre 60 et 140 euros pour la réalisation de dossiers. Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

### **Délibération**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal du renouvellement de la convention de partenariat entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG 31) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) entrant en vigueur le 1er janvier 2015 pour une durée de trois ans. Celle-ci redéfinit les axes de collaboration entre le CDG31 et la CDC, gestionnaire des fonds CNRACL, IRCANTEC, et RAFP. A ce



titre, le Centre de Gestion de la Haute-Garonne intervient en matière d'information et de formation multi-fonds au profit des collectivités affiliées et de leurs agents (conseil au quotidien sur la réglementation et l'aide au remplissage des dossiers, séances d'information, calcul de pension CNRACL,...). Mais il intervient aussi sur les dossiers CNRACL.

La précédente convention d'adhésion s'étant terminée le 31 décembre 2014, il est nécessaire de renouveler la convention d'adhésion au Service Retraite du CDG 31.

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

D'adopter la convention jointe en annexe relative à l'adhésion au Service Retraite du Centre de Gestion de la Haute-Garonne selon les deux formules suivantes :

- contrôle des dossiers, basé sur une tarification à l'acte :

| Type de dossiers   | Tarifs |
|--|--------|
| Régularisation   | 20 €   |
| Validation   | 20 €   |
| Rétablissement   | 20 €   |
| Compte Individuel Retraite   | 20 €   |
| Estimation indicative globale (simulation de calcul et Demande d'avis préalable) | 40 €   |
| Liquidation  | 40 €   |

- réalisation des dossiers, basée sur une tarification à l'acte :

| Type de dossiers   | Tarifs |
|--|--------|
| Régularisation   | 60 €   |
| Validation   | 60 €   |
| Rétablissement   | 60 €   |
| Compte Individuel Retraite   | 60 €   |
| Estimation indicative globale (simulation de calcul et Demande d'avis préalable) | 140 €  |
| Liquidation  | 140 €  |

### **ARTICLE 2**

D'autoriser Madame le Maire à procéder à la signature de la convention d'adhésion au Service Retraite du Centre de Gestion de la Haute-Garonne, selon les formules détaillées ci-dessus et selon la convention annexée à la présente délibération prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une période de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

### **ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **▪ Madame le MAIRE**

Pas de remarque ? Je vous propose de voter cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

▪ **Alain MASSA**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur, créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012. Ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés, par contrats aidés. Dans le secteur non marchand, le contrat prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi, un CAE de trois ans maximum réglementé par le Code du travail. Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emploi. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter, même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire. Cette démarche nécessite cependant un engagement à former le jeune en interne et à rechercher les formations pour lui faire acquérir une qualification. Un tuteur doit être désigné au sein du personnel pour accompagner ce jeune au quotidien. Une aide à l'insertion professionnelle versée par l'Etat est fixée à 75 % du taux horaire brut du SMIC, aide doublée également d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Le service communication accueillera un jeune dans le cadre de ce dispositif en qualité d'assistant de communication à temps complet rémunéré sur la base d'un taux horaire équivalent au SMIC. Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Agnès SAUMIER**

Je tenais simplement à faire remarquer que les deux derniers contrats d'avenir que nous avons eus étaient au service emploi, durant l'année 2013. Ce sont des contrats qui ont débouché sur de l'emploi rapidement. Nous sommes tout à fait pour ce type de contrat, mais il faut quand même savoir que pour le tuteur, c'est un gros travail, car il ne s'agit pas de larguer un jeune, ou de lui faire faire du travail comme cela. Pour le tuteur, c'est un gros travail mais c'est une chance que nous donnons aux jeunes et nous sommes tout à fait pour.

▪ **Alain MASSA**

Mme SAUMIER, je vous remercie de ce point de vue que nous partageons, sur l'utilité d'aider les jeunes. Nous le partageons également sur la nécessité que le tuteur soit présent et que nous apportions à ce jeune toute l'aide nécessaire. Effectivement, c'est un travail qui nécessite de l'implication de la part du tuteur.

▪ **Michel SARRAILH**

Merci. Je suis pour ma part favorable à toutes les actions relatives à l'insertion professionnelle de jeunes qui ont un manque de formation. Mais comme vous l'avez dit vous-même, nous sommes censés privilégier plutôt les activités à vocation sociale ou environnementale. La communication est quand même vraiment en marge dans ce domaine. Comme vous l'avez dit, il y a déjà eu des emplois au niveau de la Maison de l'emploi : j'aurais préféré que nous puissions favoriser plutôt un emploi vis-à-vis d'un service au public dans ce domaine. D'autant plus que dans le service communication, y a-t-il un fort besoin d'appui complémentaire ? Le bulletin a une parution réduite à tous les deux mois. Y avait-il vraiment un besoin dans ce service ?

▪ **Madame le MAIRE**

Pour le besoin au service communication, nous avons tout de suite pensé à un contrat d'avenir et

cela faisait un petit moment que nous cherchions l'opportunité de recruter un contrat d'avenir. En fait, ce jeune ne sera absolument pas en charge du *Mém'Orens*. L'idée est d'intégrer dans cette équipe communication un fan des nouvelles technologies qui va pouvoir moderniser le site Web. Aujourd'hui nous faisons un appel d'offres pour moderniser le site mais derrière, il va falloir l'entretenir. Nous pensons que dans ces populations de jeunes issus des quartiers défavorisés, malgré tout, l'environnement actuel fait que ces jeunes ont une appétence, un goût, une envie de s'intéresser aux nouvelles technologies. Voilà comment est née cette idée de recruter dans ce service, dans un souci de moderniser notre communication, notre site Web.

### **Délibération**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés par contrat aidé.

Dans le secteur non-marchand, le contrat prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) de 3 ans au maximum réglementé par le code du travail. Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire.

Madame le Maire indique que la commune peut donc décider d'y recourir.

Cette démarche nécessitant cependant un engagement à former le jeune et ainsi lui faire acquérir une qualification, un tuteur identifié doit être désigné au sein du personnel pour accompagner ce jeune au quotidien et lui transmettre son savoir. Elle précise en outre que l'aide à l'insertion professionnelle versée par l'Etat est fixée à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne aussi d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Madame Le Maire propose de créer un emploi d'avenir au Service Communication.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1**

De créer un poste dans le cadre du dispositif « emplois d'avenir » dans les conditions suivantes :

Poste : assistant de communication affecté au Service Communication

Durée du contrat : 12 mois minimum renouvelables dans la limite de 36 mois

Durée hebdomadaire de travail : temps complet

Rémunération : SMIC

#### **ARTICLE 2**

D'autoriser Madame le Maire à procéder à la signature de la convention (Pôle Emploi, Mission Locale....) et du contrat de travail à durée déterminée avec la personne qui sera recrutée.

#### **ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2015

---

▪ **Madame le MAIRE**

Si vous le voulez bien, nous allons passer au débat d'orientations budgétaires, dont la vocation est de dégager les orientations générales du budget 2015 sur les actions à mener sur les évolutions des principaux postes de dépenses et de recettes, bien sûr au regard du respect des règles de l'équilibre budgétaire, et dans un contexte de tension sans précédent sur les recettes des collectivités.

Un petit schéma, un peu toujours le même, didactique, qui dit que l'équilibre budgétaire consiste d'abord en un budget de fonctionnement qui vise à équilibrer des dépenses et des recettes. Les recettes doivent bien sûr couvrir à minima les dépenses et les intérêts de la dette et, dans une gestion vertueuse, dégager un solde d'autofinancement qui doit, dans une gestion tout aussi vertueuse et sur le champ de l'investissement, venir couvrir le capital de la dette.

Cet équilibre budgétaire, nous devons le retrouver au niveau des investissements avec les dépenses qui doivent être compensées par les recettes, et bien sûr l'autofinancement que nous venons de voir. Nous allons dire que les dépenses d'investissement parlent d'elles-mêmes. Les recettes : nous avons ici le fonds de compensation de la TVA qui est de la récupération de la TVA sur des investissements qui ont été faits les années précédentes. Là, nous trouvons les catégories de recettes qui financent le programme d'investissement que nous portons. L'idée est de vous présenter rapidement les tendances de ce DOB.

Vous ne serez pas surpris de voir que quand nous parlons de fonctionnement (les courbes vont parler d'elles-mêmes), les dépenses évoluent plus vite que les recettes. Pour présenter le budget de fonctionnement, il y aura deux transparents sur les dépenses et deux transparents sur les recettes. Le premier, qui présente les tendances sur les dépenses, a trait aux charges de personnel. Les charges de personnel telles que nous nous projetons à horizon de la fin de l'année 2015, se montent à 9 760 704 et sont basées sur, toujours, 250 agents et 13 assistantes maternelles. Nous verrons tout à l'heure que nous avons légèrement réduit les charges de personnel sur l'année 2014 par rapport au budget que nous vous avons présenté en avril 2014. Vous voyez que nous infléchissons la courbe en 2015, mais qu'un certain nombre de facteurs comme le gel du point d'indice, comme (malgré tout) les augmentations annuelles entre 0,5 et 1 % des cotisations, l'assurance du personnel qui se monte à 300 000 euros, l'organisation de deux élections (quatre dimanches), sont des surcoûts. Les élections départementales en mars et les élections régionales en décembre ont été bien sûr intégrées dans ces coûts. L'évolution des carrières : il est important pour nous que, même dans ces contraintes budgétaires auxquelles nous sommes confrontés, nous puissions de-ci de-là (comme vous l'avez vu un peu plus tôt dans le conseil) récompenser des agents qui prennent des responsabilités, qui ont passé des concours. Cette reconnaissance est absolument nécessaire. La réforme statutaire des catégories C et B sur 2014-2015 fait qu'il y a un certain nombre de coups partis, un certain nombre de choses qui nous sont imposées et qui font que nous n'allons pouvoir amorcer la baisse de ces charges personnelles qu'en 2016. En revanche, nous inclinons légèrement la courbe grâce à une nouvelle organisation, grâce à des mutualisations, grâce à des reconfigurations de services suite à des départs en retraite.

Après les charges de personnel, les charges de gestion. Trois courbes : la première en bleu, les

charges d'activité ; la seconde en vert, les subventions et contributions ; la troisième en rouge, les prélèvements et SRU et FPIC.

Sur la courbe bleue, les charges de gestion se montent environ à 3 millions d'euros. Nous allons retrouver ici l'énergie, les dépenses en matière d'énergie, d'assurance, en matière d'entretien, de maintenance de matériel, de téléphonie, denrées alimentaires, animation culturelle et sportive. Nous sommes là clairement dans non pas une baisse des services que nous délivrons, mais des économies d'énergie, la culture gestionnaire que nous sommes en train de distiller dans les modes de fonctionnement des agents municipaux. Nous sommes aussi dans des économies qui ont été faites par la reprise de deux marchés d'espaces verts qui étaient externalisés, donc bien sûr par les mutualisations entre services. Nous avons là un des contributeurs à la stabilisation de ces dépenses d'activité sur 2015.

Pour ce qui est des subventions contributions qui vont se monter à environ 2 500 000 sur la perspective d'orientations budgétaires 2015, nous allons retrouver les subventions aux associations locales, auxquelles nous n'avons pas touché et nous ne toucherons pas, qui se montaient autour de 300 000 euros et qui seront toujours autour de 300 000 euros. En revanche, nous travaillons sur une critérisation et une objectivation de ces subventions, mais l'idée n'est pas de réduire le montant de ces subventions à ce tissu associatif auquel nous sommes (comme vous l'avez compris lors de l'inauguration de la Maison des associations) extrêmement attachés. Nous allons trouver, dans cette ligne verte, la participation au fonctionnement des quatre co. Nous allons trouver qu'il se monte à environ 400 000 euros. Nous allons y trouver la participation à la SEM Altigone qui se monte à environ 400 000 euros et dans le cadre de l'appel d'offres que nous avons lancé, nous visons un objectif de 380 000 euros en 2015 – une légère baisse de 20 000 euros. Une subvention à l'Amicale laïque qui se monte à autour de 600 000 euros, une subvention au budget du CCAS et des transports : voilà ce que nous allons trouver comme subventions et contributions, que la mairie doit payer bien sûr, et qui devraient atteindre en 2015 un montant de 2 500 000.

Prélèvements SRU et contributions au FPIC : ici, nous avons deux choses qui s'additionnent, la loi SRU et le FPIC. C'est un sujet sur lequel nous avons débattu avec Christian SEMPE à l'époque où il était encore dans le conseil municipal : nous avons en 2014 la possibilité de déduire la pénalité SRU à hauteur de 208 000 euros. Cette déduction avait été refusée à l'équipe municipale précédente pour cause de déclaration hors délai. Après recours auprès de la préfecture, nous avons pu, de façon exceptionnelle, obtenir un accord dérogatoire pour bénéficier de cette déduction de 208 000 euros en 2015 et 2016. C'est pour cela que la pénalité 2015 sera diminuée à concurrence des 208 000 euros dont nous n'avons pas pu bénéficier en 2014. Si la pénalité 2015 est inférieure à 208 000 euros, nous n'aurons rien à payer en 2015 et le solde sera déduit de la pénalité 2016. C'est l'hypothèse que nous avons retenue en 2015 et 2016.

En revanche, le FPIC, le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, est une nouvelle contribution depuis 2012 selon la richesse fiscale des différentes communes. Notre contribution à ce fonds de péréquation est de 50 000 euros. Ce sont ces 50 000 euros que vous trouvez ici. La loi SRU, grâce au fait que nous ayons pu récupérer ces 208 000 euros, sera à zéro.

Voilà à quoi ressemble la courbe quand on cumule les trois courbes. Aujourd'hui, en matière de charges de gestion, les actions sont déjà engagées pour être en 2015 à des dépenses de charges de gestion d'environ 5,6 millions.

Voilà la courbe. Nous passons donc sur les recettes. Nous avons vu deux écrans sur les dépenses, voilà deux écrans sur les recettes. La dotation de l'Etat : une baisse sans précédent. On peut toujours s'ériger mais la réalité est là. Au 1,5 milliard prévu en 2014 et pour trois ans, de baisse globale et nationale de la dotation de l'Etat, vient s'ajouter 3,7 milliards (le double). Nous avons donc pris en

compte cette deuxième baisse. Nous avons donc intégré qu'en 2015, la dotation de l'Etat serait de 400 000 euros inférieure en 2015 à ce qu'elle a été en 2014.

Le produit fiscal et les reversements de Toulouse métropole. Le produit fiscal, nous allons retrouver la revalorisation des valeurs locatives de + 0,9 % en 2014 et 2015. Nous allons retrouver un effet dynamique sur notre territoire. Nous avons prévu en moyenne + 1 % sur nos bases. Vous verrez au fil de l'eau (et bien sûr nous serons très ouverts à l'échange ensuite) que dans tous les scénarios, nous avons pris des hypothèses extrêmement prudentes. Quant au reversement de la CU, l'attribution de compensation est dégressive selon le pacte financier. L'attribution à la collectivité était de 4 774 000 en 2014, et elle sera de 4 759 000 en 2015. Nous avons des chiffres communiqués par la métropole.

Quant à la dotation de solidarité communautaire, elle a été de 334 000 euros en 2014. Elle avait augmenté en 2014 à notre grande surprise en décembre, ce qui fait les bons résultats entre autres de la fin de l'année 2014. Nous avons eu comme dotation de solidarité communautaire en 2013 305 000 euros. Nous avons donc eu, je vous le disais, 334 000 euros en 2014 et la métropole nous garantit encore 334 000 euros en 2015. Il est important de souligner, quand nous voyons ces courbes, que le débat d'orientations budgétaires que nous vous présentons ne comporte évidemment aucune augmentation de la fiscalité. On ne touche pas aux taux communaux.

Deuxième transparent sur les recettes : les autres recettes. Dans les recettes d'activité, la courbe bleue, nous allons trouver la participation des usagers, l'effet des nouveaux rythmes scolaires sur la restauration et l'évolution annuelle des tarifs, la gestion du cimetière, la location de quelques salles. Là, nous sommes dans l'évolution des tarifs : traditionnellement, ces tarifs évoluaient. Nous sommes restés dans la continuité de ce qui se faisait, avec une augmentation très faible.

Dans le cadre des subventions, nous avons là aussi été extrêmement prudents. La CAF subventionne évidemment les activités de petite enfance, de jeunesse, de prévention, de solidarité, sport et culture. Nous avons la garantie de ce que nous vous présentons puisque nous avons eu le retour, suite au contrat enfance jeunesse pour 2014-2017, qui garantit les financements 2015 que nous vous proposons ici. Nous allons trouver aussi les frais de scolarité que nous reverse en grande partie Toulouse pour des enfants scolarisés à Saint-Orens, et qui montent autour de 150 000 euros. Voilà pour les hypothèses de travail sur lesquelles nous envisageons que se déroule l'année 2015 en matière de fonctionnement.

Nous allons passer à la gestion de la dette. L'annuité de la dette, en 2015, se montera à environ 100 000 euros de plus qu'en 2014. Cela n'est que l'effet d'annuités progressives d'emprunts qui avaient été contractés précédemment. Vient s'ajouter à ce facteur d'annuités progressives le fait que plus on avance dans les emprunts, plus le remboursement en capital devient supérieur au remboursement en intérêts. Vient s'ajouter qu'en mars, nous démarrerons le premier remboursement d'un emprunt qui va être levé en 2015 mais qui avait été contracté en 2013.

Là, nous sommes sur une hypothèse de 1 million d'euros annuels. Il faut savoir que globalement, la collectivité a une capacité à rembourser 1 million en capital par an et que donc, les hypothèses que vous voyez sur les années qui viennent consistent à poursuivre cet emprunt de 1 million par an pour financer le programme qui est le nôtre sur la mandature. Vous voyez ici ce que je viens de vous dire : nous encaissons le solde de l'emprunt de 2013 pour 1,4 million cette année.

Aujourd'hui, cette dette à rembourser (c'est-à-dire l'encours de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2015) est de 696 euros. Nous voyons que malgré ces emprunts que nous allons contracter, d'environ 1 million par an (de l'ordre de 90 000 euros de remboursement par an), nous resterons en 2017 toujours sur un ratio dette par habitant autour de 800 euros. Bien sûr, même si nous sommes attachés (comme je vous l'ai dit) à dégager des marges d'autofinancement, il nous est apparu indispensable de vous présenter la

courbe suivante, qui montre que la capacité d'autofinancement de l'investissement se réduit très, très significativement. Il faut évidemment (nous l'avons vu en introduction) que nos recettes de fonctionnement couvrent nos dépenses de fonctionnement plus les annuités de la dette. Donc, le contexte est clairement à une baisse significative de nos capacités d'autofinancement. Malgré cela, vous allez voir qu'aujourd'hui, bien sûr, nous sommes sur une perspective où les recettes de fonctionnement couvrent à horizon 2017 et suivants, à la fois les dépenses de fonctionnement et l'annuité de la dette.

Toujours des projections prudentes. Dans nos recettes d'investissement, je vous ai parlé tout à l'heure du fonds de compensation de TVA. En fait, les projets que nous allons engager, le cœur de ville et les investissements que nous allons faire dès 2016 et 2017 ici, ne généreront du FC TVA que sur 2018-2019. Aujourd'hui, nous avons pris des hypothèses de retour de FC TVA très prudentes. Même 2020 : le projet Cœur de ville produira ses effets en FC TVA sur les exercices 2017-2020. Alors, sur les financements, les partenaires, évidemment nous prenons là encore des hypothèses très basses comme vous pouvez le voir. Les subventions des investissements par les principaux partenaires sont bien sûr :

- pour tout ce qui est petite enfance : la jeunesse, la CAF,
- pour tout ce qui est écoles, équipements sportifs et culturels : le conseil général,
- et selon les projets, les fédérations sportives : l'Etat, l'Europe.

Nous savons que les partenaires sont soumis aux mêmes contraintes financières, qu'ils revoient leurs critères d'éligibilité, donc nous sommes extrêmement prudents, à tel point que nous n'inscrivons au budget aucune subvention qui ne soit déjà notifiée. C'est ce que nous appelons la « sincérité budgétaire » et la « sécurisation des équilibres ». Nous voulons souligner le fait que nous avons, dans le cadre de la nouvelle organisation, créé un poste qui vise à nous accompagner dans à la fois la mise en œuvre de tous les projets d'investissement, et à la fois la recherche de ces financements. J'ai cité les principaux partenaires.

Nous sommes lucides sur le fait que les critères seront revus. Nous en parlons avec Mlle DIGNAC encore tout à l'heure : notre omniprésence auprès de ces instances qui nous donnent des subventions, la très bonne et fine connaissance de ces critères d'attribution, la capacité à monter des dossiers va être absolument nécessaire. Donc, nous avons créé une fonction visant à nous accompagner dans ces recherches de financement et dans la mise en œuvre de ces projets d'investissement.

Bien sûr, notre engagement est que toute recette exceptionnelle (nous savons déjà qu'il y en aura, nous ne les présentons pas aujourd'hui) contribuera à financer l'investissement et à limiter l'emprunt. Nous nous engageons à ce que toutes ces recettes exceptionnelles –en ne les comptant pas aujourd'hui– ne viennent en aucun cas financer du fonctionnement.

Nous voyons apparaître ce que je vous disais tout à l'heure : 1,4 million d'emprunts qui avaient été contractés en 2013, qui tombent en 2015, plus 1 million d'euros en 2016 et en 2017. Un recours modéré à l'emprunt. Il faut avoir en tête simplement que tout million d'euros (et nous serons probablement amenés à emprunter 1 million de plus) correspond à 90 000 euros de remboursement d'annuités par an. Tout million d'euros que nous investirons en plus voudra dire que nous devrons être encore plus vertueux dans nos économies, dans notre gestion, d'environ 90 000 euros par an, dans les charges de fonctionnement.

Pour finir, quelles orientations pour le budget 2015 ? Pas de surprise : une réduction pérenne des dépenses de fonctionnement, mutualisation des organisations et des moyens, stabilisation de la masse salariale, baisse annuelle des charges de gestion d'environ 8 à 10 %, et puis une gestion de la dette qui nous est apparue intéressante. Alain MASSA et l'équipe municipale ont conduit un travail de renégociation de la dette, d'étalement de la dette, de reprofilage de la dette pour essayer de bénéficier des taux extrêmement bas à l'heure actuelle.

Deuxième axe que nous vous proposons dans ce débat d'orientations budgétaires : ne pas compenser la baisse des recettes de fonctionnement par une augmentation de la fiscalité. Maintien des taux de fiscalité (c'est un engagement municipal), augmentation annuelle traditionnelle des tarifs d'activité (rien de plus), réflexion sur la tarification municipale malgré tout, et recherche de nouveaux partenariats avec une fonction dédiée à cela.

Troisième axe de notre débat d'orientations budgétaires : programmer et prioriser les investissements. En 2015, nous allons finaliser les études des principaux projets à mener sur le mandat, nous allons concrétiser la programmation pluriannuelle des investissements et nous allons proposer des autorisations de programmes, des APCP, c'est-à-dire allouer des moyens à nos programmes, même s'ils sont pluriannuels.

Pour finir, quatrième axe de ce débat d'orientations budgétaires : affecter toute recette exceptionnelle au financement de l'investissement (limiter l'emprunt, pas de dépenses, et ne pas affecter des recettes exceptionnelles aux dépenses de fonctionnement).

Vous verrez lors du budget que 2014 dégage pour un certain nombre de raisons qu'Alain MASSA vous présentera, un excédent dans ses comptes administratifs. Ce sont ce que nous appelons des recettes exceptionnelles et qui financeront l'investissement, des notifications de subventions sur lesquelles nous travaillons déjà et dont nous savons qu'elles viendront, mais comme elles n'ont pas été notifiées, évidemment elles ne sont pas prises en compte dans ce débat d'orientations budgétaires.

En 2015, nous sommes dans une vraie volonté de stopper l'augmentation des charges, comme vous l'avez vu, avec une diminution qui s'amorcera dès 2016. Malgré cela, nous poursuivons l'objectif minimum de dégager 500 000 euros annuels de capacité d'autofinancement pour nos investissements.

Nous reprenons le schéma initial pour conclure : le solde d'autofinancement, qui vous sera présenté encore une fois pour 2014 et qui va venir financer nos investissements 2015, viendra couvrir, comme nous l'avons dit en introduction, le capital de la dette, mais viendra aussi –ce sont les fameux 500 000 euros que nous retrouvons ici, c'est notre objectif dès 2015 de dégager ces 500 000 euros d'autofinancement –compléter les recettes d'investissement pour financer notre programme.

Merci pour votre attention. Place au débat.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

J'ai juste une petite question, pour commencer. A propos des tableaux que vous nous avez montrés ce soir, figureront-ils dans leur intégralité au compte rendu du conseil municipal puisqu'ils ne figurent pas dans les documents préparatoires, qu'ils n'ont pas été présentés par M. MASSA à la commission aux finances où nous avons seulement lu les documents préparatoires ? Les tableaux, notamment avec les prévisions à 2016, 2017, etc., ne figurent pas dans ce document. A défaut d'avoir le compte rendu de l'audit financier (deux pages d'audit et 38 pages de perspectives), nous avons déjà une approche. Si nous pouvions l'avoir déjà dans le compte rendu, cela nous ferait une première information.

▪ **Madame le MAIRE**

Mais avec plaisir, Mme CAPELLE : ces planches seront jointes au compte rendu.



▪ **Michel SARRAILH**

Deux questions. Vous avez montré justement que les marges d'autofinancement se réduisaient sur les trois années à venir (2015, 2016, 2017) de quelques dizaines de milliers d'euros entre la part dépenses et la part recettes, si je ne me trompe pas. Vous avez parlé aussi notamment de réduire les charges avec un rythme de 8 à 10 % par an. Autant je pense que c'est possible pour la première ou la deuxième année, autant nous n'allons pas arriver à zéro charge de fonctionnement dans 10 ans. Sur quel poste pensez-vous pouvoir faire ce type d'économie ? Pensez-vous que nous puissions maintenir cet effort de réduction des charges de fonctionnement sur plusieurs années ?

▪ **Madame le MAIRE**

Bien sûr, nous nous sommes posé la question, bien sûr la question est pertinente. Ce ne sera pas éternel. Nous sommes sur trois ans sur lesquels, oui, nous travaillons avec les services, les projets de services, oui, nous nous sentons en capacité de réduire les frais de fonctionnement de 8 à 10 % par an hors masse salariale (nous sommes sur les charges de fonctionnement) sur les trois ans qui viennent. Maintenant, qu'advient-il de 2018-2019 ? Serons-nous amenés à prendre des décisions plus drastiques ? Excusez-moi mais aujourd'hui, nous ne le souhaitons pas et nous ne savons pas le dire. Cela dépendra, comme le dit Alain MASSA, des dotations. Nous voyons les choses monter et descendre, il est sûr que cela devrait aller dans le sens que vous décrivez.

Dans un débat d'orientations budgétaires, on ne fait que prendre acte collectivement. Les documents seront joints au compte rendu et le budget sera présenté au mois de mars.

▪ **Claude MERONO**

Mme le Maire, une précision. Vous avez parlé de la dette mais je crois qu'il convient de dire que la dette est inférieure de 6,43 % à la moyenne de la strate. Elle a baissé de 8,24 % sur les trois dernières années avant 2013, là où la moyenne de la strate a augmenté de 3,6 %. Cela permettra de ne pas dire de choses incertaines par la suite.

▪ **Madame le MAIRE**

C'est noté, M. MERONO, mais très corrélés à la dette il y a les travaux, effectivement.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Je ne sais pas si c'est une vertu quand la dette diminue. Cela veut dire que l'on ne fait pas grand-chose. Je pense qu'une commune dynamique emprunte et a la capacité de rembourser ses emprunts. Dans les années précédentes, on n'en a pas suffisamment réalisé donc la dette diminue mathématiquement. Ce n'est pas pour autant que c'est un signe de bonne gestion dans une commune.

▪ **Claude MERONO**

Juste une amabilité : vous avez eu le loisir d'inaugurer certaines choses que nous avons initiées, et pas des moindres. Il y avait deux réalisations aussi qui avaient été faites par la communauté urbaine, qui se montent autour de 11 ou 12 millions d'euros. Tout le système de l'eau, l'éradication du plomb, nous sommes autour de 8 à 11 millions d'euros. Nous avons fait un certain nombre de choses. Ce que j'ai fait ici pendant 13 ans, je ne le renie pas et je le revendique.

▪ **Madame le MAIRE**

Et nous le respectons.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

M. MERONO, l'éradication du plomb, ce n'est pas la commune qui l'a payé.

▪ **Madame le MAIRE**

Il a dit que c'était la métropole.

**Délibération**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2312.1.

Considérant que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat doit avoir lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales « de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés » dans les deux mois précédant le vote du budget primitif,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

De donner acte au Maire de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'année 2015.

La teneur de celui-ci est retranscrite dans le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal.

**ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à son application.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2015

Le débat d'orientations budgétaires n'a pas de caractère décisionnel. Il constitue un moment important dans la mesure où il permet à l'assemblée délibérante de débattre sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité, de dégager ainsi, les orientations générales du budget 2015 et les engagements pluriannuels envisagés.

Il marque la première étape réglementaire du cycle budgétaire.

Le présent rapport propose les grandes orientations pour le budget 2015, au regard :

- du contexte économique et financier national à la lumière du budget de l'Etat et des mesures impactant les collectivités,
- de l'évolution du contexte économique et financier de la collectivité
- des projets du mandat

### Sommaire

#### I/ Contexte et environnement

- A) Perspectives économiques - Les chiffres essentiels de 2015
- B) Les éléments clés du projet de loi de finances 2015

#### II/ Les éléments clés du budget municipal

- A) Les dépenses de fonctionnement
- B) Les recettes de fonctionnement
- C) L'annuité de la dette
- D) L'épargne ou capacité d'autofinancement
- E) Les recettes de fonctionnement
- F) La réalisation du programme d'équipement

#### III / Les orientations pour 2015 et les exercices suivants

- A) Une réduction pérenne des dépenses de fonctionnement
- B) Ne pas répercuter la baisse des recettes de fonctionnement par une augmentation de la fiscalité
- C) Programmer dans le temps et prioriser les investissements
- D) Et pour y parvenir, un objectif d'autofinancement minimum de 0,5 M€ annuel

Le budget de l'Etat (Loi de Finances) adopté en décembre dernier, porte principalement sur le rétablissement des comptes publics par la poursuite du ralentissement de la dépense publique. Pour cela, un plan d'économies de 50 milliards d'€ supplémentaires (qui s'ajoutent au 15 milliards de 2014) est fixé sur la période 2015/2017. Et les collectivités sont à nouveau appelées à participer au redressement des finances publiques.

Dès lors, le projet de loi de finances prévoit des mesures qui impactent le budget des collectivités, tant sur leurs recettes que sur leurs dépenses.

Les orientations exposées ci-après, tiennent compte des perspectives budgétaires 2015 de la commune au regard de ces mesures, dans un contexte de tensions sans précédent sur les recettes.

Les éléments financiers relatifs à l'exercice 2014 ne sont pas définitifs. Ils le seront après pointage et corrélation avec la trésorerie.

## **I/ Contexte et Environnement**

### **A) Perspectives économiques - Les chiffres essentiels de 2015**

#### **Au niveau national**

La croissance est toujours atone en France. Le taux de croissance de la France arrêté à 0,3% en 2012 et 2013, stagnerait en 2014 aux environs de 0,4%. Le gouvernement envisage pour 2015 une croissance de 1%.

Le contexte macro économique se caractérise également par une inflation historiquement faible : estimée à 0,6% pour 2014, elle devrait se situer pour 2015 à 0,9%. Ce faible niveau affecte la dynamique des recettes publiques.

#### **Au niveau régional**

L'activité de la région est portée par le dynamisme de la construction aéronautique et spatiale. En attestent les commandes d'Airbus, qui augmentent de près de 9% sur l'année et les livraisons de 7%.

Par contre, l'activité dans le bâtiment continue de faiblir. En rythme annuel, en matière de construction de logements neufs, la région Midi Pyrénées suit la même tendance que celle observée au niveau national (-21%) mais à un niveau moindre (-14,8%).

La région Midi Pyrénées affiche en variation annuelle des créations d'entreprises supérieures à la moyenne nationale (+4,1% en incluant les auto-entrepreneurs) contre 2,5% au niveau national. Force est de constater un net recul des créations portées par les auto-entrepreneurs.

### **B) Les éléments clés du projet de loi de finances 2015**

La rigueur est au cœur de la Loi de Finances 2015. En effet, le redressement des comptes publics et la réduction du déficit structurel passent par un plan drastique d'économies, sans précédent, à l'égard du secteur public dans son ensemble, et des collectivités locales en particulier : Programme de stabilité 2015/2017

### Les collectivités locales : un nouvel effort de 11 Md€ pour la période 2015-2017 dans le cadre d'un programme de stabilité triennal

Les dotations budgétaires versées par l'Etat aux collectivités territoriales baisseront de 11 Md€ à horizon 2017, soit un rythme annuel de 3,67 Md€. Rappelons que la loi de finances 2014 avait déjà imposé une participation des collectivités à l'effort de réduction de la dépense publique de 1,5 Md€ par an soit 6 Md€ en baisse cumulée pour la période 2014-2017.

Au final sur la période 2014-2017, l'effort cumulé demandé aux collectivités locales s'élève à 28 Md€.

|   | 2014        | 2015        | 2016        | 2017         | Total période |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|---------------|
| <b>Loi de Finances 2014</b>               | <b>-1,5</b> | <b>-1,5</b> | <b>-1,5</b> | <b>-1,5</b>  | <b>-6</b>     |
| <b>Programme de stabilité 2015/2017</b>   |             | <b>-3,7</b> | <b>-7,4</b> | <b>-11,1</b> | <b>-22,2</b>  |
| <i>Programme de stabilité 2015</i>        |             | -3,7        | -3,7        | -3,7         | -11,1         |
| <i>Programme de stabilité 2016</i>        |             |             | -3,7        | -3,7         | -7,4          |
| <i>Programme de stabilité 2017</i>        |             |             |             | -3,7         | -3,7          |
| <b>Montant total baisse des dotations</b> | <b>-1,5</b> | <b>-5,2</b> | <b>-8,9</b> | <b>-12,6</b> | <b>-28,2</b>  |

Pour la commune de Saint-Orens, la baisse 2015 représente environ -20% par rapport à 2014.

### Des changements en matière de fiscalité

#### Baisse de l'impôt sur le revenu des ménages à revenus modestes ou moyens (article 2) :

La première tranche d'imposition, au taux de 5,5%, qui s'applique actuellement à la fraction des revenus comprise entre 6 011 euros et 11 991 euros, est supprimée.

#### Suppression de 7 taxes à faible rendement (article 8) :

Sont supprimées : la taxe Grenelle II, la cotisation de solidarité sur les graines oléagineuses, la taxe sur les appareils automatiques, la redevance due par les titulaires de concessions de stockage souterrain d'hydrocarbures, la taxe sur les trottoirs, la TGAP sur les installations classées pour la protection de l'environnement, la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

La commune n'est pas directement impactée par ces suppressions

### Revalorisation des valeurs locatives

La Loi de Finances prévoit une évolution de +0,9%, identique à 2014, soit le taux prévisionnel d'inflation (indice des prix hors tabac). Elle était de +1,8% en 2013.

## **Poursuite de la péréquation**

### La péréquation dite horizontale : le Fonds de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales

Elle correspond à une solidarité financière entre même échelon de collectivité et se concrétise par une charge supplémentaire payée par les collectivités.

Conformément aux lois de finances antérieures, le FPIC continue sa montée en charge : de 360 M€ en 2013, et 570 millions en 2014, il s'élèvera à 780 M€ en 2015.

Cela représente une marche supplémentaire de 210 millions pour atteindre un volume de 2% des recettes de fonctionnement en 2016.

Les modalités de calcul de versement et de contribution devraient rester inchangées.

### La péréquation dite verticale : les dotations de péréquation

Elle correspond à une solidarité financière entre tous les niveaux de collectivité et se concrétise par une baisse ou une augmentation des recettes des collectivités.

Les dotations de péréquation augmenteront en 2015 deux fois plus vite qu'en 2014.

Sont ainsi prévues des hausses de 120 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine (DSU), de 78 millions pour la dotation de solidarité rurale (DSR) et de 10 millions d'euros pour la dotation nationale de péréquation. Cette hausse sera financée par une minoration des compensations fiscales.

## **Simplification de la présentation de la DGF**

La Loi de finances intègre désormais, une présentation unifiée en un seul bloc de la DGF des communes.

Jusqu'à présent, la DGF des communes se composait de 4 parts chacune évoluant en fonction de mécanismes spécifiques : dotation de base (en fonction de la population), superficie, de garantie, et de compensation.

A compter de 2015, les montants 2014 sont consolidés en une seule dotation : la «Dotation forfaitaire» sur laquelle s'appliquent les baisses du programme de stabilité.

Cette mesure, présentée comme une simplification, est peut être le prélude à une réforme plus importante de la dotation globale de fonctionnement attendue pour 2016.

## **III/ Les éléments clés du budget municipal**

La rétrospective est présentée à partir de 2011 :

- année du nouveau périmètre de la Communauté Urbaine (CU) de Toulouse Métropole à 37 communes et des modalités de répartition des reversements aux communes membres (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire)
- année de mise en œuvre des nouvelles mesures de l'Etat impactant les collectivités

## A) Les dépenses de fonctionnement

|   | CA 2011          | CA 2012          | CA 2013          | perspectives CA 2014 | Tendances 2015   |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------------|------------------|
| <b>Charges de personnel</b>   | <b>8 449 574</b> | <b>8 797 476</b> | <b>9 083 564</b> | <b>9 575 587</b>     | <b>9 800 000</b> |
|   | 5,1%             | 4,1%             | 3,3%             | 5,4%                 | 2,3%             |
| Rémunérations, cotisations Urssaf, caisses de retraite, centre de gestion, évolution naturelle des carrières (avancement de grade, d'échelon, promotion interne, réussite à des concours... | 8 020 332        | 8 341 489        | 8 667 525        | 9 094 502            | 9 319 000        |
|   | 5,4%             | 4,0%             | 3,9%             | 4,9%                 | 2,5%             |
| Assurance du personnel, Action sociale de l'employeur, indemnité du trésorier...  | 277 855          | 290 692          | 264 361          | 325 883              | 317 000          |
|   | 1,5%             | 4,6%             | -9,1%            | 23,3%                | -2,7%            |
| Indemnités des élus, Médecine du travail, Subvention au COS   | 151 387          | 151 018          | 151 678          | 155 201              | 163 000          |
|   | -0,7%            | -0,2%            | 0,4%             | 2,3%                 | 5,0%             |
| <b>Charges de gestion</b>   | <b>2 559 637</b> | <b>2 754 339</b> | <b>3 179 710</b> | <b>3 035 204</b>     | <b>3 060 000</b> |
| Activités des services, entretien du patrimoine et des espaces publics, taxes foncières, énergies, assurances, téléphonie....   | 3,7%             | 7,6%             | 15,4%            | -4,5%                | 0,8%             |

|   |   |  |   |  |   |
|---|---|--|---|--|---|
| <b>Prélèvement péréquation / SRU</b><br>Le fonds de péréquation des recettes a été mis en place en 2012, il est progressif pour atteindre l'objectif de 2% des recettes en 2016<br>La pénalité pour déficit de logements sociaux dépend du pourcentage de logements sociaux sur la commune par rapport au nombre total de logements | <b>70 136</b><br><br><br><br><br><br><br>70 136 | <b>70 681</b><br>0,8%<br><br><br>8 160<br><br><br>62 521 | <b>102 636</b><br>45,2%<br><br><br>17 862<br><br><br>84 774 | <b>183 688</b><br>79,0%<br><br><br>32 952<br><br><br>150 736 | <b>50 000</b><br>-72,8%<br><br><br>50 000 |
| <b>Subventions / Participations</b><br>Subventions de fonctionnement aux associations locales,<br>Subventions aux budgets du CCAS et de la Régie des Transports, à l'Amicale Laïque (convention de partenariat),<br>Participation dans le cadre du marché de gestion de la salle Altigone   | <b>1 706 579</b><br><br><br><br>12,2%           | <b>1 968 638</b><br><br><br><br>15,4%                    | <b>2 299 330</b><br><br><br><br>16,8%                       | <b>2 133 623</b><br><br><br><br>-7,2%                        | <b>1 861 000</b><br><br><br><br>-12,8%    |
| <b>Contributions</b><br>Contributions aux organismes (SICOVAL, SDEHG, ex SIVOS sur actions conventionnées notamment aides ménagères)  | <b>736 059</b><br><br><br>-3,2%                 | <b>671 368</b><br><br><br>-8,8%                          | <b>663 219</b><br><br><br>-1,2%                             | <b>617 619</b><br><br><br>-6,9%                              | <b>650 000</b><br><br><br>5,2%            |



## B) Les recettes de fonctionnement

|   | CA 2011                      | CA 2012                                    | CA 2013                                    | Perspectives<br>CA 2014                    | Tendances<br>2015                       |
|---|------------------------------|--|--|--|---|
| <b>Dotations de l'Etat - (notification entre mi février et mi mars 2015)</b><br>Loi de Finances : plan d'économie sur 3 ans et contribution des collectivités territoriales -3,7 milliards € par an, soit un total de – 11 milliards. Cumul avec la baisse de 1,5 milliard € en 2014  | 1 897 025<br>-0,8%           | 1 882 644<br>-0,8%                         | 1 839 442<br>-2,3%                         | 1 707 647<br>-7,2%                         | 1 369 000<br>-19,8%                     |
| <b>Fiscalité directe - (Notification des bases début mars 2015)</b><br>Loi de Finances : évolution des valeurs locatives +0,9% (+0,9% en 2014 et +1,8% en 2013)   | 5 656 347<br>2,2%            | 5 828 687<br>3,0%                          | 6 046 427<br>3,7%                          | 6 184 991<br>2,3%                          | 6 306 000<br>2,0%                       |
| <b>Reversements de Toulouse Métropole</b><br>Attribution de compensation, selon pacte financier, dégressivité /<br>Dotation de Solidarité Communautaire, dotation facultative,<br>répartition selon dynamique des recettes économiques  | 4 947 684<br>3,5%            | 5 012 606<br>1,3%                          | 5 089 234<br>1,5%                          | 5 108 700<br>0,4%                          | 5 094 000<br>-0,3%                      |
| <b>Fiscalité indirecte, dont :</b><br><br>Droits de mutation - Recette aléatoire, liée au marché de<br>l'immobilier, 1,2% du montant des ventes immobilières<br><br>Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Selon niveau de<br>déclarations des supports installés au 1 <sup>er</sup> janvier. Tendances à<br>réduction des surfaces | 329 989<br>-26,3%<br>310 849 | 501 808<br>52,1%<br>338 145<br><br>143 643 | 601 364<br>19,8%<br>412 118<br><br>119 225 | 409 854<br>-31,8%<br>303 018<br><br>85 380 | 432 000<br>5,4%<br>32 000<br><br>90 000 |
| <b>Produit des "services"</b><br>Recettes des activités petite enfance, restauration, jeunesse,<br>école de musique / Concessions du cimetière / Remboursement<br>mise à disposition au budget annexe des Transports  | 1 469 651<br>7,1%            | 1 590 208<br>8,2%                          | 1 601 881<br>0,7%                          | 1 669 246<br>4,2%                          | 1 696 000<br>1,6%                       |

|  | CA 2011         | CA 2012            | CA 2013           | Perspectives<br>CA 2014 | Tendances<br>2015 |
|--|-----------------|--------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Subventions / Participations</b><br>Conventions de refacturation des frais de scolarité extérieure et frais périscolaires / CAF : prestation de service, contrat enfance jeunesse, Aire des gens du voyage / Subvention du conseil général (Ecole de musique) | 836 918<br>3,2% | 1 039 006<br>24,1% | 1 108 124<br>6,7% | 1 257 961<br>13,5%      | 1 340 000<br>6,5% |
| <b>Autres recettes</b><br>Remboursements divers sur charges de personnel / Baux (Poste, Gendarmerie, CPAM) / Agence postale de catala / Redevance Altigone   | 596 724<br>0,3% | 656 910<br>10,1%   | 597 240<br>-9,1%  | 547 532<br>-8,3%        | 542 000<br>-1,0%  |

### C) L'annuité de la dette

|   | CA 2011            | CA 2012            | CA 2013            | perspectives<br>CA 2014 | Tendances<br>2015 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Remboursement de la dette en intérêts et capital</b><br>Ensemble des contrats de prêts en cours sur l'exercice 2015. Hors encaissement de l'emprunt 2013, au premier janvier, l'encours sera de 7,96 M€. | 1 508 256<br>-8,4% | 1 399 817<br>-7,2% | 1 267 788<br>-9,4% | 1 303 487<br>2,8%       | 1 429 000<br>9,6% |

### D) L'épargne ou capacité d'autofinancement

Pour mémoire, l'équilibre budgétaire (*annexe p. 7*) s'apprécie au regard :

- de la couverture par les recettes de fonctionnement, des dépenses de fonctionnement et de l'annuité de la dette (intérêts et capital)
- et à défaut, par l'emploi des ressources propres : le FCTVA pour couvrir le capital de la dette,

Un solde positif permet d'autofinancer une partie des dépenses d'équipement

|   | CA 2011          | CA 2012          | CA 2013          | perspectives<br>CA 2014 | Tendances<br>2015 |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Capacité d'autofinancement des dépenses d'investissement</b>   | <b>1 867 016</b> | <b>2 660 316</b> | <b>1 772 809</b> | <b>985 826</b>          |                   |
| Solde après couverture par les recettes de fonctionnement des dépenses de fonctionnement et de la dette en intérêt et capital | -59,3%           | 42,5%            | -33,4%           | -44,4%                  |                   |

Compte tenu de l'accentuation de la baisse des dotations de l'Etat, et d'une évolution bien que contenue des dépenses de fonctionnement courant, la tendance est à un tassement de l'épargne.

## E) Les recettes d'investissement

|   | CA 2011   | CA 2012 | CA 2013   | perspectives<br>CA 2014 | Tendances<br>2015 |
|---|-----------|---------|-----------|-------------------------|-------------------|
| <b>Ressources propres</b>   |           |         |           |                         |                   |
| FCTVA (remboursement d'une partie de TVA sur les dépenses d'investissements payées deux auparavant) et autres dotations   | 297 343   | 425 842 | 634 706   | 186 000                 | 233 000           |
| <b>Dette récupérable</b>  |           |         |           |                         |                   |
| Remboursement de la CU sur la part d'emprunt des compétences transférées - Recette dégressive qui s'achève en 2018  | 51 884    | 46 371  | 121 066   | 34 575                  | 28 000            |
| <b>Subvention d'équipement</b>  |           |         |           |                         |                   |
| Différents partenaires selon les opérations et périmètres : CAF, Département, Région, Etat, Fédérations sportives...  | 1 750 464 | 912 717 | 509 544   | 824 408                 | 26 800            |
| <b>Emprunt</b>  |           |         | 1 098 500 | 1 400 000               |                   |
| Uniquement pour financer des opérations d'investissement, il ne peut donc être supérieur au montant du programme d'investissement.<br>La capacité à emprunter dépend de la capacité à le rembourser : 1M€ = environ 90 000 € sur 15 ans |           |         |           |                         |                   |

**Provisions constituées**

Actuellement 1 857 000 € de provisions constituées pour des opérations d'investissement :

- Equipements publics de la ZAC de Tucard 1,1 M€
- Futures rétrocessions de l'EPFL 0,4 M€
- Aménagement ancien terrain de bicross 0,35 M€

**F) La réalisation du programme d'équipement**

|   | CA 2011          | CA 2012          | CA 2013          | perspectives<br>CA 2014 | Tendances<br>2015 |
|---|------------------|------------------|------------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Programme d'équipement</b>             | <b>5 854 254</b> | <b>4 532 244</b> | <b>6 546 023</b> | <b>4 112 809</b>        | <b>4 860 000</b>  |
| Dépenses payées                           | 4 022 005        | 1 582 971        | 2 915 609        | 1 853 250               | 2 600 000         |
| Dépenses en report sur l'exercice suivant | 1 832 249        | 2 949 273        | 3 630 414        | 2 259 559               | 2 260 000         |

**III / Les orientations pour 2015 et les exercices suivants****A) Une réduction pérenne des dépenses de fonctionnement**

La contrainte forte et sans précédent sur les recettes de fonctionnement impose à la collectivité de s'engager plus encore dans la baisse de ses dépenses de fonctionnement.

Les objectifs portent sur :

- les enjeux de mutualisation des organisations, et des moyens
- la stabilisation de la masse salariale ; et au maximum une évolution modérée de 2% par an
- la baisse annuelle des charges de gestion d'environ 8% à 10%
- la renégociation voire un reprofilage de l'encours de dette pour lisser son profil d'extinction

**B) Ne pas répercuter la baisse des recettes de fonctionnement par une augmentation de la fiscalité**

Les recettes de fonctionnement seront à apprécier au regard :

- du maintien des taux de fiscalité, engagement municipal
- de l'augmentation annuelle traditionnelle des tarifs des activités (école de musique, restauration, jeunesse...) entre 1,5 et 2%
- d'une réflexion à mener sur les principes et modalités de fixation de la tarification municipale
- de la recherche de nouveaux partenariats pour le financement d'activités bénéficiant à des non saint-orennais

### **C) Programmer dans le temps et prioriser les investissements**

Avec l'exercice 2014, l'exercice 2015 sera marqué par la finalisation des études et la définition des périmètres des principaux projets à mener sur le mandat.

Dans le prolongement, il s'agit de concrétiser la programmation pluri annuelle des investissements (PPI), tant sur les opérations majeures que sur l'entretien et la mise en conformité des équipements publics.

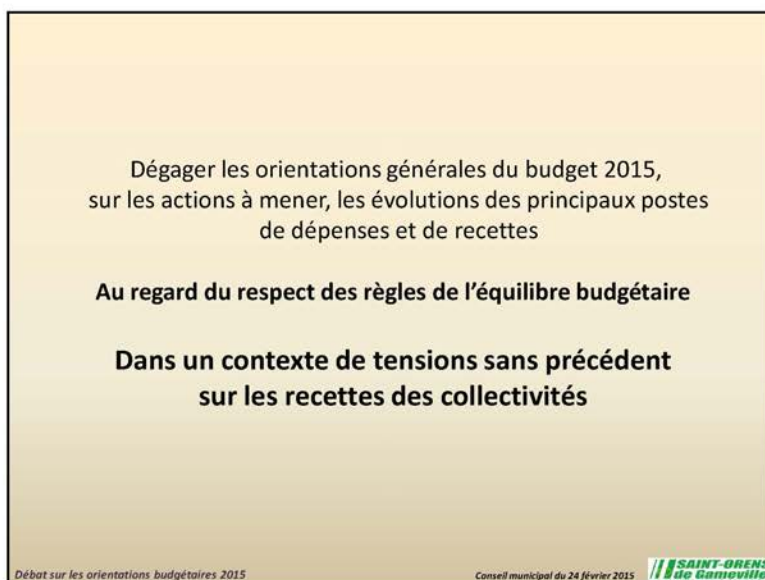
En fonction des opérations et de leur étalement dans le temps, il sera proposé de voter des autorisations de programme, et notamment sur les opérations du centre ville.

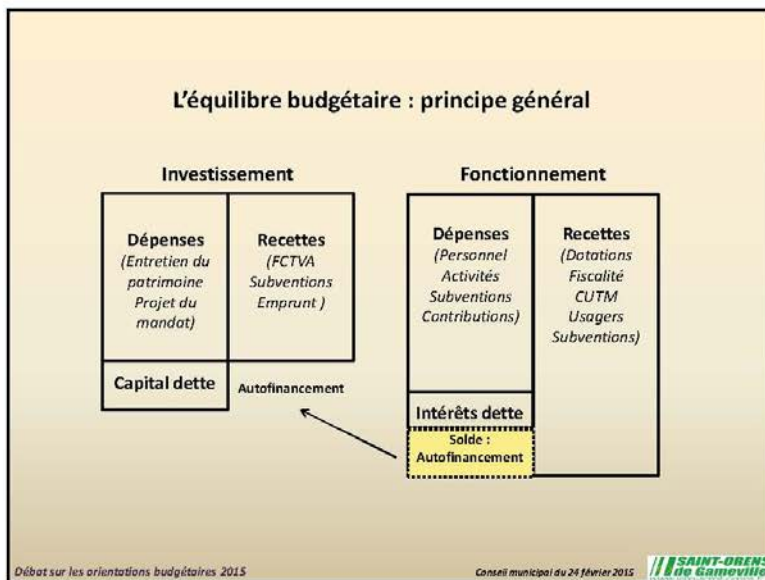
### **D) Et pour y parvenir, un objectif d'autofinancement minimum de 0,5 M€ annuel**

Pour financer cette PPI, et pour limiter le recours à l'emprunt, l'objectif est de dégager chaque année une capacité d'autofinancement, après remboursement de l'annuité de dette, d'au minimum 500 000 €.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'un excédent issu du compte administratif 2014, l'orientation porte sur son affectation prioritaire à l'autofinancement d'opérations d'investissement.

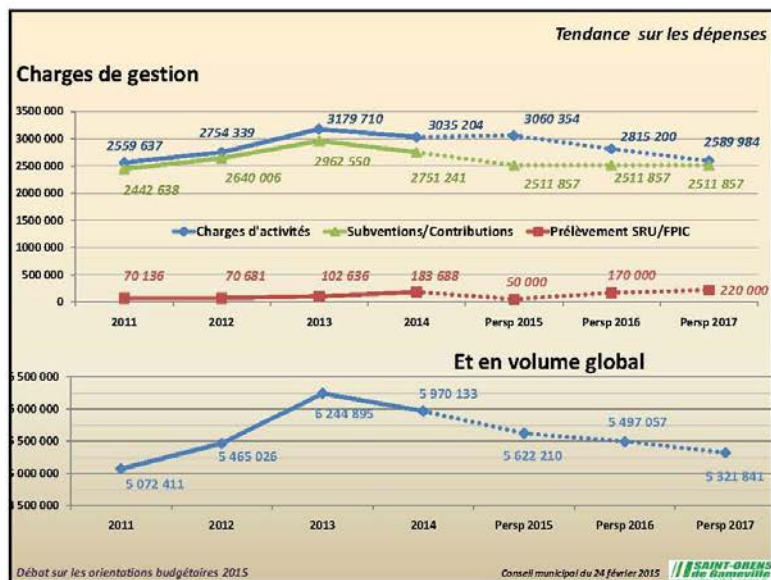
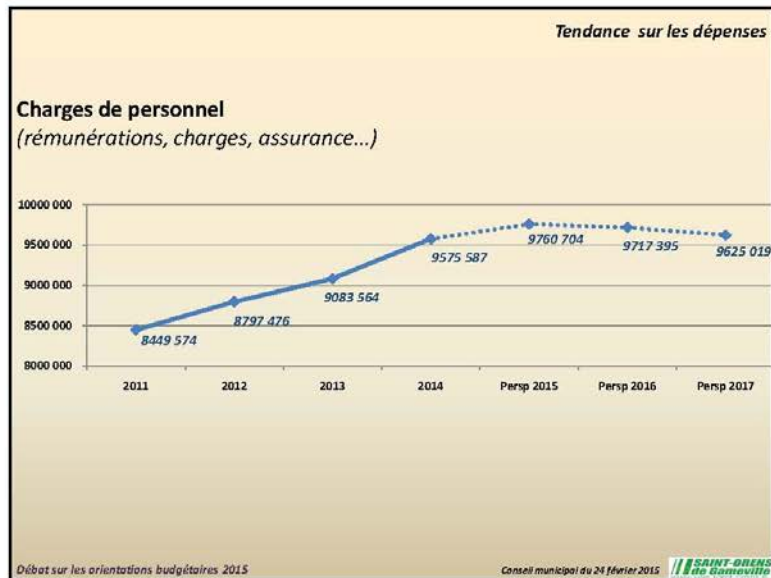
Enfin, la réalisation des opérations d'investissement nécessite par ailleurs de rechercher tous modes de financements.



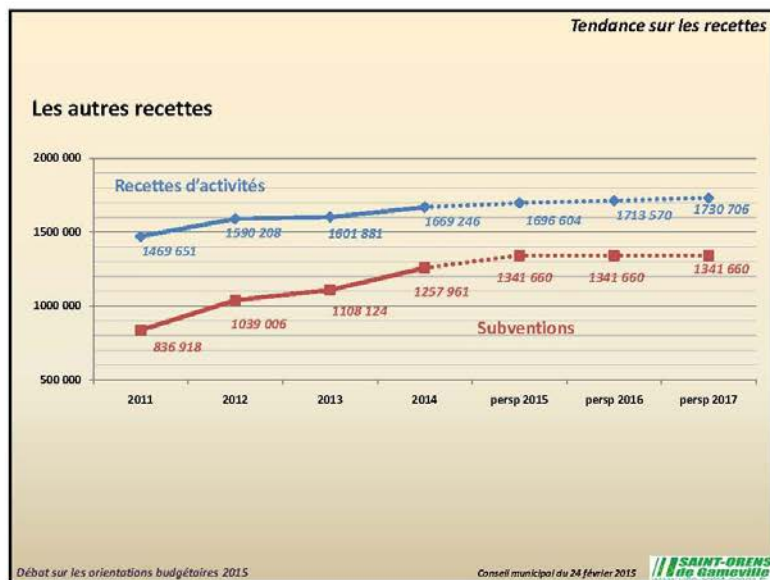
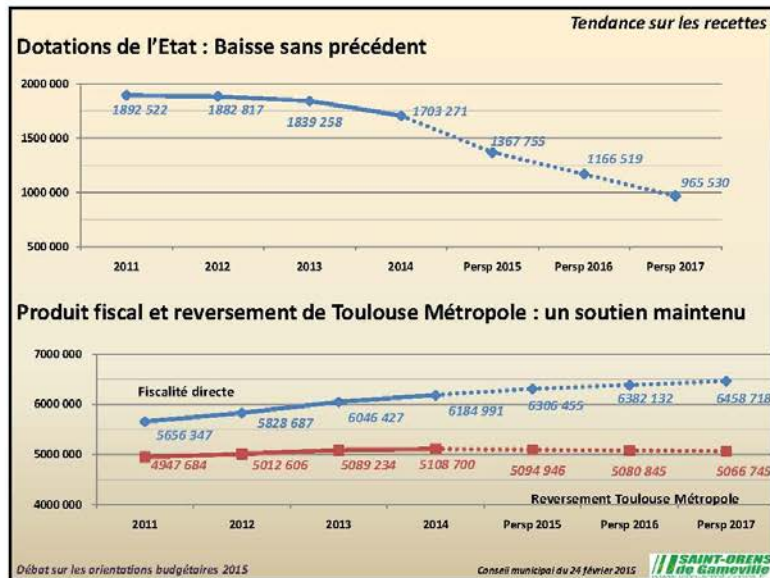


**Le Fonctionnement :**  
des dépenses qui évoluent plus vite que les recettes

Débat sur les orientations budgétaires 2015
Conseil municipal du 24 février 2015





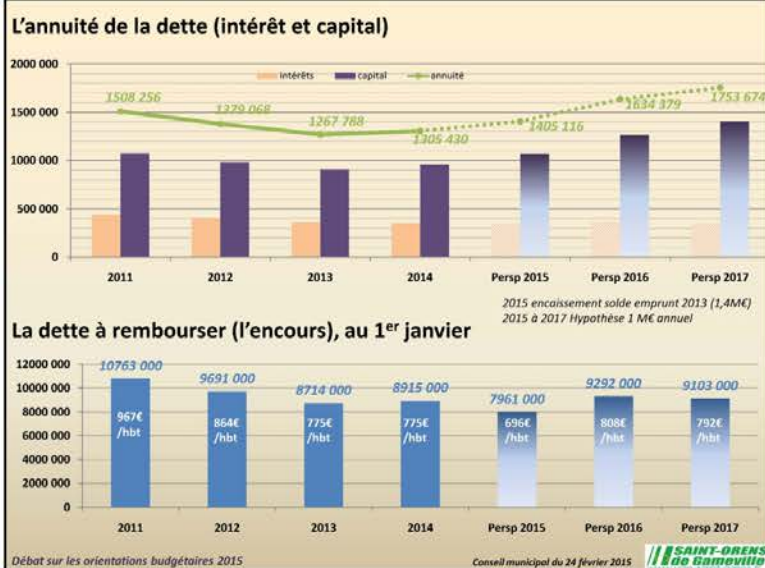


## Une dette sécurisée et contenue

Débat sur les orientations budgétaires 2015

Conseil municipal du 24 février 2015

**SAINT-ORENS**  
de Gameville



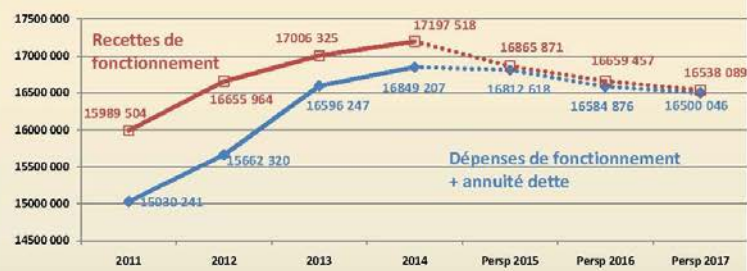
### Les marges d'autofinancement se réduisent

Débat sur les orientations budgétaires 2015

Conseil municipal du 24 février 2015



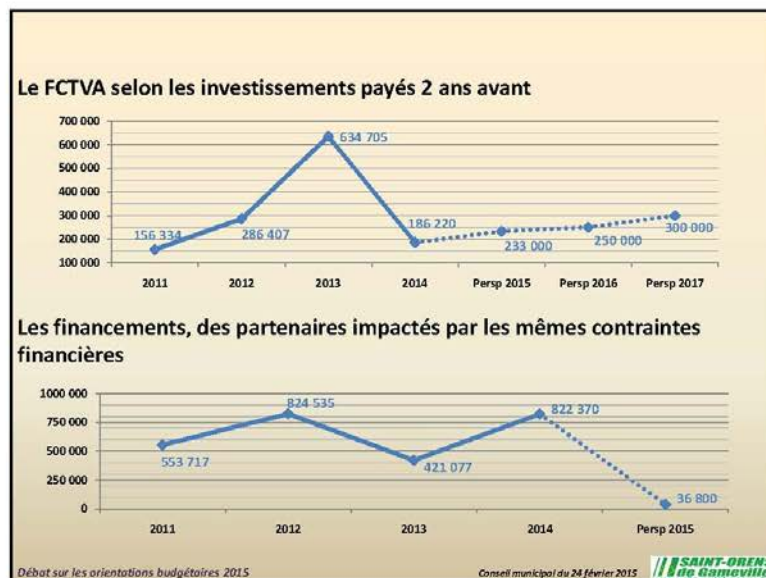
### La capacité d'autofinancement de l'investissement se réduit

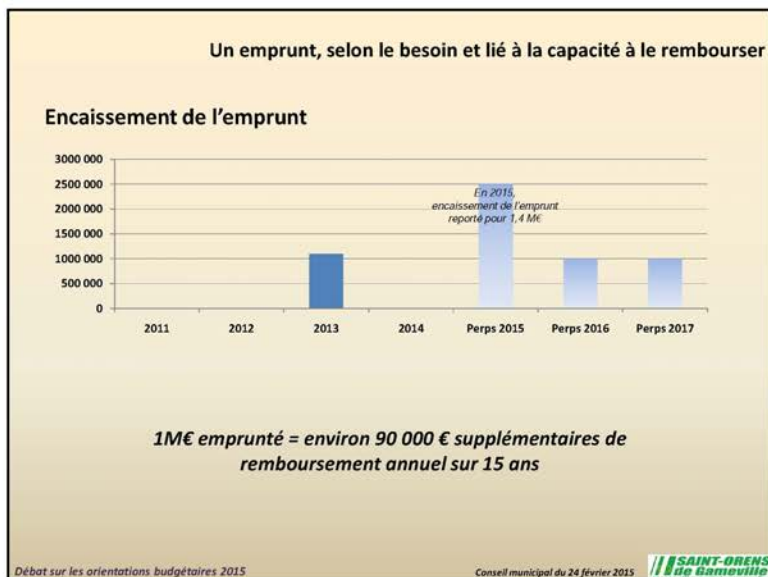


Débat sur les orientations budgétaires 2015

Conseil municipal du 24 février 2015







**SAINT-ORENS de Gameville**  
www.ville-saint-orens.fr

## Quelles orientations pour le budget 2015 ?

Saint-Orens, Conseil municipal du 24 février 2015


**Quelles orientations pour le budget 2015 ?**

**Une réduction pérenne des dépenses de fonctionnement**

- Mutualisation des organisations, et des moyens
- Stabilisation de la masse salariale
- Baisse annuelle des charges de gestion d'environ 8% à 10%
- Gestion active de la dette

**Ne pas compenser la baisse des recettes de fonctionnement par une augmentation de la fiscalité**

- Maintien des taux de fiscalité, engagement municipal
- Augmentation annuelle traditionnelle des tarifs des activités
- Réflexion sur la tarification municipale
- Recherche de nouveaux partenariats

Débat sur les orientations budgétaires 2015 Conseil municipal du 24 février 2015 

**Quelles orientations pour le budget 2015 ?**

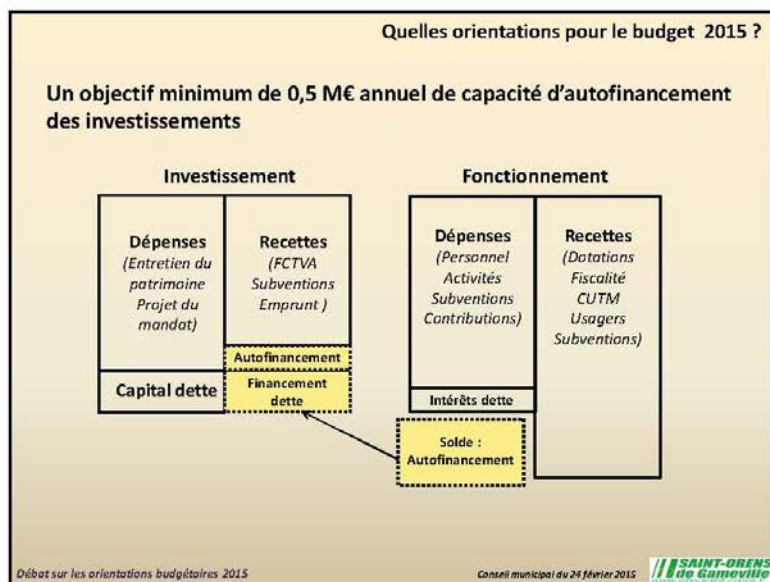
**Programmer et prioriser les investissements**

- Finalisation des études des principaux projets à mener sur le mandat
- Concrétiser la programmation pluri annuelle des investissements
- Et proposer des autorisations de programme

**Affecter toute recette exceptionnelle au financement de l'investissement**

- Excédent des comptes administratifs
- Notifications de subventions
- Limiter l'emprunt

Débat sur les orientations budgétaires 2015 Conseil municipal du 24 février 2015 



▪ **Madame le MAIRE**

Nous prenons acte de ce débat.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2015 AUX ASSOCIATIONS – ATTRIBUTION D'UN ACOMPTE A L'ASSOCIATION RUGBY SAINT-ORENS XV

---

▪ **Carole FABRE-CANDEBAT**

Dans l'attente du vote du budget 2015 et de l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations locales pour 2015, l'association Rugby Saint-Orens XV sollicite de la commune l'obtention d'un acompte de subvention, nécessaire pour assurer son fonctionnement en championnat. Dès lors, il est proposé d'accorder à cette association un acompte de subvention représentant environ 50 % de la subvention 2014 qui s'élevait à 21 000 euros, soit la somme de 10 000 euros.

Mme le Maire, vous avez rappelé que les subventions aux associations dans leur globalité n'allaient pas diminuer, que c'est un effort que ferait la commune. En revanche, vous avez rappelé aussi (nous en parlerons un petit peu plus en commission vie de la cité qui aura lieu le 10 mars) qu'une partie de la subvention aux associations sera critérisée. L'an dernier, quand nous sommes arrivés, nous avons choisi de reconduire les subventions aux associations comme vous l'aviez fait au mois de mars, nous venions d'arriver—l'année précédente. Cette année, nous avons décidé de critériser une partie de la subvention que recevra chaque association. Nous avons pris des principes généraux : d'abord, le principe général de demander aux associations ce qu'elles souhaitaient comme subvention (ce que vous faisiez déjà), et de ne pas donner de subvention aux associations qui venaient d'arriver, qui arrivent à Saint-Orens (ce que vous faisiez déjà). Nous continuons de la même façon.

En revanche, nous avons décidé de critériser une partie de la subvention. C'est-à-dire que 80 % de la subvention sera reconduite par rapport à l'an dernier et 20 % sera critérisée sur des critères dont nous avons déjà parlé. Sur ces 20 % de critérisation, il y aura le nombre d'adhérents à l'association, le fait qu'il y ait une école et un enseignement au niveau de l'association, le fait qu'il y ait une majorité de gens de Saint-Orens, et d'autres critères. Ce sera présenté en commission vie de la cité le 10 mars et ensuite, nous vous demanderons d'approuver ce que nous aurons décidé ou ce que nous vous proposerons après la commission vie de la cité.

L'association Rugby Saint-Orens nous a demandé une avance, ce qu'elle avait déjà demandé l'an dernier pour son fonctionnement. Nous souhaitons donner une réponse positive à cette demande. Si tel est votre avis, je vous demande de bien vouloir adopter cette proposition.

▪ **Claude MERONO**

Vous parlez de critérisation de subventions. Derrière le mot « subventions », qu'incluez-vous ? Le mot « subventions » ne doit pas inclure que l'argent que l'on donne aux associations. Il doit inclure bien d'autres vecteurs, et c'est très compliqué. Cela risque de faire crisser beaucoup de dents.

▪ **Carole FABRE-CANDEBAT**

Tout à fait. Effectivement, pour le moment nous ne souhaitons critériser que la somme que nous donnons aux associations. Vous ne mettiez aucun critère dans les sommes que vous donniez aux associations. Nous avons décidé de changer un tout petit peu la donne (ce ne sera que sur 20 % de cette somme). Les 80 % seront reconduits comme l'an dernier, c'est-à-dire qu'il y aura peu de variation des subventions aux associations. Et nous parlons effectivement des subventions financières. Nous



avons prévu de nous pencher sur ce que sont les subventions en nature. Le fait que nous prêtions une salle ou autre chose, ou des agents, ce sont des mises à disposition qui ne sont pas des subventions en argent. C'est quelque chose sur lequel nous nous penchons aussi et que nous allons étudier. Je suis ravie que vous en parliez car c'est quelque chose que vous n'aviez pas fait et que nous prévoyons de faire. Merci.

▪ **Agnès SAUMIER**

Je tiens à rectifier ce que dit Mme FABRE : à la commission solidarité, pour toutes les subventions qui étaient attribuées aux associations de solidarité, il y avait des critères d'attribution. Nous avons fait un groupe de travail, il y a un compte rendu— je l'ai même encore trouvé récemment à la maison, je peux vous le faire passer, mais vous pouvez vous rapprocher des services, ils l'ont. Nous avons défini des critères. Ne dites pas : « vous ne l'aviez pas fait » car c'était vrai. Lorsqu'il y avait une valorisation par exemple d'un bureau qui était prêté ou quelque chose comme cela, l'association ne pouvait pas prétendre à une subvention. Je tenais à le rectifier.

▪ **Carole FABRE-CANDEBAT**

Je suis ravie que vous ayez les dossiers chez vous, à la maison, car nous ne les avons pas dans la municipalité. Nous ne les avons pas. Peut-être y a-t-il quelque chose que vous aviez prévu et vous avez le dossier quelque part, sur certaines subventions. En tous les cas, je vous assure que sur les subventions sportives, culturelles, il n'y en a jamais eu. Donc, nous sommes en train de les mettre en place. Sur ce qui est de la solidarité, je ne l'ai pas vu mais il est possible qu'il y ait quelque chose et que vous ayez eu des documents. Ces subventions-là sont extrêmement faibles et il y en a très peu. La majorité des subventions aux associations sont au niveau du sport et de la culture, vous le savez, madame.

**Délibération**

Vu la délibération n° 184/2014 en date du 16 décembre 2014 relative à l'autorisation d'exécution du budget 2015 de la Ville avant son vote,

Considérant la volonté de la municipalité de soutenir les associations ainsi que leurs activités et prestations rendues à un large public,

Considérant que l'association Rugby Saint-Orens XV, dans l'attente de l'attribution des subventions 2015, sollicite la commune pour l'obtention d'un acompte, nécessaire pour assurer son fonctionnement en championnat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'attribuer un acompte de subvention à l'association Rugby Saint-Orens XV d'un montant de 10 000 €, représentant environ 50% de la subvention attribuée en 2014.

**ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et de tous les actes nécessaires à son application.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2015 AUX ASSOCIATIONS  
ATTRIBUTION D'UN ACOMPTE A L'ASSOCIATION DE RUGBY SAINT-ORENS XV

Dans l'attente du vote du budget 2015 et de l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations locales pour 2015, l'association de Rugby Saint-Orens XV sollicite la commune pour l'obtention d'un acompte de subvention, nécessaire pour assurer son fonctionnement en championnat.

Dès lors, il est proposé d'accorder à cette association un acompte de subvention représentant environ 50% de la subvention 2014 qui s'élevait à 21 000 €, soit la somme de 10 000 €.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cet acompte que nous demande le club de rugby. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

ADOPTION D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE ET LE  
CCAS CONCERNANT LE MARCHE D'ASSISTANCE AU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS  
D'ASSURANCE ET LE MARCHE D'ASSURANCES

---

▪ **Anicet KOUNOUGOUS**

Merci, Mme le Maire. Chers collègues, dans le cadre de leur activité, la commune et le centre communal d'action sociale de Saint-Orens souscrivent des contrats d'assurance : dommages aux biens, responsabilité civile, véhicules, protection juridique. Le marché d'assurance actuel arrive à échéance le 31 décembre 2015. Afin d'être conseillés pour la passation de ce marché, la commune et le CCAS souhaitent faire appel à une assistance au renouvellement des contrats d'assurance. Il convient donc de conclure une convention avec le CCAS de la commune afin de former un groupement de commandes au sens de l'article 8 du Code des marchés publics, pour les marchés suivants : marché d'assistance au renouvellement des contrats d'assurance, et marché d'assurance.

Le marché d'assistance au renouvellement des contrats d'assurance est estimé à 12 000 euros TTC. Il sera passé selon la procédure adaptée des articles 26 et 28 du Code des marchés publics. Le marché d'assurance est estimé à 300 000 euros TTC pour quatre ans et sera passé selon la procédure formalisée, sous forme d'appel d'offres ouvert, des articles 33,40-3,57 à 59 du Code des marchés publics. Il vous est proposé que ce soit la commune qui soit coordonnateur du groupement, et qu'à ce titre elle passe le marché, le signe, le notifie et l'exécute au nom de l'ensemble des membres du groupement. Ce groupement sera effectif à compter de la date de signature de la convention de groupement pour les deux parties jusqu'au 31 décembre 2019. Il vous est donc proposé, chers collègues, d'adopter cette délibération.

▪ **Claude MERONO**

Sur le groupement lui-même, je n'ai rien à dire. Mais j'ai un mot peut-être sur l'esprit de ce qui va se faire. C'est quelque chose qui se faisait quand nous étions là, mais c'est quelque chose qui s'était fait avant et sur les mandatures précédentes. La première année, que je sache, cela avait généré une économie pratiquement du coût du cabinet, et les deux ou trois ans suivants ont été du bénéfice. Nous

avons des contrats souvent qui sont mal ficelés, nous avons besoin d'un expert pour les travailler, je prends acte et je vous donne acte de ce que vous indiquez.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci, M. MERONO.

▪ **Anicet KOUNOUGOUS**

Je souscris tout à fait à ce que vous dites, M. MERONO. Dans la perspective, comme l'a rappelé Mme le Maire, de mutualisation des moyens, nous faisons des gains d'économies en faisant des groupements de commandes, tout à fait.

▪ **Michel SARRAILH**

Je suis tout à fait d'accord avec ces principes de groupement de commandes. Je pense que cela pourrait être étendu au niveau de Toulouse métropole. Nous sommes sur des problèmes de compétences mais je pense qu'il y a une synergie dans ce domaine à mener. Nous la menons déjà pour les achats d'énergie, etc. Il y a un gain notamment pour tout ce qui est études, dans ce domaine.

▪ **Anicet KOUNOUGOUS**

Pour compléter ce que dit M. SARRAILH, en fait nous le faisons aussi pour les produits d'entretien, mais nous allons l'élargir autant que possible à d'autres produits.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci.

**Délibération**

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 8,  
Considérant la nécessité de former un groupement de commandes avec le centre communal d'action sociale (C.C.A.S) en vue de la passation d'un marché d'assistance au renouvellement des contrats d'assurance et d'un marché d'assurances,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le projet de groupement de commandes et de convention avec le centre communal d'action sociale de la commune en vue de la passation d'un marché d'assistance au renouvellement des contrats d'assurance et d'un marché d'assurances.

**ARTICLE 2**

De désigner la commune de Saint-Orens de Gameville comme coordonnateur dudit groupement de commandes. La Commission d'Appel d'Offres compétente pour l'attribution des marchés, s'il y a lieu, est celle du coordonnateur.

**ARTICLE 3**

D'autoriser Madame le Maire à signer la convention de groupement pour la commune.

#### **ARTICLE 4**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA COMMUNE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE POUR LES MARCHES RELATIFS AUX ASSURANCES**

Passée en application de l'article 8 du Code des Marchés Publics

#### **ENTRE**

La Commune de Saint Orens de Gameville, représentée par son Maire en exercice, Madame Dominique FAURE, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 24 février 2015,

ci après désignée par les termes « la Commune »  
d'une part

#### **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Orens de Gameville, représenté par son Vice-Président, Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 février 2015,

ci-après désigné par les termes « le CCAS »  
d'autre part

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La Commune et le CCAS de Saint Orens de Gameville, conviennent, par la présente convention, de se grouper, conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics pour :

- Le recours à une assistance au renouvellement des contrats d'assurance,

Et

- La souscription de contrats d'assurances pour les deux structures.

#### **ARTICLE 2 : LE COORDONNATEUR**

##### **2-1 Désignation du coordonnateur**

La Commune de Saint Orens de Gameville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

### 2-2 Missions du coordonnateur

Dans le respect du Code des Marchés Publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- Définir et recenser les besoins dans les conditions qu'il fixera,
- Elaborer les documents de la consultation,
- Définir les critères de sélection des offres,
- Assurer la publicité du marché,
- Procéder à la réception des plis et à l'analyse,
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence,
- De signer le marché, de le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

### **ARTICLE 3: MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commande est constitué par la Commune et le CCAS de Saint Orens de Gameville, dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Respecter le choix du ou des titulaires du marché,
- Permettre une bonne exécution du marché en transmettant les informations nécessaires à la réalisation de la prestation,
- Assurer le paiement des prestations correspondantes,
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché.

### **ARTICLE 4: PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

Le coordonnateur réalisera les procédures sous forme :

- d'une procédure adaptée des articles 26 et 28 du Code des Marchés Publics, pour l'assistance au renouvellement des contrats d'assurance ;
- d'une procédure formalisée (Appel d'Offres ouvert) conformément aux articles 33, 40-III, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, pour le marché de contrats d'assurances.

### **ARTICLE 5: COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

- Pour l'assistance au renouvellement des contrats d'assurance, le montant estimé du marché ne justifiant pas le recours à une procédure formalisée, la commission d'appel d'offres n'interviendra pas dans le processus d'attribution.
- Pour la souscription des contrats d'assurances, le montant estimé du marché justifiant le recours à une procédure formalisée, la Commission d'Appel d'Offres sera réunie pour l'ouverture des plis et pour l'attribution du marché.

## **ARTICLE 6: DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché sont supportés par le coordonnateur.

## **ARTICLE 7: RESPONSABILITE DU COORDONATEUR**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

## **ARTICLE 8: DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux (2) parties, jusqu'au 31 décembre 2019.

## **ARTICLE 9: CONTENTIEUX**

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Toulouse.

### **▪ Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cette convention de groupement de commandes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

ADOPTION D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, TOULOUSE METROPOLE, LA VILLE DE TOULOUSE, AINSI QUE CERTAINES COMMUNES MEMBRES, POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION

---

### **▪ Madame le MAIRE**

Un document sur table vous est proposé. En l'absence de Thierry ARCARI, c'est moi qui vais vous commenter cette délibération. Dans le cadre de l'activité de service, la commune de Saint-Orens souscrit des contrats de téléphonie de quatre natures : la téléphonie fixe, la voix, la transmission de données (ce sont les lots 1 et 2 pour lesquels nous ne souscrivons pas), et la téléphonie mobile et terminaux et accessoires (les lots 3 et 4).

Afin d'optimiser la procédure de consultation et de coût des prestations, et de faciliter l'exécution des marchés, nous vous proposons d'adhérer aux groupements de commandes créés par Toulouse métropole pour les lots 3 et 4 du marché de fourniture de services de télécommunication, en application de l'article 8 du Code des marchés publics, en vue de retenir en commun les titulaires du marché.

Cette convention constitutive du groupement de commandes définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne Toulouse métropole comme coordonnateur. L'objet de la présente délibération consiste à approuver la convention de groupement et à nous autoriser à la signer. Y a-t-il des commentaires ?

▪ **Michel SARRAILH**

Pourquoi n'avez-vous pas retenu le lot 1 sur la téléphonie fixe ?

▪ **Madame le MAIRE**

Je m'attendais à la question. C'est consécutif à une réunion que nous avons eue avec la SPL RIN, que M. MERONO connaît bien car il a siégé au conseil d'administration. Nous avons là une véritable pépite qui a déployé de la fibre optique sur toutes les communes de Toulouse métropole, particulièrement à Saint-Orens. Donc nous sommes en phase de raccordement de la fibre optique existante à Saint-Orens à la fibre optique de Toulouse métropole. Aujourd'hui, ce que l'on appelle la « voix sur IP » va passer sur ces réseaux de fibre optique. Il est beaucoup plus avantageux de passer sur ces réseaux de fibre optique que de contracter avec un Orange ou un concurrent un accord de voix fixe. Nous nous sommes retirés pour la voix fixe et pour les télécommunications de ce marché, compte tenu que nous avons de la fibre optique à la porte de tous les bâtiments municipaux.

**Délibération**

Vu l'article 8 du Code des marchés publics,  
Vu le projet de convention de groupement

Considérant le bien fondé de la proposition,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la convention portant création d'un groupement de commandes, entre la commune de Saint-Orens de Gameville, Toulouse Métropole, la commune de Toulouse ainsi que certaines communes membres, en vue de la passation des lots 3 « Téléphonie mobile » et 4 « Terminaux et accessoires » du marché de fourniture de services de télécommunications, dans les conditions visées par l'article 8 du Code des marchés publics.

**ARTICLE 2**

De désigner Toulouse Métropole coordonnateur dudit groupement de commandes. La Commission d'Appel d'Offres compétente pour l'attribution des marchés, s'il y a lieu, est celle du coordonnateur.

**ARTICLE 3**

D'autoriser Madame le Maire à signer la convention et tous actes aux effets ci-dessus.

**ARTICLE 4**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et de tous les actes nécessaires à son application.

ADOPTION D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, TOULOUSE METROPOLE, LA VILLE DE TOULOUSE, AINSI QUE CERTAINES COMMUNES MEMBRES, POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de l'activité de ses services, la commune de Saint-Orens de Gameville souscrit des contrats de téléphonie. Le marché actuellement en cours prend fin le 30 juin 2015.

La Ville de Saint-Orens de Gameville, Toulouse Métropole, la Ville de Toulouse, le CCAS de Toulouse, le Centre Toulousain des Maisons de Retraite (CTMR), ainsi que les communes de Balma, Aucamville, Castelginest, Fenouillet, Bruguères, Cornebarrieu, L'Union, Brax, Villeneuve Tolosane, Aigrefeuille, Gagnac sur Garonne, Mondouzil et le CCAS de Balma et d'Aucamville, ont décidé d'un commun accord de procéder ensemble à une consultation pour la fourniture de services de télécommunications.

La commune de Saint-Orens adhèrera aux lots suivants :

- Lot 3 : Téléphonie mobile
- Lot 4 : Terminaux et accessoires

Afin d'optimiser la procédure de consultation et le coût des prestations, et de faciliter l'exécution des marchés, il est proposé d'adhérer au groupement de commandes créé par Toulouse Métropole, pour les lots 3 et 4 du marché de fourniture de services de télécommunications, en application de l'article 8 du Code des marchés publics en vue de retenir en commun des titulaires de marchés.

Une convention constitutive de groupement de commandes définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne Toulouse Métropole comme coordonnateur. Le coordonnateur est chargé de signer le marché et de le transmettre en Préfecture, pour le contrôle de légalité.

Ce groupement sera effectif à compter de la date de signature de la Convention de groupement par l'ensemble des parties, jusqu'à la fin du marché.

L'objet de la présente délibération consiste à approuver la Convention de groupement et à autoriser Madame le Maire à la signer.

Il vous est ainsi proposé d'adopter la délibération ci-après.

#### ADOPTION D'UNE CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, TOULOUSE METROPOLE, LA VILLE DE TOULOUSE, AINSI QUE CERTAINES COMMUNES MEMBRES, POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de l'activité de ses services, la Commune de Saint-Orens de Gameville souscrit des contrats de téléphonie. Le marché actuellement en cours prend fin le 30 juin 2015.

La Ville de Saint-Orens de Gameville, Toulouse Métropole, la Ville de Toulouse ainsi que certaines communes membres, ont décidé d'un commun accord de procéder ensemble à une consultation pour la fourniture de services de télécommunications.

Le marché sera divisé en 4 lots :

- Lot 1 : Téléphonie fixe
- Lot 2 : Liaisons opérées
- Lot 3 : Téléphonie mobile
- Lot 4 : Terminaux et accessoires



Afin d'optimiser la procédure de consultation et le coût des prestations, et de faciliter l'exécution des marchés, il est proposé de créer un groupement de commandes en application de l'article 8 du Code des marchés publics en vue de retenir en commun des titulaires de marchés.

Une convention constitutive de groupement de commandes définit les modalités de fonctionnement du groupement, désigne Toulouse Métropole comme coordonnateur et précise qu'il sera passé des marchés distincts par collectivités.

Ce groupement sera effectif à compter de la date de signature de la Convention de groupement par l'ensemble des parties, jusqu'à la fin du marché.

Dans ce contexte, il est proposé d'adopter la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cette convention de groupement de commandes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## CONVENTION AVEC GRDF POUR L'INSTALLATION ET L'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENTS DE TELERELEVE EN HAUTEUR

---

▪ **Madame le MAIRE**

Le projet compteurs communicants gaz de GRDF est un projet d'efficacité énergétique qui poursuit deux objectifs majeurs : le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation au consommateur, et l'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réel et une suppression des estimations de consommation.

D'un point de vue technique, réaliser ces deux objectifs nécessite le remplacement ou l'appairage avec un module radio des 11 millions de compteurs de gaz existants. Dit plus simplement, ce sont des têtes émettrices sur les compteurs de gaz, l'installation de points hauts, bien sûr, pour concentrer le signal qui émane de ces compteurs, et la mise en place de nouveaux systèmes d'information pour recevoir et traiter chaque jour tous ces index qui émanent de ces têtes émettrices sur les compteurs de gaz.

A ce titre, GRDF sollicite la commune de Saint-Orens (comme elle sollicite toutes les autres de Toulouse métropole) afin de convenir ensemble d'une convention en vue de faciliter l'accueil sur son territoire des équipements techniques nécessaires au déploiement de ce projet. Les lieux retenus : évidemment, des points hauts. On parle de concentration de signal, il nous faut des points hauts qui relèvent du domaine public communal. Une convention avec le domaine public doit être conclue en prévoyant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public. Le montant de la redevance est fixé à 50 euros par site occupé.

Ce projet, déjà présenté pour information en commission municipale en 2014, a obtenu l'avis favorable de la commission urbanisme et infrastructure qui s'est réunie le 10 février. Y a-t-il des commentaires ?

▪ **Michel SARRAILH**

Depuis que le projet a été présenté en commission environnement, je m'interroge un peu quand même sur les impacts de ces petits émetteurs qui sont installés sur les compteurs, notamment compteurs de GRDF, et qui pourront l'être évidemment sur les compteurs d'eau, les compteurs électriques, pour faire des relevés. Cela semble séduisant par le fait que l'on va pouvoir faire le suivi en temps réel, peut-être aussi adapter de la fourniture de gaz et d'électricité, mais cela peut avoir des impacts car nous vivons de plus en plus dans un micro-ondes.

Je vous recommande d'aller voir des sites d'associations spécialisées qui s'intéressent à l'impact des micro-ondes, notamment l'association Robin des toits qui a fait un dossier sur les compteurs intelligents et qui note que ces compteurs émettent 25 milliwatts. Cela ne veut pas dire grand-chose mais cela correspond à l'équivalent de 8 volts par mètre. Or, il faudrait pour des questions sanitaires, pour que ce soit acceptable, que l'on reste à moins de 5 mètres de ces compteurs. De fait, pour donner un exemple, en zone pavillonnaire nous allons nous retrouver avec un compteur émetteur tous les cinq à six mètres, en plus avec des répéteurs. Avec la présence d'enfants à proximité de ces compteurs, je me pose des questions sur ces impacts. Il y a un problème de principe de précaution. Je ne sais pas si les opérateurs sont très intéressés : cela a des impacts de réduction de coûts de relevés, mais cela peut avoir des impacts sanitaires. Je sais qu'en Allemagne, il y a une très grande réticence à installer ces compteurs qui seraient réservés uniquement à de gros consommateurs.

▪ **Madame le MAIRE**

Votre remarque est pertinente. L'inquiétude, pour moi, n'est pas fondée, mais je respecte qu'elle le soit pour vous. Petit principe de physique : la puissance est inversement proportionnelle au carré de la distance. Vous avez dit vous-même que l'émission était très faible. Cela veut dire que même quand on est à 50 centimètres déjà, le signal est très faible. Quand vous dites qu'il va y avoir plein de petits compteurs de gaz qui vont avoir plein de signaux tout petits, je le comprends, et l'idée n'est pas de débattre sur ce sujet. Vous savez qu'il y a des experts, des associations qui militent contre.

Cependant, je peux vous annoncer d'ores et déjà que tous les compteurs d'eau de la commune vont aussi être équipés de têtes émettrices visant à servir exactement les mêmes objectifs. La métropole est en train de travailler sur le sujet. L'idée est de pouvoir maîtriser sa consommation d'eau et de pouvoir savoir à tout moment si nous avons une fuite ou si nous n'en avons pas. Il est vrai que c'est quand même précieux de ne pas attendre le relevé une fois par an ou deux fois par an pour savoir s'il y a une fuite. Cela a des vertus évidentes, vous l'avez dit, qui visent à sensibiliser le consommateur sur sa consommation de gaz (je parle de l'eau car cela va venir). Je crois qu'il faut ne pas être inquiet du tout car pour moi il n'y a pas de dangerosité. Cependant, je respecte évidemment que vous nous appeliez à la vigilance sur l'ensemble de ces ondes électromagnétiques sur notre territoire.

▪ **Claude MERONO**

Les facilités qui sont faites à certains (et notamment à nous) sont des difficultés qui sont amenées à d'autres. Dans ce cas, 11 millions de compteurs seront relevés à distance. Combien d'emplois en moins pour des gens qui ont peu de qualifications ? C'est bien, le progrès, mais le progrès aussi casse un paquet d'emplois. C'est ce qu'il me semble bon de dire en ce moment, même si nous n'allons pas nous opposer au progrès.

▪ **Madame le MAIRE**

En fait, très peu. Je connais mieux le sujet de l'eau. Peut-être deux emplois : ce sont toujours deux de trop, je suis d'accord avec vous, la remarque a du sens. Cela supprime des emplois, mais très peu,

car ce sont des gens qui passaient une fois par an. Le nombre est faible mais c'est toujours trop.

### **Délibération**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la commune autorise GrDF à occuper des emplacements du domaine public communal, dans les sites répertoriés à l'annexe 3 (Hôtel de Ville et Château Catala), pour l'installation des équipements techniques ainsi que de définir les conditions dans lesquelles GrDF interviendra sur l'installation et l'exploitation de ces équipements. En contrepartie de l'occupation du domaine public, GrDF paiera à la commune une redevance d'occupation du domaine public.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et L. 2125-1,  
Vu le projet de convention avec GrDF.  
Considérant la nécessité de conclure avec GrDF une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 20 ans, en contre partie d'une redevance annuelle de 50 € HT par site occupé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1**

De conclure avec GrDF la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, afin de faciliter l'accueil sur son territoire des équipements techniques nécessaires au déploiement de son projet d'efficacité énergétique, sur des biens du domaine public communal en contre-partie d'une redevance d'occupation du domaine public.

#### **ARTICLE 2**

D'autoriser Madame le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public.

#### **ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

### **CONVENTION AVEC GrDF POUR L'INSTALLATION ET L'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENTS DE TELERELEVE EN HAUTEUR**

Le projet « Compteurs Communicant Gaz » de GrDF est un projet d'efficacité énergétique poursuivant deux objectifs majeurs :

- Le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.
- L'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels et une suppression des estimations de consommation.

D'un point de vue technique, l'atteinte de ces objectifs nécessite :

- le remplacement et/ou l'appairage avec un module radio, des 11 millions de compteurs de gaz existants,
- l'installation sur points hauts de 15 000 concentrateurs,
- la mise en place de nouveaux systèmes d'information pour recevoir et traiter chaque jour ces 11 millions d'index de consommation.

A ce titre GrDF sollicite la commune de Saint-Orens afin de convenir ensemble d'une convention en vue de faciliter l'accueil, sur son territoire, des équipements techniques nécessaires au déploiement de ce projet. Les lieux retenus (Hôtel de Ville et Château Catala) relevant du domaine public communal, une convention d'occupation du domaine public doit être conclue en prévoyant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public. Le montant de la redevance est fixé à 50 € HT par site occupé.

Ce projet, déjà présenté pour information en Commission Municipale le 21 octobre 2014, a obtenu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Infrastructure qui s'est réunie le 10 février 2015.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien approuver la délibération suivante.

**CONVENTION POUR**  
**L'INSTALLATION & L'HEBERGEMENT D'EQUIPEMENT DE TELERELEVÉ EN HAUTEUR**

**CONVENTION N° AMR-140715-019**

**ENTRE**

**Gaz réseau Distribution France**

6, rue Condorcet – 75009 Paris

Société anonyme enregistrée auprès du registre du commerce de Paris sous le numéro 444 786 511

ci-après dénommée "GrDF",

d'une part,

**ET**

Ville de Saint-Orens-de-Gameville

Hôtel de Ville – 46, avenue Gameville 31650 Saint-Orens-de-Gameville

ci-après dénommée l'« Hébergeur »

d'autre part,

Ensemble ci-après désignées les **Parties**.

**R E P R E S E N T A T I O N   D E S   P A R T I E S**

**POUR « HEBERGEUR »**

|  |                          |                               |         |
|--|--------------------------|-------------------------------|---------|
| Code d'identification N°<br>(Siret ou identifiant TVA) : | 213 105 067 00010        |                               |         |
| Mairie de Saint-Orens-de-Gameville                       | Tél. :<br>05 61 39 00 00 | Télécopie :<br>05 62 24 92 94 | Email : |

**POUR « GRDF »**

|                                      |                       |          |                                 |
|--------------------------------------|-----------------------|----------|---------------------------------|
| Interlocuteur GrDF : Michel FLEIGNAC | Tél. : 05 34 45 80 17 | Mobile : | Email : michel.fleignac@grdf.fr |
|--------------------------------------|-----------------------|----------|---------------------------------|

**Préambule**

Depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs, relayées par les autorités concédantes et les associations, s'expriment en faveur d'une plus grande fiabilité du comptage, d'une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, de la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels. Dans le même temps, les progrès technologiques offrent de nouvelles possibilités pour mieux suivre la consommation des clients et rapatrier leurs index de consommation.

Ces évolutions se concrétisent progressivement à travers la réglementation, à l'échelle européenne (directives sur l'énergie) ou française (Grenelle de l'environnement, RT 2012), pour encourager la mise en place de systèmes de comptage évolué. En gaz, ce sont surtout les délibérations de la CRE qui encadrent les modalités du développement du comptage évolué.

GrDF, qui souhaite être une référence du comptage gaz et contribuer aux enjeux de maîtrise de l'énergie, a progressé sur le télérelevé des compteurs depuis déjà plusieurs années avec le télérelevé quotidien des 4.000 plus gros clients, achevé en 2006, et le déploiement, entre 2010 et 2012, du télérelevé des 100.000 clients dont le relevé à pied était déjà mensuel.

Au travers du projet « Compteurs Communicants Gaz », GrDF s'est engagé depuis 2009 dans la mise en œuvre du déploiement du télérelevé pour les 11 millions de clients particuliers et professionnels de GrDF.

Le Projet « Compteurs Communicants Gaz » est un projet d'efficacité énergétique, orienté vers les consommateurs, poursuivant deux objectifs majeurs :

- Le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation.
- L'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels et la suppression des estimations de consommations.

La solution technique choisie par GrDF permet de répondre à toutes les situations de demande de données de la part des clients :

- L'offre de base, sans surcoût pour le client : une information mensuelle des clients sur leur consommation, en kWh et en euros, via les fournisseurs ;
- Pour les clients qui le souhaitent : la mise à disposition sans surcoût des données quotidiennes, en kWh, sur le site internet du distributeur (cf délibération CRE du 21 juillet 2011), par la création d'un compte client. Sous réserve de l'accord du client, GrDF est prêt à transmettre ces données à tout prestataire auprès duquel le client aurait souscrit un service de suivi de consommations multi-fluides ;
- La possibilité de données horaires en kWh pour les clients qui le souhaiteraient, ce service étant souscrit via les fournisseurs, selon des modalités qui restent à définir ;
- La possibilité pour le client qui souhaite encore plus de données, plus proches du temps réel, de venir brancher gratuitement son propre dispositif de télérelevé sur le compteur GrDF ;
- Selon la réglementation décidée : la possibilité de données globales anonymes par immeuble ou par quartiers pour le suivi des politiques énergétiques territoriales.

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ces nouveaux services nécessite :

- Le remplacement et/ou l'appairage avec un module radio des 11 millions de compteurs de gaz existants ;
- L'installation sur des points hauts (ci-après « Sites ») de 15 000 concentrateurs (ci-après « Equipements Techniques ») ;
- La mise en place de nouveaux systèmes d'information pour ainsi recevoir et traiter chaque jour 11 millions d'index de consommation en mètres cubes, les transformer en kWh (calcul de l'énergie) et les publier aux fournisseurs et aux clients, en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.

A ce titre GrDF, sollicite la Ville de Saint-Orens-de-Gameville afin de convenir ensemble d'une convention de partenariat en vue de faciliter l'accueil sur son périmètre des Equipements Techniques nécessaires au déploiement de ce projet d'efficacité énergétique.

Les Parties se sont rapprochées afin de déterminer les modalités et conditions d'installation et d'hébergement des Equipements techniques sur les Sites de la Collectivité. La présente convention définit également les conditions dans lesquelles GrDF interviendra sur l'installation et l'exploitation de ces équipements.



## Article 1 Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'Hébergeur met à la disposition de GrDF des emplacements dans le (ou les) Site(s) répertoriés à l'Annexe 3 pour l'installation des Équipements Techniques. Les emplacements proposés feront l'objet d'une étude technique permettant à GrDF de n'utiliser que les emplacements strictement nécessaires au bon fonctionnement de son projet. Pour les sites ainsi retenus, l'annexe 5 viendra alors compléter la convention afin de définir les conditions dans lesquelles GrDF interviendra pour l'installation et l'exploitation de ces équipements.

La Convention est soumise à l'article 1709 ainsi qu'aux articles 1714 à 1762 du Code civil, à l'exclusion de tout autre article relevant du louage de chose. En conséquence, le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux ne s'applique pas.

## Article 2 Prise d'effet et durée

### 2.1 Entrée en vigueur

La Convention entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Pour chaque Site retenu, les Conditions particulières (annexe 5) entrent en vigueur à la date de leur signature par les Parties.

### 2.2 Durée

La Convention est conclue pour une durée initiale de vingt (20) ans, à compter de son entrée en vigueur.

Au terme de la durée initiale, la Convention sera reconduite tacitement par périodes successives de cinq (5) ans chacune, dans les mêmes conditions.

GrDF et l'Hébergeur pourront décider de ne pas reconduire la Convention, par notification, à l'expiration de la durée initiale ou de chaque période de reconduction, en respectant un préavis de douze (12) mois.

## Article 3 Conditions financières

### 3.1 Prix

GrDF s'engage à payer une redevance annuelle de 50 euros HT par Site équipé, en contrepartie de l'hébergement des Équipements Techniques ; cette redevance annuelle s'entend globale et forfaitaire par site, toutes charges éventuelles incluses.

Le paiement se fera à terme échu par virement bancaire sous 60 jours d'émission de facture. Pour ce faire, le relevé d'identité bancaire de l'Hébergeur devra accompagner cette convention.

En cas de résiliation de la Convention, les montants dus seront calculés au prorata temporis c'est-à-dire à compter de la dernière date anniversaire de la signature de la Convention et jusqu'à la date de résiliation.

### 3.2 Facturation

L'Hébergeur enverra une facture annuelle regroupant l'ensemble des Sites équipés deux mois au moins avant la date anniversaire de la signature de la Convention d'Hébergement. Elle fera apparaître pour chaque Site facturé (annexe 6) :

- ✓ Les références des Sites de GrDF,
- ✓ Le montant total de la facture
- ✓ La période de facturation,

Les factures devront être envoyées au service comptable de GrDF dont l'adresse figurera sur les commandes que l'hébergeur recevra de la part de GrDF. Toute modification du destinataire du règlement doit être signalée à l'adresse figurant sur la commande.

Les conditions particulières liées aux sites, les engagements et garanties des parties sont définis en annexes et font parties intégrantes de la présente convention.

Fait à Paris

Fait à Saint-Orens-de-Gameville

En deux exemplaires

Le 15 juillet 2014

Le

**GrDF**

**L'Hébergeur**

Christophe DESESSARD  
Chef de mission Territoires





#### LISTE DES ANNEXES

|          |  |
|----------|--|
| Annexe 1 | Engagements et garanties des parties                                     |
| Annexe 2 | Description des Équipements Techniques de GrDF                           |
| Annexe 3 | Liste des Sites de l'Hébergeur faisant l'objet de la présente Convention |
| Annexe 4 | Coordonnées Bancaires de l'hébergeur                                     |
| Annexe 5 | Modèle de Conditions particulières des Sites                             |
| Annexe 6 | Modèle de facture  |

## Annexe 1– Engagements et garanties des parties

### Article 1 Définitions

Les termes et expressions commençant par une majuscule employés dans la présente convention, y compris ses annexes et son préambule, auront le sens qui leur est attribué ci-dessous

#### "Convention"

Désigne la présente convention, y compris ses annexes et son préambule.

#### "Conditions particulières"

Désigne les conditions propres de mise à disposition à chaque Site, notamment relatives à l'emplacement des Équipements sur le Site et aux conditions d'accès. Un modèle de ces conditions figure en annexe 5 de la présente convention.

#### "Équipements Techniques"

Désigne les moyens, matériels et équipements installés nécessaires à la mise en œuvre du Projet Compteurs Communicants Gaz tels que décrits en Annexe 2.

#### "Site"

Désigne le bien immobilier détenu, exploité ou occupé par l'Hébergeur, sur lequel se trouve un ensemble d'infrastructures ainsi que l'environnement technique permettant l'installation des Équipements Techniques de GrDF. Ce terme peut désigner un bâtiment, une tour, un pylône, etc.

### Article 2 Engagements et garanties de l'Hébergeur

#### 2.1 Mise à disposition des Sites

L'Hébergeur met à disposition de GrDF des emplacements dans le ou les Sites répertoriés à l'Annexe 3. L'Hébergeur garantit la mise à disposition et la jouissance paisibles de ces emplacements, libres de toute gêne occasionnée à GrDF dans le télélevé des compteurs communicants et/ou dans l'accès au Site, que ce soit du fait de l'Hébergeur ou d'un tiers.

Les caractéristiques, notamment techniques, des Sites et les conditions d'accès seront prévues dans les Conditions particulières applicables à la mise à disposition de chaque Site et annexées à la présente Convention dans son Annexe 5.

GrDF est libre de procéder à toutes modifications ou extensions de ses Équipements Techniques dans la mesure où elles n'ont pas pour effet de nécessiter une modification des emplacements du site mis à disposition par l'Hébergeur et où elles n'entravent pas le bon fonctionnement du site mis à disposition par l'Hébergeur, réservés pour accueillir une installation type définie en Annexe 2.

Si les modifications ou extensions ont pour effet de nécessiter une modification des emplacements mis à disposition par l'Hébergeur, celui-ci doit en être informé par GrDF. Sans réponse de la part de l'Hébergeur dans un délai de 30 jours, la modification demandée par GrDF est réputée acceptée.

#### 2.2 Autres engagements de l'Hébergeur

L'Hébergeur s'engage à :

- (i) respecter la réglementation en vigueur ;
- (ii) permettre l'accès aux Sites, du lundi au vendredi, hors jours fériés, à tous préposés, représentants et sous-traitants de GrDF.

A ce titre :

- l'Hébergeur s'engage à notifier à GrDF, sous une (1) semaine calendaire, toutes les modifications des conditions d'accès des Sites ;
- l'accès aux Infrastructures est limité aux seules interventions nécessaires à leur entretien et leur maintenance.

- l'accès aux Sites est soumis au respect par GrDF (i) des plans de prévention établis le cas échéant par l'Hébergeur pour chaque Site et (ii) de toutes mesures complémentaires que l'Hébergeur devrait mettre en œuvre en application de réglementation en vigueur, pour autant que GrDF en ait connaissance.

(iii) mettre à la disposition de GrDF, par coffre, d'une source électrique secteur 230 VAC monophasée pour alimenter les Équipements Techniques en énergie électrique, en application de la réglementation en vigueur sur les installations électriques ;

(iv) notifier à GrDF, dans les meilleurs délais, le transfert de propriété du Site ;

(v) procéder, à ses frais, à la maintenance du Site, conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur ;

A cet égard, en cas de travaux indispensables au bon entretien ou à la réparation du Site, dont la réalisation ne peut être différée, et qui imposent la suspension du fonctionnement des Équipements Techniques mis en place par GrDF pour une durée supérieure à vingt-quatre (24) heures, l'Hébergeur s'engage à prévenir GrDF par lettre recommandée avec accusé de réception, un (1) mois avant le début des travaux. Les deux parties rechercheront ensemble une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité des Sites, afin de permettre à GrDF de continuer à exploiter ses Équipements Techniques dans les meilleures conditions. Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, GrDF peut, sans préavis, résilier la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette résiliation ouvre à l'Hébergeur un quelconque droit à indemnisation.

#### 2.3 Servitudes/autorisations

L'Hébergeur confère à GrDF toutes les autorisations de passage de réseaux secondaires au raccordement électrique sur le Site et s'engage à donner accès à GrDF aux éventuels locaux techniques, sous réserve que le tracé ait été préalablement validé par l'Hébergeur.

### Article 3 Engagements de GrDF

GrDF s'engage à :

- (i) respecter la réglementation en vigueur ;
- (ii) respecter les règles de l'art et les règles de conformité des Équipements Techniques relatives à la cohabitation entre les systèmes radioélectriques, en particulier celles relatives à la compatibilité électromagnétique entre les systèmes de télécommunication mobile.

A cet égard, GrDF s'engage à assurer la compatibilité de ses Équipements Techniques avec les équipements techniques présents sur le ou les Sites. Dans le cas contraire, l'Hébergeur se réserve le droit de résilier la Convention sans autres formalités et sans qu'aucune indemnisation ne soit due à GrDF, après mise en demeure d'y remédier, notifiée à GrDF, et restée infructueuse à l'issue du délai de un (1) mois à compter de la notification.

Toutefois, en cas d'installation de nouveaux équipements par des tiers ou par l'Hébergeur sur le ou les Sites mise à disposition de GrDF, l'Hébergeur s'engage à assurer la compatibilité des nouveaux équipements avec les Équipements Techniques et garantit leur bon fonctionnement.



Si le fonctionnement de ses Équipements sur un Site est affecté par une perturbation des émissions radio, GrDF en notifiera l'Hébergeur. GrDF se réserve le droit de résilier la Convention sans autres formalités et sans qu'aucune indemnisation ne soit due à l'Hébergeur, si la perturbation persiste à l'issue du délai de un (1) mois à compter de la notification.

- (iii) Informer l'Hébergeur de toute intervention de GrDF ou d'un tiers intervenant pour son compte, sur le Site, de manière à prévenir ou à planifier tous risques de co-activité, dans un délai de quarante-huit (48) heures en cas de maintenance préventive ou curative non urgente, et dans les meilleurs délais en cas de maintenance curative urgente.
- (iv) procéder à l'enlèvement des Équipements Techniques dans les trois mois qui suivent l'expiration de la Convention et laisser le Site en bon état compte tenu d'un usage et d'un entretien normal. Un état des lieux sera établi par les deux parties à l'installation et à l'enlèvement.

#### Article 4 Fin programmée d'un Site

L'Hébergeur s'engage à notifier à GrDF la fin programmée d'un Site, c'est-à-dire l'indisponibilité définitive d'un Site, à une échéance connue, en raison soit d'un événement dont l'Hébergeur a connaissance, soit en cas de transfert de la propriété du Site, dans les six (6) mois qui la précède.

Sous réserve qu'il en dispose, l'Hébergeur proposera lors de cette notification une ou plusieurs solutions de remplacement, répondant à des caractéristiques équivalentes en matière de raccordement aux fluides et liaisons filaires (énergie, liaisons téléphoniques, câbles, fibres optiques).

GrDF disposera d'un délai d'un (1) mois, à compter de la proposition, pour accepter le nouveau Site, en évaluant le niveau de qualité et la continuité du Service et en analysant les conditions de raccordement aux fluides et liaisons filaires. A l'expiration de ce délai, le silence de GrDF vaut acceptation du nouveau site proposé.

- (i) Si GrDF accepte le nouveau Site :

- (a) les Conditions particulières applicables audit Site font l'objet d'un avenant conclu entre les Parties pour l'installation des Équipements Techniques sur le nouveau Site.
- (b) GrDF devra alors déménager ses Équipements Techniques sur le nouveau Site, deux (2) mois avant la date prévue de fin programmée du Site.
- (c) L'Hébergeur ne saurait être tenu pour responsable du préjudice subi par GrDF, en cas de non-respect par GrDF du délai de deux (2) mois pour déménager ses Équipements Techniques.

- (ii) Si GrDF n'accepte pas le nouveau Site, le Site est radié de la liste des Sites portée aux Conditions particulières à la date de fin programmée notifiée par l'Hébergeur. S'il s'agit de l'unique Site utilisé dans le cadre de la Convention d'Hébergement, celle-ci sera résiliée de plein droit à la date de fin programmée notifiée par l'Hébergeur. Aucune indemnité n'est due par les Parties.

#### Article 5 Responsabilité – Assurance

##### 5.1 Responsabilité

Chacune des Parties sera responsable de l'ensemble des dommages résultant d'un manquement ou de la mauvaise exécution des obligations mises à sa charge aux termes de la Convention.

##### 5.2 Assurance

L'Hébergeur s'engage à souscrire auprès d'une société d'assurance, notoirement solvable :

- une police d'assurance dommages aux biens garantissant, pendant toute la durée de la Convention d'Hébergements, les dommages subis par le Site et ce pour un montant suffisant;
- une police d'assurance responsabilité civile, notamment au titre des opérations de maintenance.

GrDF s'engage à souscrire auprès d'une société d'assurance, notoirement solvable :

- une police d'assurance responsabilité civile.

GrDF remettra les attestations d'assurance correspondantes à la première demande de l'Hébergeur.

#### Article 6 Résiliation de la Convention

La résiliation de la convention conduit à la résiliation automatique de l'ensemble des conditions particulières.

Les conditions particulières propres à chaque site peuvent être résiliées sans donner lieu à la résiliation de la convention, ni sa remise en question.

##### 6.1 Résiliation en cas d'arrêt du Projet Compteurs Communicants Gaz

En cas d'arrêt du Projet Compteurs Communicants Gaz décidée par les pouvoirs publics (Etat français, Commission de régulation de l'énergie, autre autorité publique, etc.) ou par une société contrôlant GrDF en fait ou en droit au sens de l'article L233-16 du code de commerce, la présente convention sera résiliée de plein droit et GrDF le notifiera à l'Hébergeur.

GrDF s'engage à payer la redevance convenue au prorata temporis et remettra le site en l'état sans frais pour l'Hébergeur. L'Hébergeur ne pourra prétendre à aucune indemnité et renonce à tout recours contre GrDF.

##### 6.2 Résiliation pour inexécution

En cas de manquement grave par l'une ou l'autre des Parties aux obligations essentielles de la Convention, la Partie lésée devra notifier le manquement à la Partie défaillante. La notification identifie clairement le manquement constaté et laisse un délai de soixante (60) jours à la Partie défaillante pour y remédier. S'il n'a pas été remédié au manquement dans ce délai, la Partie lésée pourra notifier la résiliation de la Convention.

#### Article 7 Protection de l'image des Parties

Dans le cadre de l'exécution de leurs obligations aux termes de la Convention d'Hébergement, les Parties veilleront à tout moment à ne pas porter atteinte à l'image et à la réputation de l'autre Partie.

#### Article 8 Communication – Confidentialité

Aucune annonce ou information concernant la signature, l'existence et la teneur de la Convention et des Conditions particulières, des négociations qui l'ont précédée, ne sera effectuée ou communiquée par l'une des Parties à des tiers sans l'accord préalable de l'autre Partie, à l'exception des informations communiquées par les Parties à leurs conseils pour la préparation des documents nécessaires à la réalisation des mise à disposition de Site envisagées.

En garantie de cet engagement, la Partie qui ferait perdre à la Convention son caractère confidentiel soit directement en la divulguant, soit en obligeant l'autre Partie à en révéler le contenu du fait de l'inexécution de ses propres obligations, s'oblige à supporter toutes conséquences financières qui en résulteraient et à indemniser l'autre Partie de tout préjudice ou dommage subi de ce fait.

Les Parties considéreront et veilleront à ce que leur personnel et leurs sous-traitants considèrent, la Convention et les Conditions particulières, ainsi que toutes les informations s'y rapportant et qui auraient été transmises en dehors du strict cadre de ces conventions, tous les documents, études, pièces et informations transmises par l'une des Parties, comme privées et confidentielles. Ces informations ne devront en aucun cas être divulguées à des tiers, ni dupliquées, copiées ou reproduites, ni utilisées à d'autres fins que la stricte observation des droits et obligations de la Convention et des Conditions particulières.

Cette obligation de confidentialité s'applique également à toute société contrôlée par l'Hébergeur et/ou GrDF au sens des articles L. 233-2 et L.233-3 du code de commerce.

Cet engagement de confidentialité restera en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention et sera maintenu pendant un délai de cinq (5) ans à compter de son expiration.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Hébergeur pourra fournir à un tiers, pour permettre la réalisation d'une étude technique permettant d'éviter les interférences et de respecter les règles de découplage technique entre les localités, avec l'accord préalable de GrDF, les informations concernant les Équipements Techniques.

#### Article 9 Loi applicable

La Convention et les Conditions particulières sont soumises au droit français.

#### Article 10 Règlement des différends

Tout différend survenant dans l'interprétation et l'exécution de la Convention et des Conditions particulières sera soumis au tribunal compétent de Paris.

#### Article 11 Langue

La langue de la Convention, de ses annexes et de tous documents fournis et échangés entre les Parties, y compris tous documents techniques, sera la langue française.

#### Article 12 Documents contractuels

Pour les besoins de l'interprétation et de la mise en œuvre de la collaboration instaurée entre les Parties, l'accord des Parties résulte uniquement des conventions suivantes :

- (i) la Convention, y compris son préambule et ses annexes ;
- (ii) les Conditions particulières.

#### Article 13 Modification

Toute modification de la Convention d'Installation et de ses annexes fera l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

#### Article 14 Notification

##### 14.1 Envoi des notifications

Toute notification effectuée au titre de la présente convention sera faite par écrit, devra être signée de son auteur et remise en main propre ou expédiée par lettre recommandée avec avis de réception, à l'attention du destinataire et à l'adresse visée en tête de convention (ou à toute autre adresse ou à l'attention de toute autre personne, qui aura été notifiée conformément à la présente convention).

##### 14.2 Réception des notifications

Toute notification sera réputée reçue à la date figurant sur l'avis de réception du destinataire ou de La Poste, selon le cas, étant toutefois précisé que toute lettre remise sera réputée reçue le jour de sa première présentation à la Partie destinataire, même si elle est refusée par ce dernier.

#### Article 15 Délais

Tous les délais exprimés en jours dans la Convention correspondent à des jours calendaires.

Tous les délais exprimés en mois dans la Convention correspondent à des mois calendaires.

#### Article 16 Nullité

Si une clause de la présente Convention, ou de ses annexes, est tenue, en tout ou partie, pour non valide, ou déclarée comme telle par une loi :

- les autres clauses de la Convention ou de l'annexe considérée resteront valables et conserveront toute leur force et leur portée ;
- les parties négocieront de bonne foi la substitution à la clause invalide d'une nouvelle clause valide et susceptible d'exécution, dont la rédaction sera aussi proche que possible de l'intention initiale des Parties.



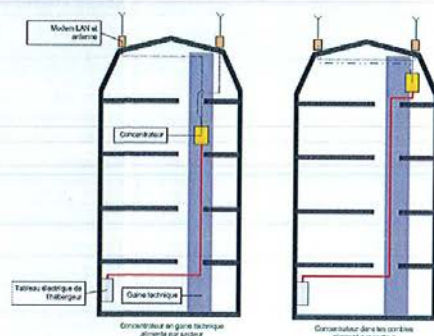
## Annexe 2– Description des Equipements Techniques

L'Hébergeur s'engage à mettre à la disposition de GrDF, au plus tard à la date de signature des Contrats de Mise à disposition, les emplacements nécessaires pour l'installation des Equipements Techniques suivants :

- Un ou deux coffrets (dont le volume est d'environ 20dm<sup>3</sup> : 400mm x 300 mm x 200 mm et dont le poids est d'environ 5Kg) qui peuvent être positionnés en extérieur (sur toit terrasse, sur une cheminée, sur un mur, sur une structure) ou dans un local technique. Le(s) concentrateur(s) doit être raccordé à une alimentation électrique (tableau électrique du Site). Sa consommation électrique est inférieure à 200 Wh par jour et par coffret.
- Entre une à quatre antennes radio déportées qui sont positionnées en hauteur à l'extérieur du bâtiment en bordure de toiture ou de terrasse. Plusieurs types d'antenne sont envisagés. Dans la majorité des cas de figures, deux antennes omnidirectionnelles d'une hauteur d'environ 30 à 45 cm et d'un diamètre inférieur à 5mm suffisent. Pour certaines configurations spécifiques, l'installation, d'un mât léger de moins de 1m de haut, ou d'une antenne plus haute pourra être nécessaire.

### - Chemin de câbles

Ci-dessous des configurations possibles d'installation :



GrDF s'engage à faire le maximum pour minimiser l'impact visuel des équipements installés sur les sites de l'hébergeur. Pour les sites protégés (inscrits et/ou classés), les monuments historiques, GrDF respectera les démarches administratives pour obtenir les avis et les déclarations nécessaires auprès des organismes compétents (Architectes des Bâtiments de France, Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine, etc.)

Le niveau d'ondes radio émises par la solution technique à travers les transmissions est très faible :

- De l'ordre de 500 mW pour les concentrateurs
- De l'ordre de 50 à 100mW pour les émetteurs placés sur les compteurs

**Annexe 3 Liste des Sites proposés par l'Hébergeur faisant l'objet de la présente Convention**

| Identifiant GRDF | Identifiant du Site | Propriétaire ou Locataire ayant délégation | Numéro | Vole                | Complément Adresse | Code Postal | Ville                    | Détails site (impossibilité de raccordement électrique, contraintes d'accès, protection foudre, sécurité, systèmes radio d'opérateurs télécom,...) | Latitude  | Longitude | Hauteur (en mètre) | Type de site           |
|------------------|---------------------|--|--------|---------------------|--------------------|-------------|--------------------------|--|-----------|-----------|--------------------|------------------------|
| 303011           | HOTEL DE VILLE      | CNE SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE               | 46     | AVENUE GAMEVILLE    |                    | 31650       | SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE |  | 43.551915 | 1.533923  | 10                 | IMMEUBLE TOIT TERRASSE |
| 303013           | CHATEAU (COMMUNAL)  | CNE SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE               |        | BOULEVARD DE CATALA |                    | 31650       | SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE |  | 43.57105  | 1.518677  | 10                 | BATIMENT CLASSE        |

#### ANNEXE 4 – Coordonnées bancaires de l'hébergeur

RIB :

## Annexe 5 Conditions particulières des Sites

**A remplir lorsque le site aura été choisi**

**Conditions particulières relatives au site n°.....**

**Adresse du site :**

N° et Rue :

BP :

Code Postale :

Ville :

**N° de la convention :**

**Pour ce site, l'hébergeur atteste être :**

☐ Propriétaire

☐ Locataire ayant la capacité à héberger les Equipements Techniques de GrDF

### REPRÉSENTATION DES PARTIES

#### POUR « HEBERGEUR »

|   |      |           |       |
|---|------|-----------|-------|
| Code d'identification N°<br>(Siret ou identifiant TVA)  |      |           |       |
| Personne ayant la capacité à engager<br>l'hébergeur et signer les présentes<br>conditions particulières | Tél. | Télécopie | Email |
| Contact d'urgence (Permanence)  | Tél. | Télécopie | Email |

#### POUR « GRDF »

|                           |      |           |       |
|---------------------------|------|-----------|-------|
| Interlocuteur GrDF        | Tél. | Télécopie | Email |
| Hotline Hébergements GrDF | Tél. | Télécopie | Email |

**Date d'entrée en vigueur des conditions particulières (acte la date de début pour le calcul de la redevance annuelle) :**

**Conditions d'accès :**

*Horaires :*

*Contact site (Permanence – Gardien) :*

*Modalités particulières d'accès (digicodes, délais de prévenance, etc...) :*

**Conditions techniques particulières pour l'installation et l'exploitation des Equipements Techniques sur le site :**

**Signatures des 2 parties**

**Annexes :**

- Les plans techniques (issus du dossier de conception)
- Eventuellement un état des lieux



*Ce tableau devra être adressé annuellement par l'Hébergeur à GrDF dans les 2 mois qui précèdent la date d'anniversaire de la Convention*

.....

## Listes des sites utilisés par GrDF

| Référence<br>GrDF du site | Adresse  | Date de<br>mise à<br>disposition<br>du site | Montant total (HT)<br>(50€ HT prorata temporis) |
|---------------------------|----------|---|---|
| XXX                       | XXXXXXXX | XXXXXXXX                                    | XX,XX €   |
|                           |          |   |   |

XXXXXX

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cette convention avec GRDF. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 1 (M. Michel SARRAILH). Elle est adoptée à la majorité, je vous remercie.

---

DEPLACEMENT DE L'ENSEMBLE D'ECLAIRAGE PUBLIC N° 441/442 RUE DU VALLON

---

▪ **Etienne LOURME**

C'est uniquement le déplacement d'un candélabre suite aux travaux d'urbanisation rue du Vallon. Je pense que tout le monde est au courant. La rue du Vallon a été entièrement refaite, que ce soient les trottoirs ou la chaussée. C'est un déplacement de candélabre et il faut uniquement, si vous en êtes d'accord, approuver le fait que la commune devra payer une somme de 671 euros sur un montant total de 1 976 euros. C'est un déplacement de trois mètres, sinon il se retrouvait au milieu de la chaussée. Ce n'est pas très important mais il faut le passer. Mme le Maire, vous pouvez passer au vote.

**Délibération**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la suite à la demande de la commune en date du 10 décembre 2014, concernant le déplacement de l'ensemble d'éclairage public n°441/442 Rue du Vallon, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

- Dépose de l'ensemble d'éclairage public n°441/442.
- Réalisation de 3 mètres de génie civil pour déplacer ce mât et confection d'une boîte souterraine de jonction.
- Déroulage de 5 mètres de câble cuivre 2x16mm².
- Repose de l'ensemble d'éclairage à l'endroit convenu avec la commune suivant le plan d'aménagement global, à l'intersection Avenue de Toulouse / Rue du Vallon.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

|  |              |
|--|--------------|
| - TVA (récupérée par le SDEHG)                               | 299 €        |
| - Part SDEHG   | 1 006 €      |
| <b>- Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)</b> | <b>671 €</b> |
| <hr/>  |              |
| Total  | 1 976 €      |

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Ce projet a obtenu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Infrastructures, réunie le 10 février 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le projet de l'opération et de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt en prenant rang sur le prochain prêt du SDEHG.

## **ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

### **DEPLACEMENT DE L'ENSEMBLE D'ECLAIRAGE PUBLIC N° 441/442 RUE DU VALLON AFFAIRE 4 BS 548**

Afin de permettre la réalisation de travaux de voirie par Toulouse Métropole, il est nécessaire de déplacer l'ensemble d'éclairage public n° 441/442 situé rue du Vallon. Suite à la demande de la commune du 10 décembre 2014, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

- Dépose de l'ensemble d'éclairage public n°441/442.
- Réalisation de 3 mètres de génie civil pour déplacer ce mât et confection d'une boîte souterraine de jonction.
- Déroulage de 5 mètres de câble cuivre 2x16mm².
- Repose de l'ensemble d'éclairage à l'endroit convenu avec la commune suivant le plan d'aménagement global, à l'intersection Avenue de Toulouse / Rue du Vallon.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

|  |              |
|--|--------------|
| - TVA (récupérée par le SDEHG)                               | 299 €        |
| - Part SDEHG   | 1 006 €      |
| <b>- Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)</b> | <b>671 €</b> |
| <hr/>  |              |
| Total  | 1 976 €      |

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

La contribution de la commune, au plus égale à 671 €, pourra être couverte par voie d'emprunt, en prenant rang sur un prochain prêt du Syndicat Départemental.

Ce projet a obtenu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Infrastructures lors de sa réunion du 10 février 2015.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien approuver la délibération suivante.

#### **▪ Madame le MAIRE**

Je peux passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

### **AUTORISATION DE DEPOT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME POUR LA DEMOLITION DE BATIMENTS PREFABRIQUES RUE DES SPORTS**

---

#### **▪ Etienne LOURME**

Cette délibération permettra d'autoriser Mme le Maire à déposer un permis de démolir pour le bâtiment actuel de Mix'Ados. Vous avez peut-être pu le voir : cela concerne uniquement la démolition

du Mix'Ados. En ce qui concerne Le Petit Lauragais, il sera déplacé à un autre endroit. C'est dans le cadre d'une première étape dans le Cœur de ville. Normalement, si tout va bien, il y aura à peu près 450 mètres carrés qui seront traités en parking ou en agrandissement également du marché, sur cet emplacement. L'opération devrait être terminée normalement à la rentrée 2015.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

Je voudrais savoir, au-delà de la démolition, à quel endroit on va reloger Mix'Ados, dans quels délais, dans quel local, pour quel coût. La démolition est une chose, en revanche je pense que le relogement est quelque chose d'important. Si vous pouviez nous apporter quelques précisions en termes de délais, de surface, de localisation, de coût d'aménagement, cela me ferait plaisir.

▪ **Etienne LOURME**

En fait, cela ne pose pas de problème puisque Mix'Ados va être déplacé à l'ancien local des AVF. Cela a été acté, ils sont d'accord, pour un moindre coût puisqu'il y aura simplement de la peinture à refaire, un sol en PVC et c'est à peu près tout. Il a été voté une somme de 5 000 euros pour arranger un peu ce local qui est existant, pour le rafraîchir. Il y a eu l'accord de l'Amicale laïque, il n'y a pas de problème à ce sujet.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

Pouvez-vous me préciser notamment en termes de superficie, d'aménagement, s'il y a un gain, si c'est un relogement à l'identique, plus étroit, ou s'il y a des avantages que vous pourriez nous développer ?

▪ **Etienne LOURME**

Nous nous posons la question de savoir si l'Amicale laïque était d'accord pour aller à l'ancien local des AVF. Pour ceux qui le connaissent, ce local est plus important en superficie que le local qu'ils ont actuellement. Ils ont été assez satisfaits d'aller là-bas. Comme je vous l'ai dit, il y a un petit espace où ils pourront même sortir. Nous leur avons proposé de clôturer cet espace, si vous voyez où c'est situé. Ils ont dit non dans un premier temps. Il n'y a pas eu d'opposition de leur part pour ce transfert de local.

▪ **Michel SARRAILH**

Un complément d'information. Est-ce une réinstallation pérenne ? Je crois que vous aviez parlé de revoir le secteur Poste plus bâtiment AVF. N'est-ce pas qu'un saut de puce pour une installation sur un autre lieu ?

▪ **Madame le MAIRE**

Oui, c'est du provisoire, mais à l'échelle d'un projet urbanistique ce sont facilement trois ans. Nous verrons après, mais aujourd'hui nous remettons propre ce bâtiment qui est très joli.

▪ **Isabelle CAPELLE-SPECQ**

J'avais encore une question par rapport aux riverains. Il fallait déménager le local du Mix'Ados, ne serait-ce qu'en isolation, en mètres carrés, en accès aux personnes à mobilité réduite, etc. Néanmoins, il avait l'intérêt d'être un peu plus éloigné des riverains. Or, au niveau centre du quartier de la Poste, les

riverains ont-ils été informés, consultés ? C'est toujours le problème. Quand on a 14 ou 15 ans, peut-être que l'on n'est pas toujours extrêmement silencieux si on fait de la musique, etc. Je voulais savoir si les riverains ont été consultés.

▪ **Etienne LOURME**

Disons qu'au point de vue riverains, vous avez le cabinet médical d'un côté, vous avez ensuite une trocante, je crois, de vêtements qui n'est pas très loin, vous avez le château d'eau en fond de parcelle. De l'autre côté effectivement, il y a un résident. Mais d'après ce que m'a dit le Président de l'Amicale laïque, il y a très peu de manifestations en soirée. Il y en a peut-être une, deux ou trois par an, c'est tout. C'est jusqu'à 11 heures, d'après ce qu'il m'a dit. Je ne pense pas qu'il y ait tellement de problèmes à ce sujet. En ce qui concerne le parking, quand il sera réalisé, il y aura aussi un parking prévu pour les deux-roues et l'intérêt aussi est d'agrandir la place de marché qui actuellement n'est pas suffisante et pas assez attractive, pour avoir davantage de marchands.

**Délibération**

Dans le cadre du réaménagement du cœur de ville, la commune de Saint-Orens de Gameville projette d'entreprendre des travaux afin de faciliter le stationnement au centre ville. Pour cela, la commune prévoit de démolir les locaux appelés « club des jeunes » et « salle du petit Lauragais ».

La procédure administrative nécessite de déposer un permis de démolir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'autoriser Madame le Maire à déposer un permis de démolir concernant les bâtiments accueillant le club des jeunes et la salle du petit Lauragais.

**ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

**AUTORISATION DE DEPÔT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME  
POUR LA DEMOLITION DE BATIMENTS PREFABRIQUES RUE DES SPORTS**

Dans le cadre du réaménagement du cœur de ville, la commune de Saint-Orens de Gameville projette d'entreprendre des travaux facilitant le stationnement au centre ville. Pour cela, la commune prévoit de démolir les locaux appelés « Club des jeunes » et « Salle du petit Lauragais ».

La procédure administrative nécessite de déposer un permis de démolir, auprès du service Urbanisme Réglementaire de la commune, avant de réaliser cette démolition et l'aménagement de stationnements.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien approuver la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

S'il n'y a pas de remarque, je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

AUTORISATION DE DEPOT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME POUR LA  
DEMOLITION D'UNE MAISON SITUEE AU 5 RUE DE NAZAN

---

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Cette parcelle, 5 rue de Nazan, appartient à la commune. Nous souhaitons démolir la maison qu'il y a dessus afin de réaliser deux lots qui seront vendus pour la commune, afin de mettre en place des lots pour des particuliers et construire des maisons individuelles. L'autorisation sur table remplace celle qui est dans le document : nous avons ajouté dessus en même temps d'autoriser Mme le Maire à procéder à la réalisation de la division parcellaire, pour faire deux lots séparés.

▪ **Claude MERONO**

M. DEL BORRELLO sait de quoi je vais parler puisque nous en avons déjà parlé. Il y avait là huit ou neuf logements sociaux théoriquement qui étaient prêts à s'engager. Je comprends les riverains mais en même temps, les nécessités de la ville sont de poursuivre la construction de logements sociaux. Là, on va faire deux parcelles, nous allons rester dans le pavillonnaire— petit pavillonnaire certes, mais dans le pavillonnaire. Personnellement, compte tenu de ce qui m'a animé pendant 15 ou 20 ans, à savoir le rattrapage en logements sociaux, je ne pourrai pas voter cette déclaration. Je voterai contre.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Deux éléments de réponse. D'abord, nous nous étions engagés à préserver les secteurs pavillonnaires. En réalisant ces deux lots, nous installerons sur ces parcelles des constructions identiques à celles qui sont à côté. Je pense que cela donne satisfaction à l'ensemble des riverains et c'est ce que nous avons prévu.

Ensuite, je vous rassure pour ce qui est des logements sociaux : nous essayons de rattraper tout ce que vous n'avez pas fait. Puisque nous avons des obligations, nous avons failli être en carence et il est vrai qu'il y avait besoin de ces neuf logements sociaux. Mais je vous rassure : nous allons en faire ailleurs et nous irons au-delà de ce qui était prévu précédemment, pour ne pas nous retrouver, dans trois ans, dans la période triennale, à la limite de la carence, ce qui avait été le cas dernièrement.

▪ **Claude MERONO**

Je me réjouis de savoir que vous allez rattraper ce que je n'ai pas fait et ce que d'autres avant moi n'avaient pas fait. Mais je me pose la question de savoir comment vous allez le faire. On peut le faire en faisant de grosses opérations. Les grosses opérations au bout du compte, 20 ans après ce sont des ghettos. La mixité que nous préconisons, c'est-à-dire le persillage qui est fait à proximité de certains quartiers qui n'ont pas de logements sociaux et qui en auraient quelques-uns, permettait d'atténuer ces difficultés. Je ne suis pas d'accord avec vous, mais alors absolument pas. Nous pourrions discuter sur un tas de choses gentiment, nous pourrions déjeuner, mais là-dessus je ne serai jamais d'accord avec vous.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Malgré tout, pour donner un argument inverse à ce que vous venez de dire : sur la ZAC de Tucard, une ZAC difficile et difficilement attractive pour les promoteurs privés, nous avons été conduits et contraints de faire un certain nombre de bâtiments uniquement en logements sociaux. Nous en avons parlé tout à l'heure pour le permis qui a été fait, attaqué, refait, réattaqué, quelque part par manque de concertation. Justement, cette concentration de logements sociaux appelle des réactions des riverains et nous ne voulons pas cela. Là, nous subissons cette situation, mais à l'avenir vous verrez que nous aurons largement les logements sur lesquels nous sommes obligés de nous engager. Nous avons, dans une période triennale, un certain nombre de logements à respecter : nous avons 161 logements sociaux à faire dans la période 2014-2015-2016. Pour le moment, nous sommes dans les clous, il n'y aura pas de souci par rapport à cela.

▪ **Aude LUMEAU-PRECEPTIS**

Je trouvais difficile le terme que vous aviez utilisé en parlant de « préserver », comme si le fait de mettre des logements sociaux au milieu de logements pavillonnaires était une attaque ou constituait quelque chose d'inadéquat. Je trouve cela dur, je vais vous dire pourquoi. Je suis une des rares autour de la table à être née à Saint-Orens. C'est normal car Saint-Orens est une ville jeune (je ne dis pas cela car vous êtes tous âgés, mais je me permettais la remarque). Je voulais vous dire que j'étais du quartier Catala et quand Catala a été construit dans les années 70, cela a été des chalandonnettes, des accessions à la propriété qui étaient de très faibles apports mensuels à l'achat. Lorsque cette cité (puisque elle s'appelle comme cela, à Saint-Orens on dit « la cité Catala ») a été construite, elle l'a été vraiment en banlieue de la ville de Saint-Orens. Nous séparait de Saint-Orens une station d'épuration. Avant, cela n'était pas construit, il n'y avait pas Leclerc, il n'y avait pas d'activité et nous étions complètement en dehors du village, nous appelions Saint-Orens « le village » et c'est une appellation qui est restée pour certains d'entre nous.

Il est vrai que je considère, c'est mon analyse perso de vie, que Catala s'en est sorti, parce que la population qui y habitait rencontrait parfois des difficultés, mais le lien entre les habitants était extrêmement fort. C'est le service public qui a fédéré la cité Catala, grâce aux écoles, grâce aux installations et à la vie de ce petit quartier. En moindre mesure, j'ai vécu rue des Lauriers. Quand nos prédécesseurs et vos prédécesseurs ont eu les manettes à Saint-Orens en termes de politique, lorsqu'il s'est agi de construire du logement social, cela a toujours été fait en extérieur de la ville, loin de la ville, justement. Quand j'entends le terme, cela fait écho à ce qui a été porté. Je ne partage pas non plus cette vision-là de la ville et je ne trouve pas que des logements sociaux qui resteraient des petits collectifs, amoindrirent un cadre de vie, le salissent ou le polluent. Je suis très attentive au fait que nous arrivions à brasser des gens qui ont effectivement des revenus et des vies différentes. Je trouve que c'est ce qui fait la richesse d'une ville. En tout cas en tant qu'élue politique, c'est ce que je défends et ce que je défendrai toujours à Saint-Orens.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Peut-être que je me suis mal exprimé, vous ne m'avez pas bien compris. Si nous faisons deux parcelles sur la rue de Nazan, ce n'est pas parce que c'étaient des logements sociaux. Il pourrait y avoir dans cette parcelle deux logements sociaux, pourquoi pas ? Ce n'est pas une opposition par rapport au logement social.

Ce sur quoi nous nous étions opposés : ces bâtiments qui étaient faits dans ces quartiers pavillonnaires avaient des R + 1 plus combles, c'est-à-dire avaient un balcon au deuxième étage avec une vision sur les villas d'à côté. Dans le cadre de la modification de l'urbanisme que nous sommes en train de mener, nous ne pourrons plus construire comme cela. Nous construirons en quartiers

pavillonnaires uniquement en R + 1. 7 mètres sous sablière R + 1, et non pas R + 1 plus combles. Ce n'est pas une opposition au logement social.

Pour preuve, ce que disait M. SARRAILH (je l'évoquais en commission d'urbanisme) : au niveau de la Poste dans deux ou trois ans (nous commençons à peine les études là-dessus), nous projetons de faire 20 logements sociaux à cet endroit-là, place de la Poste. Nous n'allons pas les mettre à Catala au-delà des limites de la ville, ou de ce qui est urbanisé. Egalement, sur le projet de la pharmacie comme nous avons 58 avenue de Gameville, nous aurons des logements sociaux dans ce cadre-là. Nous ne sommes pas du tout opposés au logement social, au contraire.

▪ **Anicet KOUNOUGOUS**

Pour apporter aussi des éléments d'information à ce conseil municipal et à la population, je voudrais dire que nous portons une réflexion à Saint-Orens bien sûr, mais au-delà à Toulouse métropole, sur une politique ambitieuse en matière de logement social. Nous travaillons notamment avec Mme le Maire de Colomiers, Karine TRAVAIL-MICHELET, sur un positionnement, de manière à augmenter notamment le pourcentage de logements sociaux dans tous les projets immobiliers. Cette réflexion, nous la menons. Je tenais à dire qu'effectivement, le logement social est une nécessité pour notre commune, pour trouver cette mixité. Nous parlons de bien vivre ensemble mais sachez que nous y travaillons activement. Nous sommes autant que vous (en tout cas je vous donne aussi ma conviction) attachés au logement social sur notre commune.

▪ **Claude MERONO**

Lorsque nous arriverons au débat sur les finances elles-mêmes, nous verrons ce qui coûte cher en matière de fonctionnement sur la ville. Ce qui coûte cher, c'est l'étalement urbain. Il faut réduire cet étalement urbain et construire sur les zones des dents creuses. Mais sur les dents creuses, si nous faisons du logement pavillonnaire (je ne veux parler de ce cas-là car c'est du petit pavillonnaire), nous créerons non pas de la richesse mais de la dépense publique en plus. Il faut faire attention à ce que nous faisons.

Le PLH ne vous oblige pas qu'à faire du logement social. Il vous oblige à faire du logement tout court et dans ce logement tout court, il y a du logement social pour arriver à la limite de 25 %. En faisant 30 % comme la loi nous l'impose (parce que la loi nous l'impose aujourd'hui, à partir d'un certain nombre de mètres carrés, 30 % sont obligatoires), vous ne rattraperez jamais le retard. Nous serons peut-être à 15 ou 16 %, toujours dans cette difficulté-là. Après, nous pouvons prendre nos responsabilités par rapport aux pénalités. Peut-être que cela s'arrêtera un jour, les pénalités, mais je pense qu'il faut que chacun ait la capacité de se loger en fonction de ses moyens.

▪ **Madame le MAIRE**

Marc vous l'a dit, Anicet vous l'a dit : nous sommes complètement solidaires. Ce qui est dommage est que nous présentions ce projet car nous avons hérité de la nécessité de devoir arbitrer face à ces riverains qui se sont érigés, mais comme vous le savez, cela prend du temps. Projetons-nous à deux ans, vous verrez des logements sociaux. Marc a cité deux cas. Nous sommes sur des programmes parfois à 50 % de logements sociaux, d'autres à 100 %, d'autres à 30. Tout cela, nous le regardons harmonieusement avec le souci d'avoir la certitude que les transports en commun sont aux portes de ces lieux dans lesquels nous densifions. Franchement, tout ce que vous dites, nous le partageons.

Il se trouve qu'à cet endroit-là, compte tenu du contexte, de la petite taille du terrain, du quartier, nous avons pensé et nous avons décidé de vous proposer ce projet. Mais tirer de ce que nous vous



proposons comme délibération aujourd'hui (c'est-à-dire de couper un terrain en deux pour mettre de pavillon sur un tout petit terrain rue de Nazan) un enseignement sur notre non-volonté de conduire une politique en matière de logements sociaux, est tellement éloigné de tout ce que nous faisons au quotidien avec Marc et Anicet ! Nous travaillons avec Karine TRAVAIL-MICHELET très régulièrement sur le PLH, je crois qu'il est dommage que vous tiriez ces enseignements. Maintenant, il nous faut du temps pour vous démontrer que ce que nous disons, nous le faisons vraiment.

▪ **Claude MERONO**

Il s'agit d'un petit terrain d'un peu plus de 1 000 mètres carrés, 1 057 mètres carrés, je crois. Ce n'est pas un petit terrain. Au sens peut-être de certains c'est un petit terrain, mais pour moi c'est un grand terrain ; moi je vis sur beaucoup moins. Mais cela me regarde. La question qui va se poser est : vous aurez un juge de paix, en 2016 le juge de paix sera là, c'est le Préfet. Nous verrons si nous aurons rempli nos obligations. C'est en fonction des logements financés. C'est la première partie de la carence. Mais, que l'on soit dans la carence ou pas dans la carence, nous verrons systématiquement le nombre de logements sociaux manquants augmenter quand on construit. Même en produisant 30 % de logements sociaux sur certaines opérations où cela nous est imposé, le nombre de logements sociaux qui seront manquants augmentera, ce qui veut dire que nos pénalités augmenteront, bien sûr. Nous n'y arriverons jamais.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

En complément de ce que nous venons de dire, deux choses, M. MERONO. Accessoirement, sur ce terrain rue de Nazan qui appartient à la commune, la commune l'a payé 160 000 euros, vous aviez projeté de le vendre 80 000 euros à Habitat Toulouse. En faisant deux parcelles comme cela, je pense que la commune pourra vendre ces deux terrains environ 300 000 euros. Ce n'est pas négligeable.

Ensuite, par rapport à la progression du pourcentage de logements sociaux, en 2008, nous étions pratiquement à 13 %. En 2014, nous sommes à 11,76. Malgré les constructions, le taux a baissé. Nous sommes devant cette problématique dont nous héritons. C'est pour cela que je disais tout à l'heure : « Nous essayons de rattraper tout ce que vous n'avez pas fait. » Vous allez voir que nous allons augmenter.

▪ **Etienne LOURME**

Je m'excuse, j'arrive un petit peu tard, c'était simplement pour parler du secteur Catala, pour répondre à Mme LUMEAU-PRECEPTIS. Je pense quand même que M. MERONO s'en souvient aussi : ce quartier, ce secteur n'a pas été abandonné par la ville de Saint-Orens à l'époque puisque nous avons refait entièrement tous les réseaux, les réseaux électriques, les réseaux PTT, nous avons refait la voirie, la municipalité a acheté à l'époque le château de Catala qui n'était pas en ruine mais en très mauvais état. Nous avons refait entièrement ce château, nous avons aménagé le parc, refait de l'éclairage public. Ce quartier n'a pas été abandonné. Actuellement, il y a des gens qui achètent des maisons à Catala pour un prix assez important. Je m'en souviens car moi-même j'ai failli y acheter dans les années 69-70, les maisons se vendaient moins de 15 000 euros. En 69, cela a commencé. Moi-même j'ai failli acheter, cela a commencé en 69. Il n'a pas été abandonné par la commune et par les mandats précédents de M. PLANTADE. Je pense que M. MERONO en est conscient : nous avons fait pas mal de choses pour ce secteur. C'est du passé, c'est vrai, mais je crois qu'actuellement c'est un secteur attractif avec un parc, un château rénové, où il y a une salle, et ainsi de suite.

▪ **Claude MERONO**

Il est vrai que cela n'a pas été abandonné, mais il y a eu surtout la dynamique d'une association qui a beaucoup fédéré. Je crois que c'est cela qui a fédéré un esprit de corps à Catala. Il faut le dire aussi. A Catala, nous sommes les seuls à avoir refusé un financement de la commune sur une malfaçon faite par le promoteur. Il faut se le rappeler aussi et nous l'avons payé car nous avons perdu le procès par la suite, nous l'avons payé en définitive. Les gens de Catala ont été responsables aussi, mais l'association nous a beaucoup aidés et le procès qui avait eu lieu avec le promoteur nous a aussi beaucoup aidés puisqu'il y avait 8 millions de francs qui avaient été versés à cette époque-là. Ils avaient été condamnés sur 8 millions de francs. L'histoire, je la connais. Je l'ai vécue et je m'en suis occupé. Mais demain, nous nous verrons.

▪ **Aude LUMEAU-PRECEPTIS**

M. LOURME, je souscris à ce que vous dites pour la bonne et simple raison que je n'ai jamais parlé d'abandon. Je ne parle pas de cela. Je parle du fait que quand les quartiers sont excentrés et construits en périphérie des petites communes, cela n'a pas, quand on y vit, la même facilité dans le déplacement et dans l'infrastructure, que quand on est logé sur le village en lui-même. Il est évident que pour des causes géographiques et architecturales propres au lieu sur lequel avait été érigé ce quartier, les gens de Catala et les jeunes dont j'ai fait partie, puisque je suis née en 73, n'avaient pas accès aux mêmes choses et n'avaient pas les mêmes possibilités de déplacement, mais pas dû simplement à votre ancienne équipe. Je sais bien que ce n'est pas vous qui avez dirigé la SEMVAT et les horaires de bus 78 qui passaient une fois toutes les heures et demie pour aller au lycée. Je ne parle pas de cela.

Dans le cadre des constructions, notamment des logements sociaux, je prenais pour exemple le quartier Catala et la rue des Lauriers et je disais que quand on construit en périphérie, c'est compliqué. Je préfère, moi, que nous étudions (M. DEL BORRELLO et Mme le Maire abondent dans ce même sens) les possibilités où les choses ne sont pas désenclavées mais plutôt imbriquées en tout esthétisme et en toute logique, pour que les populations se mélangent. Oui, je revendique cela. Je n'ai pas parlé d'abandon.

▪ **Etienne LOURME**

Simplement, il faut dire que ces chalandonnettes, comme vous l'avez bien dit tout à l'heure, c'était plutôt la commune de Toulouse qui avait implanté ces habitations à cet endroit-là, avec l'accord de la municipalité de Saint-Orens.

▪ **Aude LUMEAU-PRECEPTIS**

*(Intervention hors micro)*

▪ **Etienne LOURME**

Je suis tout à fait d'accord avec vous.

▪ **Aude LUMEAU-PRECEPTIS**

*(Intervention hors micro)* pour la nouvelle clinique. Elles étaient prévues au niveau de Quint-Fonsegrives et elles ont été déplacées au dernier moment. Je le sais puisque notre ancienne équipe avait, sur notre demande, demandé à M. le Président d'alors, M. COHEN, de geler le démarrage de la construction, ce qui a pu être fait et réitéré quatre années de suite. Sauf qu'à un moment donné, nous avons perdu et qu'il a bien fallu ériger ces immeubles qui nous ont causé beaucoup de tort pendant la

campagne.

▪ **François UBEDA**

Je voulais aussi souligner la volonté de l'équipe de M. COHEN de densifier massivement les quartiers, notamment la politique des Mûriers : vous avez densifié les Mûriers. Ces immeubles-là font partie de cette densification. Il faut savoir que dans la zone Malepère, il y avait à peu près, je crois, 30 000 logements de prévus. Le changement de Maire à Toulouse nous a permis de les descendre de moitié, me semble-t-il.

**Délibération**

La commune de Saint-Orens de Gameville souhaite vendre la parcelle située au 5 rue de Nazan en deux lots séparés. Pour cela, la commune doit démolir la construction existante et procéder à une division parcellaire.

La procédure administrative nécessite de déposer au préalable une demande de permis de démolir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'autoriser Madame le Maire à déposer une demande de permis de démolir concernant la maison située au 5 rue de Nazan.

**ARTICLE 2**

D'autoriser Madame le Maire à procéder à toutes les opérations nécessaires à la division parcellaire du terrain situé au 5 rue de Nazan à l'effet de le vendre en 2 lots séparés.

**ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

AUTORISATION DE DEPÔT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME  
POUR LA DEMOLITION D'UNE MAISON SITUEE  
AU 5 RUE DE NAZAN

La commune de Saint-Orens de Gameville souhaite vendre la parcelle située au 5 rue de Nazan en deux lots séparés. Pour cela, la commune doit démolir la construction existante.

La procédure administrative nécessite de déposer une demande de permis de démolir auprès du service Urbanisme Réglementaire de la commune, avant de réaliser cette démolition.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien approuver la délibération ci-après.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter cette autorisation de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme pour la démolition d'une maison située au 5 rue de Nazan. Qui est contre ? 5 (Mmes SAUMIER, LUMEAU-PRECEPTIS et CAPELLE-SPECQ et MM. MERONO et MOREAU). Qui s'abstient ? 1 (M. SARRAILH). Elle est adoptée à la majorité, je vous remercie.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CENTRE REGIONAL DES LETTRES MIDI-PYRENEES ET LA COMMUNE DE SAINT-ORENS POUR LA MANIFESTATION CHEMIN FAISANT

---

▪ **David ANDRIEU**

La manifestation Chemin Faisant se déroulera dans la région Midi-Pyrénées du 7 au 11 avril 2015. Dans le cadre de sa politique culturelle et de son engagement en tant qu'établissement associé du plan régional de conservation partagée des fonds jeunesse, et de la continuité des cafés littéraires proposés par la bibliothèque municipale, la commune de Saint-Orens souhaite s'associer à cette manifestation. Il est ainsi proposé d'organiser une rencontre avec Francine BOUCHET, Directrice des éditions La Joie de lire, qui est basée en Suisse, à la bibliothèque municipale le mercredi 8 avril – rencontre qui sera animée par le médiateur Brice TORRECILLAS.

Il vous est proposé d'approuver la convention ci-jointe qui organise les modalités du partenariat avec le CRL Midi-Pyrénées pour cette manifestation. Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après. Merci.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci. Pas de remarque ?

**Délibération**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,  
Vu le projet de convention de partenariat avec le Centre Régional des Lettres Midi-Pyrénées

Considérant que *Chemin faisant*, évènement culturel et action de valorisation du plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse, se déroulera dans la Région Midi-Pyrénées du 7 au 11 avril 2015 et que, dans le cadre de sa politique culturelle et de son engagement en tant qu'établissement associé du plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse, la commune de Saint-Orens de Gameville souhaite s'associer à cette manifestation.

En partenariat avec le Centre Régional des Lettres Midi-Pyrénées, il est proposé d'organiser une rencontre avec Francine Bouchet, directrice des éditions La joie de Lire (Suisse) à la Bibliothèque municipale le mercredi 8 avril, rencontre qui sera animée par un médiateur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

## **ARTICLE 1**

D'approuver la convention de partenariat avec le Centre Régional des Lettres Midi-Pyrénées jointe en annexe. La convention organise les modalités du partenariat relatif à cette manifestation.

## **ARTICLE 2**

D'autoriser Madame le Maire à signer la convention de partenariat et plus largement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE REGIONAL DES LETTRES MIDI-PYRENEES DURANT LA MANIFESTATION CHEMIN FAISANT**

La manifestation *Chemin faisant* se déroulera, dans la Région Midi-Pyrénées, du 7 au 11 avril 2015.

Dans le cadre de sa politique culturelle, de son engagement en tant qu'établissement associé du plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse et dans la continuité des cafés littéraires proposés par la Bibliothèque municipale, la commune de Saint-Orens de Gameville souhaite s'associer à cette manifestation.

Il est ainsi proposé d'organiser une rencontre avec Francine Bouchet, directrice des éditions La joie de Lire (Suisse) à la Bibliothèque municipale le mercredi 8 avril, rencontre qui sera animée par un médiateur.

Il vous est proposé d'approuver la convention ci-jointe qui organise les modalités du partenariat avec le Centre Régional des Lettres Midi-Pyrénées, pour cette manifestation.

Si tel est votre avis, vous voudrez bien adopter la délibération ci-après.

### **CONVENTION DE PARTENARIAT**



Plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse  
Action régionale de valorisation – **Année 2015**

***Chemin faisant***  
**Auteurs-illustrateurs en tournée en Midi-Pyrénées du 7 au 11 avril 2015**

Et

Commune de Saint-Orens de Gameville  
46, av. de Gameville– 31650 Saint-Orens de Gameville  
Téléphone : 05 61 39 00 00

N° de SIRET : 213.105.067.000.10

APE : 751 A

N° licence d'entrepreneur de spectacle : 2-1078608 et n° 3-1078609

Représentée par Dominique Faure en qualité de Maire en exercice, dûment habilitée à signer les présentes par délibération en date du 24 février 2015,

### **Cadre général : Action de valorisation du plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse**

La volonté de sauvegarder un patrimoine et de la faire (re)découvrir, le souhait d'offrir aux publics un accès facilité à des collections complètes et localisées, sont parmi les éléments qui ont conduit les bibliothèques de Midi-Pyrénées à s'impliquer dans le plan régional de conservation partagée des fonds jeunesse piloté par le CRL depuis 2004.

Mieux faire connaître ces collections aux publics, croiser patrimoine et création contemporaine sont les objectifs des actions régionales annuelles de valorisation conçues et réalisées par le CRL en partenariat avec des médiathèques de Midi-Pyrénées.

Le principe repose sur l'accueil d'auteurs-illustrateurs, inscrits dans le plan régional de conservation, invités à participer à des rencontres organisées par plusieurs bibliothèques de Midi-Pyrénées en lien avec des lieux culturels, des établissements du milieu scolaire, du milieu pénitentiaire, du milieu hospitalier, du secteur médico-social, du secteur socio-culturel.

### **Objet de l'accord**

Le présent accord a pour objet de fixer les engagements respectifs des partenaires dans cette action de coopération régionale.

### **Engagement du Centre Régional des Lettres Midi-Pyrénées**

Le CRL s'engage à :

- prendre contact avec les auteurs-illustrateurs pour leur présenter le cadre général de l'action et les inviter à y participer
- prendre en charge les frais de déplacement aller-retour des auteurs-illustrateurs de leur domicile à Toulouse et le cas échéant repas et hôtel à Toulouse
- concevoir, imprimer et diffuser les éléments de communication générale sur cette action régionale.

En 2015, le CRL prend en charge

- les frais de déplacement d'Albertine, de Germano Zullo, de Francine Bouchet ainsi que de deux autres auteurs des éditions La joie de Lire (Suisse)
- les repas et hébergements de certains auteurs invités.
- les lectures lors de la soirée inaugurale.
- les rémunérations de plusieurs invités.

## Engagement des bibliothèques partenaires

Les bibliothèques partenaires de cette action régionale s'engagent à :

- communiquer au CRL le détail de leur projet avec le ou les auteurs invités, l'action devant être inscrite dans la politique d'animation de l'établissement et dans le cadre de partenariat (milieu scolaire, établissements spécialisés, centres de loisirs, librairies, lieux culturels, etc.)
- prendre en charge le déplacement aller-retour de l'auteur-illustrateur de Toulouse à son lieu d'intervention ainsi que ses repas et son hébergement
- prendre en charge le coût de l'intervention de l'auteur-illustrateur sur la base des tarifs de La Charte des auteurs et des illustrateurs Jeunesse (**Le CRL rémunère directement l'auteur et refacture à la bibliothèque concernée**)
- réaliser les documents de communication spécifiques en complément de l'information générale mise à disposition par le CRL.

En 2015, la commune de Saint-Orens de Gameville accueille Francine Bouchet à la Bibliothèque municipale pour une intervention le mercredi 8 avril matin

Elle prend en charge les frais suivants :

- le trajet aller- retour de Francine Bouchet (Toulouse/ Saint-Orens)
- le repas de midi de Francine Bouchet
- la rémunération du modérateur
- l'hébergement de Francine Bouchet pour la nuit de mercredi 8 au jeudi 9 avril. Le CRL paie l'hôtel et refacture à la commune de Saint-Orens de Gameville sur la base de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles.

Cet accord de partenariat est conclu pour l'opération « Chemin faisant » qui se déroulera du 7 au 11 avril 2015

### ▪ **Madame le MAIRE**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

## PROJET D'AMENAGEMENT D'UNE CASERNE DE GENDARMERIE

---

### ▪ **Marc DEL BORRELLO**

Le 16 décembre en Conseil Municipal, nous avons approuvé le principe du déménagement de la gendarmerie sur la zone du Tucard, en face de la clinique. Cette délibération aujourd'hui pour vous dire que nous avons avancé sur le projet : nous avons décidé de le confier à un maître d'ouvrage privé, la gendarmerie se situera sur la parcelle cadastrée BC numéro 64 dans le quartier de l'Orée du bois, dans la troisième tranche du Tucard, sur un terrain d'une emprise entre 6 400 et 7 100 mètres carrés, en fonction de l'urbanisme que nous donnerons à ce projet. Nous vous proposons d'approuver cette localisation et les modalités de montage avec un opérateur privé.

### ▪ **Jean-Pierre GODFROY**

Nous sommes bien d'accord : il s'agit du déménagement complet de la gendarmerie avec bureaux, garages et les 22 logements ? La gendarmerie ne se situera plus à son emplacement actuel ?

▪ **Madame le MAIRE**

Absolument.

▪ **Michel SARRAILH**

J'ai une question par rapport au terrain réservé pour la gendarmerie. Il me paraît déborder sur le projet de parc urbain, et cela me gêne pas mal parce qu'il était prévu d'assurer des continuités écologiques s'appuyant sur le bois de Tachou, j'ai l'impression que cette continuité se réduit comme peau de chagrin.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Cette parcelle numérotée BC64 fait 15 000 mètres carrés. C'est dans ces 15 000 mètres carrés qu'il y aura cette gendarmerie, ce ne sera pas sur la zone naturelle. Cette parcelle était dédiée à des équipements publics, dont une école à l'époque. C'est dans cette zone-là que sera localisée la gendarmerie, mais cela ne sera pas sur la zone verte, bien sûr.

▪ **Jean-Pierre GODFROY**

Il me semble qu'il y avait un emplacement réservé le long de la RD2 depuis le domaine de Gameville jusqu'à la clinique, destiné à la TCSP –étant entendu que la TCSP n'est pas nécessairement le tramway (cela peut être bus, Linéo, etc). Je voudrais savoir si cet emplacement réservé est maintenu.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Dans le cadre de Tucard c'est ce que l'on appelle le « mail », c'est la zone AUAN qui était à l'époque réservée pour un transport en site propre. Je me souviens que M. MERONO un jour était arrivé tout content en nous disant qu'il verrait le tramway de son vivant. Je crois que même nos petits-enfants ne le verront pas.

▪ **Claude MERONO**

On me prête des propos que je n'ai jamais eus. Dans l'ambiguïté de la présentation, on parle de caserne. L'opérateur privé qui vient fait-il l'ensemble, c'est-à-dire logements et gendarmerie, ou fait-il l'un ou l'autre ? Si c'est un privé, a-t-il la capacité de faire en sorte que ces logements soient pris pour des logements sociaux ?

▪ **Marc DEL BORRELLO**

L'opérateur sera un bailleur social qui construira les logements et la caserne. C'est un investissement, y compris l'acquisition du terrain, d'environ 5 millions d'euros, étant entendu que nous avons choisi cet emplacement, mais l'opérateur achètera le terrain à OPPIDEA qui est propriétaire de ce terrain aujourd'hui.

▪ **Madame le MAIRE**

Ya-t-il d'autres remarques ?



▪ **Michel SARRAILH**

C'est un bailleur social qui construira la gendarmerie. Ces logements entreront-ils dans le décompte ?

▪ **Madame le MAIRE**

Nous allons vérifier. Voilà pour le projet de gendarmerie.

**Délibération**

Considérant le projet d'aménagement d'une caserne de gendarmerie de 22 logements sur la commune de Saint-Orens de Gameville, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2014 ;

Considérant qu'il convient d'en arrêter la localisation ainsi que la nature juridique de la maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1211-1 et L. 1212-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 1311-9 à L. 1311-12 et L. 2241-1.

Après avoir examiné le projet et en avoir délibéré,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la localisation du projet d'aménagement d'une caserne de gendarmerie de 22 logements sur une partie de la parcelle cadastrée section BC n° 64 située dans le quartier de l'Orée du Bois de la ZAC de Tucard.

**ARTICLE 2**

D'approuver la nature juridique du montage de l'opération sous la forme d'une maîtrise d'ouvrage privée par un opérateur ultérieurement désigné.

**ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

▪ **Madame le MAIRE**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

ACQUISITION PAR LA COMMUNE D'UN LOCAL COMMERCIAL SITUE 2 RUE DES MURIERS A SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

---

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Cette délibération, nous l'avons mise aux deux derniers conseils municipaux, dans l'ordre du jour, mais nous n'avons pas pu la voter puisque nous n'avons pas eu la réponse des domaines sur le

montant. Il s'agit d'un local commercial en pied d'immeuble 2 rue des Mûriers. C'est un des deux bâtiments qui ont été construits par Patrimoine Languedocienne, dont le local fait, je crois, 116 mètres carrés et le prix négocié est de 220 000 euros hors taxes. Les domaines ont donné leur accord : vous avez la lettre des domaines jointe à la délibération. Ils ont donné leur accord sur le montant. Il est proposé dans la délibération de donner mandat à M. MASSA comme signataire de l'acte authentique, sachant que nous ne prendrons pas attache chez un notaire pour cette acquisition qui sera donc une forme administrative.

▪ **Claude MERONO**

L'intitulé précise bien qu'il s'agit d'un local commercial, une destination précise. Je vous rappelle que le Code de l'urbanisme, depuis peu, détermine cette destination. Ne pas faire cette destination est faire un détournement de destination. Cela dit, si les commerçants ne se plaignent pas à proximité, il n'y a pas de souci, mais si un commerçant venait à déposer un recours, cela pourrait amener quelques difficultés car une zone commerciale est faite pour faire du commerce, elle n'est pas faite pour faire autre chose. Aujourd'hui, c'est ainsi. Je ne sais pas pour l'administratif mais pour moi, une zone commerciale est une zone commerciale.

▪ **Etienne LOURME**

Je pense que la précédente municipalité a acheté le rez-de-chaussée du Patrimoine, c'est-à-dire de l'immeuble qui est juste à côté, pour faire le centre social d'animation. C'est un peu le même cas.

▪ **Claude MERONO**

Ce n'est pas tout à fait le même cas : à l'époque, les textes ne le précisait pas, aujourd'hui ils le précisent. La différence est là.

▪ **Madame le MAIRE**

Avant de décider d'en faire un lieu pour accueillir la direction du développement durable, imaginez-vous que nous nous sommes renseignés pour savoir s'il y avait des besoins, des attentes des commerçants qui souhaitaient s'installer là. Colette CROUZEILLES pourrait en dire quelques mots. Aujourd'hui, nous n'avons aucune demande d'installation à cet endroit-là. Bien sûr cela fait 10 mois, mais nous nous sommes vraiment assurés de ce qu'il n'y avait pas de besoin ni d'attente. Nous avons rencontré tous les commerçants du quartier avant de décider d'en faire quelque chose. J'espère que vous nous ferez le plaisir, quand le personnel municipal sera installé, de venir visiter, mais d'en faire un lieu où le guichet unique cohésion sociale qui intégrera toute l'action sociale de la commune, sera réuni entre ces trois rez-de-chaussée de bâtiment.

Je pense que le projet est très vertueux, a du sens pour les agents, pour la population, et que les commerçants ne sont pas lésés car manifestement ils n'étaient pas en demande. Mais votre remarque a du sens : il est vrai que c'était un local commercial.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Juste pour préciser à M. MERONO qui était à la manœuvre il n'y a pas très longtemps : pour changer la destination d'un local, il suffit d'une décision d'urbanisme. Il suffit que nous le décidions pour changer d'affectation.

▪ **Claude MERONO**

Je vous rappelle que le Code de l'urbanisme, depuis quelques mois, prévoit le détournement de destination. Il n'est pas question de sanction aujourd'hui puisqu'il n'y a pas eu de recours officiellement, il n'y a pas de jurisprudence qui s'exerce. Ne faisons pas les frais d'une jurisprudence nous-mêmes. Mais dans la mesure où les commerçants à proximité ne relèveront pas l'anomalie... Tout à fait, mais ce n'est pas ce que disent les domaines. Ils disent que c'est un peu plus haut que la moyenne.

▪ **Madame le MAIRE**

Merci, M. MERONO.

▪ **Anicet KOUNOUGOUS**

C'était juste pour préciser que ce local sera bien affecté à la direction du développement durable pour y accueillir du public (et des services bien sûr, mais aussi du public). Cette affectation entre parfaitement dans notre objectif d'accueillir du public au sein d'un guichet unique.

**Délibération**

Considérant le projet d'aménagement d'une caserne de gendarmerie de 22 logements sur la commune de Saint-Orens de Gameville, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2014 ;

Considérant qu'il convient d'en arrêter la localisation ainsi que la nature juridique de la maîtrise d'ouvrage.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1211-1 et L. 1212-1, Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 1311-9 à L. 1311-12 et L. 2241-1.

Après avoir examiné le projet et en avoir délibéré,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la localisation du projet d'aménagement d'une caserne de gendarmerie de 22 logements sur une partie de la parcelle cadastrée section BC n° 64 située dans le quartier de l'Orée du Bois de la ZAC de Tucard.

**ARTICLE 2**

D'approuver la nature juridique du montage de l'opération sous la forme d'une maîtrise d'ouvrage privée par un opérateur ultérieurement désigné.

**ARTICLE 3**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

▪ **Madame le MAIRE**

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

C'est le prolongement aussi d'une délibération que nous avons prise précédemment. Dans le cadre de l'aménagement de ce terrain au 58 avenue de Gameville, c'est un terrain qui est porté par l'établissement public foncier, qui a acquis ce terrain en mai 2012 pour une valeur de 420 000 euros. Le projet aujourd'hui de cession dont le prix a été fixé à 500 000 euros, a été approuvé dans la délibération du 16 décembre. Dans le cadre de la poursuite et de la mise en œuvre de ce projet, la commune a souhaité désigner la société Procivis, représentée par M. PELISSIER Michel, comme acquéreur et maître d'ouvrage du programme de travaux arrêté.

Je rappelle quand même que le projet envisagé sera couplé avec le terrain de la pharmacie actuelle. Un programme immobilier va se faire sur les deux terrains avec un rez-de-chaussée de cet immeuble, la pharmacie et un groupe médical, et en étage entre 22 et 25 logements, je crois, dont 30 % de logements sociaux. 21 places de parking en aérien devant, mais à l'intérieur au total il y a une cinquantaine de parkings puisqu'il y a deux parkings par logement en accession libre et un parking par logement social.

**Délibération**

Considérant que dans le cadre d'un nouveau projet d'urbanisme en centre-ville, la commune souhaite que soit cédé à un opérateur l'aménagement de l'ensemble immobilier situé au 58 Avenue de Gameville, cadastré section BE 7 et par conséquent, mettre fin à la convention de portage conclue avec l'Etablissement Public Foncier Local du Grand Toulouse (EPFL).

Le projet de cession de ce bien, dont le prix de vente a été fixé à 500 000 €, a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2014.

Il convient donc de désigner l'acquéreur et Maître d'ouvrage qui assurera la mise en œuvre du programme d'aménagement arrêté par la Commune.

Vu l'avis émis par France Domaines en date du 21 janvier 2015

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la désignation de la société PROCIVIS, représentée par M. PELISSIER Michel comme acquéreur du bien immobilier situé 58 Avenue de Gameville, référencé au cadastre sous le n° BE 7 pour un prix de 500 000€ hors taxe.

**ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

▪ **Madame le MAIRE**

S'il n'y a pas de commentaire, je vous propose de voter cette cession. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Merci. Il s'agit d'un ensemble immobilier, un terrain avec une maison d'habitation. Nous avons été saisis par une déclaration d'intention d'aliéner, une DIA relative à la vente de cet ensemble immobilier, pour un montant de 245 000 euros dont 10 000 euros de frais d'agence. Sur ce terrain, il y a une maison d'habitation de plain-pied, et le terrain fait 543 mètres carrés. Au vu de la situation de cette parcelle et de l'intérêt qu'elle représente, la commune a demandé à Toulouse métropole de lui déléguer le droit de préemption urbain afin de poursuivre l'acquisition de ce bien, et de constituer une réserve foncière. Cette acquisition a pour vocation la réalisation d'un parking public à proximité immédiate de la première tranche de la ZAC de Tucard, des Mûriers. A ce titre, la commune a mandaté l'établissement public foncier, l'EPFL, pour préempter cet ensemble immobilier le 12 janvier 2015. Ce dernier en assure aujourd'hui le portage pour une durée de sept ans et non pas cinq ans comme sur le document qui est joint à la convocation. Il y a une coquille : ce n'est pas cinq ans, ce sont sept ans.

▪ **Claude MERONO**

Puisque cela va être pris en charge par l'établissement public foncier, le droit de tirage que nous avons avec eux aujourd'hui est de combien ? Combien avons-nous en cours ?

▪ **Madame le MAIRE**

Je ne l'ai pas calculé ni le Directeur, car nous avons de la marge. Nous récupérons le terrain du 58 avenue de Gameville. Il y a un certain nombre d'autres acquisitions que nous allons sortir de l'EPFL. Nous sommes en deçà de notre seuil. Pas de droit de tirage pour acheter ce terrain. Il va passer en conseil d'administration de l'EPFL du mois de mars.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

En complément, l'enveloppe était de 2 300 000 euros, aujourd'hui nous sommes en dessous de 2 millions d'euros. Comme dit Mme le Maire, nous allons nous désengager sur le 58 avenue de Gameville et nous allons nous désengager aussi prochainement sur le terrain Plantes qui est en face de la clinique. Ce sera pour la fin de l'année.

▪ **Michel SARRAILH**

Je m'interroge sur cette acquisition, vu sa destination. Nous partons d'un présumé qu'il manque des places de parking à Saint-Orens. Or, il n'y a jamais eu d'étude pour étudier le besoin, savoir quelles sont les solutions les moins onéreuses pour la collectivité. Nous sommes sur un achat de terrain en hors taxes de 250 000 euros, frais de démolition, réaménagement en parking, etc., peut-être une vingtaine de places de parking à peu près. Nous nous retrouvons à plus de 20 000 euros la place de parking. N'y a-t-il pas des solutions moins onéreuses ?

Question : a-t-on étudié le stationnement zone bleue, la possibilité de faire du marquage de places de parking sur la voirie ? Cela permet, nous le voyons sur certaines voiries qui ont ainsi été aménagées, de sécuriser un peu la circulation dans ce domaine, de réduire la vitesse. Vraiment, je m'étonne beaucoup sur cette question, notamment du coût. Là aussi nous sommes sur des problèmes de réaffectation de locaux. Vous avez transformé la Maison des solidarités en Maison des associations

sans que cela augmente les coûts. En revanche, la destination est différente, des besoins de stationnement peuvent se poser. Là aussi, il faut choisir des implantations de locaux s'il y a une fréquentation importante où le voisinage puisse permettre le stationnement, mais nous nous retrouvons quand même avec des coûts qui grèvent fortement le budget.

▪ **Etienne LOURME**

Il se trouve que sur ce quartier des Mûriers, il a été construit neuf bâtiments, sur une superficie assez réduite si nous comparons avec l'Orée du bois où il y a à peu près neuf ou dix bâtiments. Il y a 300 parkings aériens à l'Orée du bois. Pour le quartier des Mûriers avec neuf immeubles, il y a 30 places de parking aérien – je ne parle pas des parkings en souterrain. Je veux dire par là qu'actuellement, il y a une grosse différence. Il y a beaucoup de personnes qui louent, et qui ne louent pas de parking pour avoir un loyer moindre. Ces gens-là se garent dans la rue et actuellement ils ne peuvent pas se garer.

Tout à l'heure, vous avez dit qu'il y avait peut-être d'autres solutions. Dans le mail qui a été fait, c'est là uniquement qu'il y a des parkings parce que dans la rue Rosa-Parks il n'y a pas de parking, il y en a peut-être quatre ou cinq sur une rue en sens unique qui fait 3 mètres de largeur, il n'y a pas d'autre possibilité. Je pense que c'est quand même assez opportun de créer une vingtaine de places de parking de plus car il va y avoir, en plus des habitants, tous ces services qui vont être concentrés à cet endroit-là. Après, le coût peut-être, mais je ne vois pas d'autres moyens de créer des parkings.

▪ **Marc DEL BORRELLO**

Juste pour ne pas laisser dire des chiffres qui ne sont pas tout à fait exacts : d'abord, le nombre de parkings sera environ de 25 et le prix de revient du parking sera environ de 12 000 euros, et non pas 20 000.

**Délibération**

En date du 13 novembre 2014, la commune a été destinataire d'une déclaration d'intention d'aliéner relative à la vente d'un ensemble immobilier situé 1 Rue de Soye, à Saint-Orens et référencé au cadastre sous le n° BI 86, pour un montant de 245 000 € dont 10 000 € de frais d'agence.

Cet ensemble se compose d'une maison d'habitation de plain-pied implantée sur un terrain d'une superficie de 543 m<sup>2</sup>.

Compte tenu de la situation de cette parcelle et de l'intérêt qu'elle présente, la commune a demandé à la Toulouse Métropole de lui déléguer le droit de préemption urbain afin de poursuivre l'acquisition de ce bien et constituer une réserve foncière.

Cette acquisition, qui a pour vocation la réalisation d'un parking public à proximité immédiate de la première tranche de la ZAC communautaire de Tucard, représente un enjeu fort pour la Ville en réponse à la problématique liée au stationnement dans ce secteur.

A ce titre, la commune a mandaté l'Etablissement Public Foncier Local du Grand Toulouse (EPFL) qui a préempté cet ensemble immobilier le 12 janvier 2015.

Ce dernier en assure aujourd'hui le portage pour une durée de 7 ans.

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 1211-1 et L. 1212-1,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1311-9 à L. 1311-12 et L. 2241-1,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner enregistrée en mairie sous le n°31.506.14.00111 reçue le 13 novembre 2014, adressée par la SCP SALES BAYLE, notaires à CASTANET TOLOSAN, en vue de la cession moyennant le prix de 245 000€ dont 10 000 € de frais d'agence, d'un ensemble immobilier cadastré BI 86, d'une superficie de 543m², situé 1 Rue de Soye et appartenant à M. SOLE et Mme CAZOTTES,

Le Conseil Municipal, après avoir examiné le projet et en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

D'acquérir l'ensemble immobilier situé 1 rue de Soye à Saint-Orens de Gameville pour un montant de 245 000 € HT dont 10 000 € de frais d'agence.

### **ARTICLE 2**

De charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **▪ Madame le MAIRE**

Nous vous proposons de voter cette acquisition au 1 rue de Soye. Qui est contre ? Deux voix contre (Mme CAPELLE-SPECQ et M. SARRAILH). Qui s'abstient ? Elle est adoptée à la majorité, je vous remercie.

Avant de conclure ce Conseil Municipal, j'ai une information au Conseil Municipal, sur la procédure de décharge de fonction de notre Directeur général des services. L'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale, prévoit la possibilité de mettre fin aux fonctions des agents occupant un emploi fonctionnel, et fixe la procédure à mettre en œuvre. La fin du détachement doit en particulier être précédée d'une information du Conseil Municipal et elle ne peut prendre effet qu'à partir du premier jour du troisième mois suivant cette information, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> mai 2015. Dans le respect de ces dispositions et des garanties prévues par le statut de la fonction publique territoriale, je vous informe que nous avons décidé de mettre fin, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015, au détachement de M. Damien COTE sur l'emploi fonctionnel de Directeur général des services de la ville. C'est une information.

#### **▪ Claude MERONO**

Nous apprenons la nouvelle à l'instant même. Cela veut-il dire que M. COTE nous quitte, ou cela veut-il dire qu'il va sur un autre poste ?

#### **▪ Madame le MAIRE**

Cela veut dire que M. COTE nous quitte pour aller sur un autre poste, pas sur la commune. Cela veut dire que M. COTE nous quitte.

#### **▪ Claude MERONO**

Nous sommes étonnés, mais c'est son droit de partir s'il veut partir, s'il a un autre poste ailleurs. Nous lui disons que nous le regrettons, personnellement je le regrette— même si quelquefois nous avons eu quelques tensions ensemble puisque M. COTE a du caractère et d'autres en avaient aussi. Je prends acte mais j'avoue que je le regretterai.

▪ **Madame le MAIRE**

Nous n'avons pas eu de tensions depuis 10 mois et nous avons eu plaisir à fonctionner avec M. COTE. C'est une information qui se doit d'être communiquée au conseil municipal.

▪ **Michel SARRAILH**

Je désire faire une intervention suite à un courrier que j'ai reçu de la part de Mme LASSUS-PIGAT. J'avais été amené à distribuer des flyers sur le marché pour une association, et il m'a été signifié par le fonctionnaire en charge des marchés que cela était interdit. Mme LASSUS-PIGAT a confirmé cette décision. Or, il y a un règlement des marchés qui ne spécifie pas cette interdiction. Mme LASSUS-PIGAT m'a informé qu'un nouveau règlement était en cours et qu'il y avait une demande des commerçants parce qu'il y aurait une gêne. Je n'ai pas constaté personnellement de gêne à ce niveau-là, mais j'ai eu interdiction de distribuer.

Je considère qu'il y a à ce niveau-là un abus d'autorité. Mme LASSUS-PIGAT, dans son courrier, m'a indiqué qu'il y avait un règlement national mais qui ne peut que servir de modèle, pour justement préciser ce point. Le règlement actuel n'interdisait pas la distribution. Peut-être qu'il sera amené dans son évolution, une fois que le conseil l'aura adopté les choses seront claires. Je ne vais pas aller devant le tribunal administratif sur ce point-là (cela peut sembler un peu dérisoire), mais je voulais le faire remarquer car c'est un peu le côté sérieux des élus vis-à-vis des fonctionnaires : ils doivent s'assurer que la réglementation est bien exacte.

▪ **Madame le MAIRE**

Josy.

▪ **Josiane LASSUS-PIGAT**

Effectivement, il y a eu une confusion dans l'interprétation de ce que l'on nous a remonté comme information. J'étais sûre de moi quand je vous ai dit qu'à juste titre c'était bien prévu dans le règlement qui était depuis 2002 en place, et c'est ce qui sera précisé dans le prochain règlement qui va sortir sous peu. Nous nous sommes appuyés sur ce type d'information qui à la sortie n'était concerné que par le règlement national des marchés. Il y a eu une petite confusion que nous allons régulariser, tout simplement.

▪ **Michel SARRAILH**

J'ose croire que durant la campagne des élections départementales, nous pourrions distribuer sur le marché de plein-vent, naturellement en évitant de gêner les commerçants, et qu'ils puissent poursuivre leur activité normalement.

▪ **Josiane LASSUS-PIGAT**

Pour votre information, nous avons commencé certaines distributions de flyers, mais pas sur le marché, essentiellement à l'extérieur des deux entrées du marché, et nous nous y sommes contraints nous-mêmes avec bonne volonté déjà depuis deux samedis. Nous ne distribuerons absolument pas sur le marché mais à l'extérieur du marché, comme c'est prévu dans le projet de règlement.



▪ **Madame le MAIRE**

Comme nous l'avons fait pour les municipales d'ailleurs. Vous pouvez échanger, marcher, aller, venir, mais les distributions se sont toujours faites avec les différentes équipes à l'extérieur, à l'entrée.

▪ **Claude MERONO**

J'ai du mal à comprendre. On nous indique que c'est quelque chose que l'on avait cru voir en 2002 mais qui n'y était pas, c'était un texte national qui pouvait le dire, mais pas le texte local. On se base sur un texte qui en fait n'existe pas, on n'a rien créé depuis, mais on nous dit que c'est interdit. Il faudra qu'il y ait une décision qui arrive à un certain moment, si on le fait. Il faudra l'assumer complètement. Il faudra dire : « On ne veut plus de militants politiques ou de militants associatifs sur le marché, on n'en veut plus. » Il faudra le dire. Là, tout le monde pourra parler. Nous pourrions parler, d'autres pourront parler à l'extérieur. Nous irons voir la presse. Je sais que cela se fait à Castanet, je sais que ce sont des habitudes dans votre groupe. Nous le savons. Il y a un minimum de liberté à avoir. Nous sommes tous des gens responsables, nous savons que nous n'allons pas faire des attroupements pour embêter les commerçants, pour les empêcher de travailler. Nous le savons. Il faut que ce soit fait avec mesure, mais c'est brutal et cela ne sert à rien, la décision.

▪ **Madame le MAIRE**

Cela n'est pas brutal et nous pensons que c'est utile car cela a pour vertu de maintenir le calme sur le marché. Les commerçants le demandent. Les commerçants le souhaitent. Il nous semble que nous pouvons faire campagne à l'extérieur pour ce qui est de la distribution et il me semblait qu'effectivement, la distribution se faisait à l'entrée pendant les municipales. Je suis étonnée que vous vous érigiez contre cette règle qui effectivement est la pratique, pas seulement chez nos amis Maires. Il y a aussi des Maires socialistes qui interdisent le tractage sur les marchés, tout simplement car les commerçants le souhaitent et que cela rend le fait de faire son marché un peu plus paisible. Je crois qu'il ne faut pas croire qu'il y a une volonté abrupte de vous interdire quoi que ce soit. C'était la pratique pendant les municipales aussi.

▪ **Aude LUMEAU-PRECEPTIS**

Il y a un peu moins d'un an, pour les municipales, je ne me souviens pas que nous ayons distribué en dehors du marché puisque nous nous positionnions (et nous nous y sommes croisés en diverses fois) à l'entrée et sur le centre qui est l'entrée du gymnase, de la salle polyvalente. Effectivement, nous n'avons jamais eu de restrictions à ce niveau-là. Pour ma part, je suppose que cela viendra en délibération municipale, que nous aurons à voter et qu'à ce moment-là nous nous exprimerons sur les choix et les votes.

Je regrette que l'on assimile le débat politique et la distribution dans le cadre des élections à quelque chose qui puisse gêner, déranger, empêcher, ou être virulent. D'abord parce qu'il y a un taux d'abstention record aujourd'hui et auquel tout militants que nous sommes, politiques, associatifs ou engagés dans la vie publique, nous devons faire face. Même s'il est évident qu'il y a quelquefois des disputes, et il y en a eu entre certains d'entre nous ici, je ne pense pas que l'on puisse ramener la distribution de tracts en période d'élections (où tous nous sommes attachés au débat démocratique et à l'échange), au fait de déranger et de gêner quelque commerçant que ce soit, même si cela a pu arriver. Je trouve que prendre quelque chose là-dessus est difficile.

▪ **François UBEDA**

Je tenais à dire qu'il était interdit de tracter sur les marchés mais pas à l'entrée ni à la sortie des marchés. Cela ne fait que déplacer le débat démocratique et je pense qu'aujourd'hui, la démocratie est aussi le respect des commerçants. Je m'y plie et je trouve cela normal.

▪ **Claude MERONO**

Sur les municipales, si vous m'avez vu, vous m'avez toujours vu à l'extérieur devant le marché. Je suis désolé, nous ne nous y sommes pas trop vus. Mais dorénavant, je me mettrai avec un groupe de cinq ou six, sans flyers, à discuter à l'intérieur du marché ouvert, et vous verrez la gêne que nous procurerons. Comme toujours ! On ne se met pas à des endroits où cela embête les commerçants.

▪ **Madame le MAIRE**

Faisons cela courtoisement, calmement, sans s'énervier. C'est franchement un sujet de détail.

▪ **Claude MERONO**

C'est un oukase, madame, ce que vous faites.

▪ **Madame le MAIRE**

C'est un oukase ? Vous me dites vous-même que pendant les élections municipales, vous avez tracté à l'extérieur. C'est exactement la même chose que je viens de vous dire. Je pensais que c'était la pratique. Faisons comme nous avons fait pendant les élections municipales, en faisant attention aux commerçants, et tout ira très bien. Soyons sur le bon fonctionnement qu'il y a eu pendant les municipales. Je ne vous demande rien d'autre, il n'y a aucun oukase.

▪ **Serge JOP**

Je pense qu'il y a deux cas qui sont quand même bien distincts l'un de l'autre. Nous parlons tous actuellement de campagne électorale. Personnellement (je dis bien « personnellement »), je trouve normal de pouvoir avoir un comportement de défenseur du parti, de ce que l'on voudra, de ce que l'on défend, pendant la campagne électorale, quel que soit le lieu, si l'on ne trouble pas l'ordre public. Je dis bien : « pendant la campagne électorale ». Je trouve normal d'aller serrer des mains, de pouvoir parler, etc. Je trouve cela tout à fait démocratique. Cela n'engage que moi.

En revanche, en dehors des campagnes électorales, je trouve déplacé que de se servir d'un marché pour afficher une tendance politique, voire démarcher pour un parti politique. Pour moi c'est totalement différent, une campagne électorale et le reste du temps.

▪ **Claude MERONO**

Je partage cet avis, mais la question qui se pose aujourd'hui est que ce n'est pas cette interprétation-là que l'on fait. Ensuite, nous sommes en campagne électorale au moins six mois avant, théoriquement. L'ouverture est même un an avant – j'ai vu récemment que presque un an avant il y avait un recours qui avait été fait pour Pibrac je crois, et que l'élection avait été cassée. On est toujours en campagne électorale. Cela dit, nous pouvons nous fixer des règles entre nous en disant qu'un ou deux ou trois mois avant nous fixons un délai, mais nous n'allons pas interdire pour interdire. A force d'interdire, les gens passent au travers de tout et veulent justement briser l'interdiction. C'est cela. Jusqu'à présent, je me suis astreint à certaines choses mais si on me le dit comme cela, je ne m'astreins plus, je fais exprès.

▪ **Madame le MAIRE**

Qui vous dit comme cela quoi ? Un courrier a été envoyé. Josy a eu l'humilité de dire qu'il avait pris ses fondements sur un document qui n'était pas le bon. Nous vous disons que nous allons travailler sur un règlement très vite. Personne ne vous interdit quoi que ce soit. Ne nous énervons pas sur aucun fondement. Il y a eu ce courrier. Elle a eu l'humilité de vous dire en quelles circonstances il avait été fait. Elle vous dit que nous allons travailler sur un nouveau règlement. Nous n'aurons pas matériellement le temps de faire un nouveau règlement avant le 22 et le 29 mars. Faites campagne dans l'esprit citoyen qui est le vôtre, que nous connaissons et que nous apprécions, et tout se passera très bien. Ne nous énervons pas pour rien, franchement.

Il faudrait que je close le Conseil Municipal, quand même. Il n'y a plus de point à l'ordre du jour. S'il n'y a plus de remarque, nous pouvons clore le Conseil Municipal et donner la parole à la salle.

| Noms                            | Emargement | Noms                             | Emargement |
|---------------------------------|------------|----------------------------------|------------|
| <b>FAURE</b><br>Dominique       |            |                                  |            |
| <b>MASSA</b><br>Alain           |            | <b>CUBERO-CASTAN</b><br>Eliane   |            |
| <b>JOP</b><br>Serge             |            | <b>LAFFONT</b><br>Maria          |            |
| <b>KOUNOUGOUS</b><br>Anicet     |            | <b>FABRE-CANDEBAT</b><br>Carole  |            |
| <b>LOURME</b><br>Etienne        |            | <b>CROUZEILLES</b><br>Colette    |            |
| <b>JACQUEL</b><br>Fabien        |            | <b>PERAL</b><br>Georgette        |            |
| <b>FARENC</b><br>Jean           |            | <b>PIONNIE</b><br>Jean-Claude    |            |
| <b>PUIS</b><br>André            |            | <b>DEL BORRELLO</b><br>Marc      |            |
| <b>LASSUS-PIGAT</b><br>Josiane  |            | <b>COLOMINA</b><br>Caroline      |            |
| <b>ARCARI</b><br>Thierry        |            | <b>POIRIER</b><br>Christelle     |            |
| <b>CLEMENT</b><br>Sophie        |            | <b>RENVAZE</b><br>David          |            |
| <b>ROUSSET</b><br>Véronique     |            | <b>UBEDA</b><br>François         |            |
| <b>ANDRIEU</b><br>David         |            | <b>JULLIE</b><br>Audrey          |            |
| <b>GODFROY</b><br>Jean-Pierre   |            | <b>MERONO</b><br>Claude          |            |
| <b>SARRAILH</b><br>Michel       |            | <b>SAUMIER</b><br>Agnès          |            |
| <b>LUMEAU-PRECEPTIS</b><br>Aude |            | <b>CAPELLE-SPECQ</b><br>Isabelle |            |
| <b>MOREAU</b><br>Marc           |            |                                  |            |

